

| Document de référence

> Actualisation A.01

1^{er} semestre
2002|



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Sommaire

Informations juridiques et administratives

Responsables du document de référence et attestation.....	03
Responsables du contrôle des comptes	03
Attestation des Commissaires aux comptes	04
Organes d'administration, de direction et de surveillance.....	07
Faits exceptionnels et litiges.....	08

Etats financiers

Rapport de gestion sur les comptes au 30 juin 2002 de Crédit Agricole S.A.	09
Présentation des résultats	38
Comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.	71
Comptes individuels de Crédit Agricole S.A.	135

Table de concordance COB	146
---------------------------------------	-----



Le présent document actualise le document de référence enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 7 mai 2002 sous le numéro R.02-098.

Il a été déposé auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 18 octobre 2002.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Informations juridiques et administratives

Personnes responsables du document de référence et responsables du contrôle des comptes

> Responsables du document de référence

Monsieur Marc Bué, Président du Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. et
Monsieur Jean Laurent, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

> Attestation des responsables

« A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Aucun élément nouveau, autre que ceux mentionnés dans le présent document, intervenu depuis le 7 mai 2002, date à laquelle un document de référence a été enregistré par la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro R.02-098, n'est susceptible d'affecter de manière significative sa situation financière. »

Le Directeur Général
de Crédit Agricole S.A.

Jean Laurent

Le Président du Conseil d'Administration
de Crédit Agricole S.A.

Marc Bué

> Responsables du contrôle des comptes

Désignés pour six ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 et renouvelés pour six ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

Titulaires

Barbier Frinault et Autres
Société représentée par René Proglio
et Valérie Meeus
41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex

SELARL «Cabinet Alain Lainé»
Société représentée par Alain Lainé
2, rue du Colonel Moll - 75017 Paris

Suppléants

Alain Grosmann
Cabinet Mazars et Guerard

Attestation des responsables du contrôle des comptes

En notre qualité de Commissaires aux comptes de Crédit Agricole S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le document de référence enregistré auprès de la COB le 7 mai 2002 sous le numéro R.02-098, et sa présente actualisation.

Ces documents ont été établis sous la responsabilité de Monsieur Marc Bué, Président du Conseil d'Administration, et de Monsieur Jean Laurent, Directeur Général de Crédit Agricole S.A. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'ils contiennent portant sur la situation financière et les comptes.

Le document de référence a fait l'objet d'un avis de notre part en date du 7 mai 2002, dans lequel nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- à vérifier qu'il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date de notre avis, de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes et n'ayant pas fait l'objet d'une actualisation, contenues dans le document de référence ;
- à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans l'actualisation et à vérifier leur concor-

dance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport de notre part. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans cette actualisation, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Cette actualisation ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

> Comptes individuels de Crédit Agricole S.A.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires pour la période du 1er janvier au 30 juin 2002, arrêté par le Conseil d'Administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Les comptes intermédiaires pour la période du 1er janvier au 30 juin 2001, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve.

Notre rapport sur les comptes intermédiaires pour la période du 1er janvier au 30 juin 2001 en date du 12 septembre 2001 comporte une observa-

tion, qui, sans remettre en cause notre opinion, attire l'attention des actionnaires sur les notes 2.6, 2.7, 17, 18 et 34 de l'annexe qui exposent les changements effectués, à la suite, notamment, d'une demande de justification formulée par la Commission des Opérations de Bourse, sur les méthodes de constitution de la provision épargne-logement et leur impact sur les comptes au 30 juin 2001 :

- seule la part de la provision épargne-logement couvrant un risque économique ou de taux global est maintenue en fonds pour risques bancaires généraux ;

- la partie correspondant à un risque de perte interne au groupe Crédit Agricole résultant de ses mécanismes financiers figure désormais dans les provisions pour risques et charges.

> Comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés pour la période du 1er janvier au 30 juin 2002, arrêté par le Conseil d'Administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Les comptes intermédiaires consolidés pour la période du 1er janvier au 30 juin 2001, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve.

Notre rapport sur les comptes intermédiaires pour la période du 1er janvier au 30 juin 2001 en date du 12 septembre 2001 comporte une observation, qui, sans remettre en cause notre opinion, attire l'attention des actionnaires sur les notes 1.2, 2.1.6, 2.1.7, 2.2, 17, 18, 20 et 36 de l'annexe qui exposent les changements effectués, à la suite, notamment, d'une demande de justification formulée par la Commission des Opérations de Bourse, sur les méthodes de constitution de la provision épargne-logement et leur impact sur les comptes au 30 juin 2001 :

- seule la part de la provision épargne-logement couvrant un risque économique ou de taux global est maintenue en Fonds pour Risques Bancaires Généraux. Cette provision ne donne plus lieu à constitution d'un impôt différé ;

- la partie correspondant à un risque de perte interne au groupe Crédit Agricole résultant de ses mécanismes financiers figure désormais dans les provisions pour risques et charges.

> Comptes pro forma de Crédit Agricole S.A.

Les comptes intermédiaires pro forma pour la période du 1er janvier au 30 juin 2001, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un examen par nos soins selon les normes de la profession applicables en France. Ces comptes intermédiaires pro forma permettent, à des fins de comparaison, de traduire les effets de l'ensemble des opérations liées à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A.

Les comptes pro forma de Crédit Agricole S.A. publiés dans le Document de Référence, enregistré par la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro R.01-453 en date du 22 octobre 2001, ont ainsi été mis à jour pour tenir compte de la réalisation effective des opérations de restructurations.

Au terme de cet examen qui a fait l'objet d'un rapport, à notre avis, les conventions retenues constituent une base raisonnable pour présenter l'ensemble des opérations liées à l'introduction

en bourse de Crédit Agricole S.A. dans les comptes pro forma, leur traduction chiffrée est appropriée et les méthodes comptables utilisées sont conformes à celles suivies pour l'établissement des comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2002.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans le document de référence et son actualisation.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 18 octobre 2002

Les Commissaires aux Comptes

Barbier Frinault et Autres

Valérie Meeus

René Proglia

Cabinet Alain Lainé

Alain Lainé

Responsable de l'information

Patrice Vincent,

Direction de la Gestion Financière

91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris

Tél : 01.43.23.56.68

> **Organes d'administration,
de direction et de surveillance**

**Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A.
au 20 septembre 2002**

Président

Marc Bué,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Nord de France.

Vice-Présidents

René Carron,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
des Savoie et Président de la Fédération Nationale
du Crédit Agricole.

Pierre Bastide,

Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole de Centre-France.

Administrateurs

François Beraudo,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Provence Côte d'Azur.

Pierre Bru,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Quercy-Rouergue.

Yves Couturier,

Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole Sud Rhône-Alpes.

Xavier Fontanet,

Président Directeur Général d'Essilor
International.

Carole Giraud Vallentin,

Salariée de Caisse Régionale.

Roger Gobin,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
de Atlantique-Vendée.

Pierre Kerfriden,

Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole du Finistère.

Jean Le Brun,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Normand.

Bernard Mary,

Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole du Nord Est.

Gérard Mestrallet,

Président-Directeur Général de Suez.

Henri Moulard,

Président de Invest In Europe.

Jean-Pierre Pargade,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
d'Aquitaine.

Corrado Passera,

Administrateur Délégué IntesaBci.

Jean-Claude Pichon,

Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole du Midi.

Jean-Marie Sander,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Alsace Vosges.

**Administrateur représentant les Organisations
Professionnelles Agricoles**

Jean-Michel Lemétayer,

Président de la FNSEA.

Administrateurs élus par les salariés

Jacqueline Beaupoil,

Salariée de Segespar IT Services.

Henri Corbel,

Salarié de Unipar.

Censeurs

Noël Dupuy,

Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
de la Touraine et du Poitou.

Georges Pauget,

Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole Pyrénées Gascogne.

Représentant du Comité d'Entreprise

Daniel Coussens,

Salarié de Crédit Agricole S.A.

Direction

Jean Laurent,

Directeur Général, nommé par le Conseil
d'Administration du 20 mai 1999.

Yves Chevillotte,

Directeur Général Délégué, nommé par le Conseil
d'Administration du 11 septembre 2002.

> Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe pas, à la date de dépôt du présent document, de faits exceptionnels ou de litiges ayant eu, dans un passé récent, ou susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats du groupe Crédit Agricole S.A.

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours impliquant des entités du Groupe Crédit Agricole S.A. - figurant dans le document de référence enregistré par la COB le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453, les notes d'opérations enregistrées par la COB le 29 novembre 2001 sous le numéro 01-1370 et le 13 décembre 2001 sous le numéro 01-1434 et le document de référence enregistré par la COB le 7 mai 2002 sous le numéro R.02-098 - n'ont pas connu d'évolutions notables depuis cette dernière date.

En Argentine, Crédit Agricole S.A. a été exposé, au travers du Groupe Bisel, à la poursuite de la dégradation des conditions de son exploitation, celles-ci ayant conjugué, début 2002, une crise de liquidité et une montée du risque de contrepartie sans précédent.

Dans ce contexte, suite aux décisions des autorités argentines qui rendaient impossible la continuation d'activités bancaires normales, Crédit Agricole S.A. a tiré les conséquences de cette situation et a dû renoncer à soutenir le groupe Bisel. Cette décision a conduit dans un premier temps, en mai 2002, à la suspension par la Banque Centrale des licences des trois banques, Bisel, Bersa et Suquia et depuis le 16 septembre, à la révocation de leurs licences. L'approche du groupe Crédit Agricole a consisté à opérer un retrait ordonné en coopération avec la Banque centrale de la République d'Argentine, visant d'abord à protéger les intérêts des employés et des déposants, qui ont, en conformité avec la réglementation argentine, été transférés au Banco Nacion en même temps que l'essentiel des actifs des banques concernées.

Etats financiers

Rapport de gestion sur les comptes du premier semestre 2002 de Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole S.A. a dégagé, sur le premier semestre 2002, un résultat net, part du groupe, de 576 millions d'euros. Ce résultat est en retrait de 26,9 % sur le résultat pro forma du premier semestre 2001.

Des éléments non récurrents pèsent sur l'évolution des résultats semestriels. Il s'agit principalement :

- de l'incidence du désengagement de l'Argentine (déconsolidation de Banco Bisel à compter du 1^{er} janvier 2002),
- et de la très forte baisse de la contribution d'IntesaBci.

Après correction de l'impact du désengagement de l'Argentine, la baisse du résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition du premier semestre 2002 par rapport au premier semestre 2001 est ramenée à 8,5 %.

Ces performances ont été obtenues dans un contexte économique et financier morose.

Néanmoins :

- le dynamisme de l'activité s'est poursuivi dans la Banque de détail en France ainsi que dans l'assurance, dont la contribution aux résultats est en forte croissance ;
- dans la Gestion d'actifs, l'activité a été soutenue mais les résultats sont affectés par la dégradation de la conjoncture boursière ;
- le pôle Banque de grande clientèle démontre une bonne résistance grâce notamment aux activités de taux, de financements d'actifs et de capital-investissement ;
- Les mauvaises performances dégagées, en revanche, par la Banque de détail à l'étranger s'expliquent par des éléments non récurrents (Banco Bisel et IntesaBci).

Présentation des états financiers du groupe Crédit Agricole S.A.

Évolution du périmètre de consolidation

Au 30 juin 2002, le périmètre de consolidation comprend 298 filiales (contre 286 filiales au 31 décembre 2001).

Les principales modifications enregistrées depuis le 30 juin 2001 concernent :

- l'entrée de nouvelles filiales dans le périmètre au second semestre 2001. Les groupes polonais EFL et Lukas (composé de Lukas Bank et Lukas SA) sont consolidés par la méthode globale suite à l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de ces sociétés. La S.A. Rue Impériale est consolidée par mise en équivalence suite à l'entrée de Crédit Agricole S.A. au capital de la société. Ces filiales étaient consolidées dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2001.
- la sortie du périmètre, dès le 1^{er} janvier 2002, du groupe Banco Bisel (Banco Bisel, Bersa et Suquia), suite à la suspension de la licence bancaire du groupe en Argentine et du transfert, par la Banque Centrale d'Argentine, du contrôle opérationnel de Banco Bisel au Banco Nacion. Le groupe Banco Bisel était auparavant consolidé dans les comptes de Crédit Agricole S.A. par la méthode globale.
- les autres variations affectant le périmètre n'ont pas d'impact significatif sur les comptes au 30 juin 2002. Il s'agit notamment de l'éclatement par entité du palier constitué autour de CPR (Compagnie Parisienne de Réescompte) ; 17 filiales sont concernées.

Changements de principes et méthodes comptables

Aucun changement de principe ou de méthode comptable n'est intervenu depuis l'arrêté au 30 juin 2001.

Élaboration de comptes pro forma

> Évolution de la structure du groupe liée à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A.

La fin de l'année 2001 a été marquée par l'évolution de la structure du groupe Crédit Agricole liée à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. sur le Premier Marché d'Euronext Paris intervenue le 14 décembre 2001.

À l'issue des opérations de réorganisation, le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. comporte la totalité du capital des filiales spécialisées, auparavant détenues conjointement avec les Caisses Régionales, (Predica, Pacifica, CA-AM, CAI Chevreux, CAICG, Sofinco et BFT), et une participation de 25 % au capital des Caisses Régionales.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole S.A. comprend depuis la fin de l'année 2001, outre les activités de Crédit Agricole S.A., celles des filiales et celles des Caisses Régionales dans la banque de proximité en France au travers des participations de 25 % de Crédit Agricole S.A. au capital de chacune des

Caisses Régionales (à l'exception de la Caisse Régionale de la Corse). Les résultats des Caisses Régionales sont consolidés par mise en équivalence à hauteur de 25 % dans les comptes du groupe Crédit Agricole S.A.

> Élaboration de comptes pro forma

Compte tenu du calendrier des opérations intervenues au cours du second semestre 2001, les comptes du groupe Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2002 ne sont pas comparables avec les comptes du premier semestre 2001 tels que ces derniers ont été publiés en septembre 2001.

Aussi, pour rétablir la comparabilité des informations dans le temps, des comptes consolidés *pro forma* ont-ils été établis pour le premier semestre 2001 et l'année 2001. Ils permettent de traduire les effets, dès le premier semestre 2001, de la réorganisation du Groupe. Ils intègrent le résultat des filiales spécialisées au pourcentage d'intérêt résultant des opérations d'apport des Caisses Régionales et le résultat mis en équivalence à 25 % des Caisses Régionales.

> Règles d'élaboration des comptes pro forma

Les comptes consolidés *pro forma* établis pour le premier semestre 2001 et l'année 2001 ont pour objet de traduire la situation patrimoniale et la formation du résultat dans l'hypothèse où les opérations de restructuration liées à l'introduction en Bourse de Crédit Agricole S.A. auraient été réalisées antérieurement au 1^{er} janvier 2001.

Les règles d'élaboration des comptes consolidés *pro forma* du premier semestre 2001 sont celles indiquées lors de l'arrêt des comptes de l'exercice 2001.

> Révision des comptes pro forma au 30 juin 2001

Pour l'exercice semestriel clos au 30 juin 2001, les données *pro forma* présentent quelques variations

par rapport à celles présentées avant les Opérations de restructuration (cf. document de référence COB du 22 octobre 2001). Le résultat net s'élève à 788 millions d'euros, soit un écart de 17 millions d'euros par rapport aux comptes *pro forma* au 30 juin 2001 établis en octobre 2001.

Ces différences proviennent de l'ajustement aux taux d'intérêt et montants définitifs des investissements réalisés fin 2001 par Crédit Agricole S.A. au capital des Caisses Régionales et des filiales spécialisées et aux pourcentages de détention exacts en résultant. Elles concernent deux postes : la charge de refinancement de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses Régionales et l'impôt associé.

Les évolutions portant sur le compte de résultat, indiquées dans ce rapport de gestion, sont calculées par rapport à ces données *pro forma*.

Modification du taux de décentralisation

Pour associer les Caisses Régionales à la gestion et à l'optimisation du coût de la ressource d'épargne et du rendement des prêts à moyen et long terme, trois réformes financières internes successives ont été mises en œuvre dans le passé. Elles ont permis de restituer aux Caisses Régionales, sous forme d'avances dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, puis 25 % et, depuis le 1^{er} janvier 1999, 33,33 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées auprès de leur clientèle, qui sont inscrites au bilan de Crédit Agricole S.A. conformément au mécanisme d'épargne-avances en vigueur dans le Groupe, et dont elles ont désormais la libre disposition.

À compter du 31 décembre 2001, ce pourcentage de l'épargne alloué aux Caisses Régionales (appelé "taux de décentralisation") a été porté à 50 %. Il produit son plein effet pour la première fois au premier semestre 2002.

Présentation des pôles métiers du groupe

Les activités du groupe Crédit Agricole S.A. sont organisées en quatre pôles métiers :

- Banque de proximité en France,
 - Gestion d'actifs, assurances et banque privée,
 - Banque de grande clientèle,
 - Banque de détail à l'étranger,
- et un pôle "Gestion pour compte propre et divers".

> Banque de proximité en France

Ce pôle recouvre les activités des filiales de Crédit Agricole S.A. offrant des produits et services bancaires aux particuliers, aux professionnels, aux PME et collectivités locales en France (Sofinco pour le crédit à la consommation, Ucabail pour le crédit-bail, Transfact pour l'affacturage, ainsi que la garantie de Foncaris sur des crédits distribués par les Caisses Régionales dans la banque de proximité. Les Caisses Régionales et leurs filiales font partie de ce pôle. Elles sont détenues à hauteur de 25 % de leur capital par Crédit Agricole S.A. et consolidées par mise en équivalence.

> Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Ce pôle comprend les activités de gestion d'actifs (gestion d'OPCVM et comptes gérés) exercées principalement par Crédit Agricole Asset Management, CPR AM et la BFT, les activités d'assurance-vie (exercées par Predica), d'assurance IARD (exercées par Pacifica) et de banque privée (exercée principalement par des filiales de Crédit Agricole Indosuez : BGP Indosuez, CAI (Suisse) S.A., Crédit Foncier de Monaco, CAI Luxembourg).

> Banque de grande clientèle

Ce pôle se décompose en deux grandes activités : d'une part, la banque de marchés et d'investissement qui comprend les activités "actions"

primaires et secondaires (CAI Cheuvreux), les activités des marchés de capitaux (dette/change), les services financiers de la banque d'investissement et les activités de capital-investissement du groupe UI (UI, IDIA et Sofipar) et, d'autre part, la banque de financement composée des activités de financements d'actifs, de l'exploitation bancaire, des actifs dépréciés (*work-out*) de Crédit Agricole Indosuez et des activités de financements structurés de CAL FP.

> Banque de détail à l'étranger

Ce pôle comprend les filiales étrangères intégrées globalement ou par mise en équivalence dont l'activité ressort majoritairement de la banque de détail, principalement en Italie (IntesaBci), au Portugal (Banco Espirito Santo), en Pologne (groupe Lukas et EFL), les filiales étrangères de Sofinco et d'Ucabail ainsi que les résultats des participations bancaires non consolidées de Crédit Agricole S.A. ressortissant de cette activité (Banque Commerciale de Grèce...). Il enregistre, par conséquent, les conséquences directes et indirectes de la déconsolidation du Banco Bisel.

> Gestion pour compte propre et divers

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A. et la gestion actif-passif (en particulier, la marge de transformation de Crédit Agricole S.A.).

Il comprend également les résultats des activités de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (Uni-Editions, les sociétés immobilières d'exploitation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles ...), ainsi que les dividendes ou autres revenus et charges de Crédit Agricole S.A. sur ses participations (notamment dans le

Crédit Lyonnais) et autres titres non consolidés (hors la Banque de détail à l'étranger). Enfin, les résultats nets sur immobilisations financières sont, à défaut d'être rattachables sans ambiguïté à un métier, affectés à ce poste (dotations nettes et plus ou moins values de cessions de participations), de même que les provisions générales ou forfaitaires non attribuables à l'activité spécifique d'un pôle.

Ainsi, la participation dans Bradesco, de caractère minoritaire et non stratégique, a été affectée à ce pôle. Celui-ci comprend également les effets nets d'intégration fiscale du groupe Crédit Agricole S.A.

Jusqu'à l'exercice clos au 31 décembre 2001, ce pôle comprenait aussi les résultats des activités du groupe CPR, à l'exception de CPR Online (produits dérivés et structurés) rattaché à la Banque de grande clientèle.

À compter du premier semestre 2002, suite à leur intégration dans les lignes métiers du groupe, les activités du groupe CPR sont réparties : CPR AM est intégré dans le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée ; CPR Private Equity et CPR A²M (gestion alternative) sont désormais intégrés au pôle Banque d'investissement au sein du métier Banque de grande clientèle.

Les résultats des différents pôles sont constitués de l'ensemble des revenus et des charges générés par l'activité économique des entités les constituant.

À ce titre, en particulier :

- le produit net bancaire de chacun des pôles comprend la rémunération des fonds propres réels des entités,
- pour chacun des pôles, la charge d'impôt correspond à la charge comptable enregistrée.

L'allocation des fonds propres par pôle d'activité

L'allocation des fonds propres du groupe Crédit Agricole S.A. est fondée sur les exigences prudentielles tant en matière bancaire qu'en matière d'assurances. Les encours risqués au sens des ratios de solvabilité sont pondérés en fonction de l'appréciation des risques afférents à chaque activité, (5 % pour la banque de proximité en France, 7 % pour la banque de grande clientèle et 50 % pour la valeur des titres détenus par les sociétés de portefeuille, UI, IDIA Participations, par exemple). Pour la gestion d'actifs et la banque privée, les fonds propres alloués représentent le montant le plus élevé entre, d'une part, l'exigence de fonds propres calculée sur la base de 6 % des encours pondérés et, d'autre part, un montant de 3 mois de charges d'exploitation, constituant la norme pour ces activités. Pour les autres entités, non bancaires (SCI, GIE de moyens, par exemple), l'allocation se fonde sur les fonds propres comptables.

Le besoin de fonds propres ainsi calculé est majoré des écarts d'acquisition et de 50 % de la valeur comptable des titres des sociétés mises en équivalence et des participations financières du groupe. Toutefois, pour les Caisses Régionales, le principe de transparence est appliqué : leurs encours risqués sont retenus à hauteur de 25 % pour la détermination des fonds propres alloués à la Banque de proximité en France.

Les capitaux propres alloués sont déterminés hors FRBG et résultat de l'exercice. Pour le calcul des ROE (return on equity) des pôles, l'excédent (ou l'insuffisance) de capitaux propres réels par rapport aux capitaux propres alloués par métiers, y compris le pôle Gestion pour compte propre et divers, fait l'objet d'une rémunération (ou refacturation) différentielle égale à la rémunération des fonds propres minorée du remplacement sans risque de ceux-ci.

> Banque de proximité en France

Les fonds propres sont alloués à hauteur de 5 % des risques pondérés (comprenant 25 % des encours pondérés des Caisses Régionales).

> Banque de grande clientèle

Ce pôle regroupe les activités de financement et de marché, et les activités d'investissement en fonds propres.

Les fonds propres alloués sont :

- fonction des encours risqués pour les activités de financement et de marché pour lesquels une pondération de 7 % est retenue,
- fonction de 50 % de la valeur de marché des titres détenus par les entités concernées exerçant des activités d'investissement en fonds propres (UI, IDIA Participations ...).

> Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Les fonds propres alloués aux activités de gestion d'actifs et de banque privée représentent le montant le plus élevé entre, d'une part, l'exigence de fonds propres calculée sur la base de 6 % des encours pondérés et, d'autre part, un montant de 3 mois de charges d'exploitation, constituant la norme pour ces activités. En outre, sont intégrées les exigences réglementaires propres à l'assurance majorées d'une marge prudentielle de 5 %.

> Banque de détail à l'étranger

Les fonds propres sont évalués à 6 % des risques pondérés majorés de 50 % de la valeur des sociétés mises en équivalence et des titres de participations dans des établissements financiers à l'étranger.

> Gestion pour compte propre et divers

Les fonds propres alloués sont :

- de 6 ou 7 % selon les risques liés aux encours affectés à ce pôle,
- de 50 % de la valeur de marché des titres détenus par les entités exerçant des activités de portefeuille,
- les fonds propres comptables des entités de moyens (SCI, GIE informatiques...).

Les fonds propres ainsi calculés sont majorés de 50 % de la valeur comptable des sociétés mises en équivalence et des titres de participations dans des établissements de crédit en France.

Évolution des risques pondérés retenus pour l'allocation des fonds propres

Risques pondérés

(En milliards d'euros)	30/06/01	31/12/01	30/06/02
Banque de proximité en France	58,6	59,2	62,0
Caisses Régionales	42,6	42,6	44,9
Filiales	16,0	16,6	17,1
Banque de grande clientèle	69,3	64,3	62,6
Banque de marchés et d'investissement	19,1	16,6	24,6
Banque de financement	50,2	47,7	38,0
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	7,5	7,5	8,3
Banque de détail à l'étranger	3,5	7,8	4,4
Gestion pour compte propre et divers	11,6	10,4	9,4

Ainsi déterminés, les capitaux propres alloués par métiers, avant résultat net et avant amortissement des survaleurs, sont les suivants :

Capitaux propres alloués

(En milliards d'euros)	30/06/01	31/12/01	30/06/02
Banque de proximité en France	3,5	3,2	3,5
Banque de grande clientèle	5,1	4,6	4,8
Banque de marchés et d'investissement		1,5	2,0
Banque de financement		3,1	2,8
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	3,1	3,0	3,6
Banque de détail à l'étranger	2,7	2,8	2,8
Gestion pour compte propre et divers	1,5	1,0	0,7
Fonds propres totaux alloués	15,9	14,5	15,4

Analyse des résultats du groupe Crédit Agricole S.A.

Résultats par pôle d'activité

À l'exception du pôle Banque de détail à l'étranger affecté par le désengagement du groupe de l'Argentine et par la mise en place du plan industriel d'IntesaBci, l'ensemble des pôles métiers ont apporté une contribution positive aux performances du Groupe.

> Banque de proximité en France

La Banque de proximité en France dégage un résultat net, avant amortissement des écarts d'acquisition, en croissance de 27 % sur un an. La contribution du pôle au résultat du Groupe s'accroît, passant de 23 % au premier semestre 2001 à 36,4 % au premier semestre 2002.

Rappelons que les résultats de Crédit Agricole S.A. n'intègrent que 25 % de ceux des Caisses Régionales. Consolidés par mise en équivalence, leur impact apparaît uniquement au travers du poste "quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence".

Banque de proximité en France

(En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/ 2001
Produit net bancaire	400	366	+9,3%
Charges d'exploitation et amortissements	(232)	(215)	+7,9%
Résultat brut d'exploitation	168	151	+11,3%
Coût du risque	(49)	(49)	=
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	193	144	+34,0%
Résultat courant avant impôt	312	246	+26,8%
Résultat exceptionnel	4	3	+33,3%
Impôt	(48)	(38)	+26,3%
Résultat net avant amortis. des écarts d'acquisition	268	211	+27,0%
ROE (en % des fonds propres alloués)	13,5%	10,8%	

La forte progression des résultats du pôle reflète l'activité commerciale soutenue de l'ensemble de ses composantes, Caisses Régionales et filiales spécialisées.

Les **Caisses Régionales** ont enregistré une progression soutenue de leurs activités.

Les **encours de collecte** progressent de 3,8 % entre juin 2001 et juin 2002 pour atteindre 318,2 milliards d'euros.

En matière de placements, le premier semestre 2002 s'inscrit dans la prolongation des tendances de 2001, encore marqué par l'incertitude des particuliers et par la dégradation des marchés actions. La **collecte hors-bilan** enregistre, sur un an, une croissance de 5,5 % globalement. Dans ce contexte propice à une épargne de précaution, les produits d'assurance ont conservé leur attractivité : les encours d'assurance-vie distribuée par les Caisses Régionales s'accroissent de 8,7 % à 80,8 milliards d'euros. Les encours des OPCVM placés par les Caisses Régionales s'établissent à 32,9 milliards d'euros. Ils sont en retrait de 1,5 % sur un an sous l'effet de la baisse des valorisations (le CAC 40 a perdu 15,7 %, soit environ 700 points de base, sur le semestre et 24 % sur les douze derniers mois). La **collecte bancaire** continue de se redresser : +2,9 % entre juin 2001 et juin 2002 contre +1,9 % un an auparavant ; elle atteint un encours de 204,5 milliards d'euros. Elle est tirée par les comptes sur livrets (+ 9 %) et l'épargne logement (+ 6,2 %).

Les dépôts à vue se maintiennent également à un niveau élevé. La décollecte enregistrée traditionnellement au cours du premier semestre (effet saisonnier) est plus prononcée cette année (-3,4 milliards d'euros sur le semestre contre -0,9 milliard d'euros au cours du premier semestre 2001), conséquence logique de l'accroissement exceptionnel enregistré en fin d'année

en liaison avec le passage à l'euro. Leurs encours continuent toutefois de progresser sensiblement (+ 8,2 % en glissement annuel).

Dans le même temps, le niveau peu attractif des taux de marché entraîne une réduction des encours des comptes à terme et des bons (- 16,8 %) et la décollecte se poursuit sur les plans d'épargne populaire (- 11,7 %) avec l'arrivée à échéance de nombreux contrats.

L'encours (net des provisions) **des prêts** des Caisses Régionales s'établit à 195,3 milliards d'euros au 30 juin 2002 en croissance de 4,6 % sur un an. L'augmentation de l'activité crédit concerne tous les secteurs de financement. De fait, sur le semestre, la production de prêts nouveaux à moyen et long terme par les Caisses Régionales atteint le niveau élevé de 16,6 milliards d'euros, en hausse de 14,4 % par rapport au premier semestre 2001.

La quote-part dans le **résultat des sociétés mises en équivalence**, générée quasi intégralement par les Caisses Régionales, passe ainsi de 144 millions d'euros au premier semestre 2001 à 193 millions d'euros au premier semestre 2002. Cette contribution, en croissance de 34 %, traduit la progression sensible de leur Produit Net Bancaire (+ 3,8 % dans les comptes sociaux), malgré la diminution des dividendes intra-groupe (- 121 millions d'euros soit - 25 %). De fait, en 2002, les Caisses Régionales ont perçu moins de dividendes qu'en 2001, en raison d'un pourcentage plus faible de participation au capital de Crédit Agricole S.A. (70 % contre 90 %). Cette moindre élimination en consolidation des dividendes intra groupe crée un effet positif sur la croissance des résultats des Caisses Régionales mis en équivalence. Economiquement, cela signifie que les Caisses Régionales ont dégagé plus de résultat hors dividendes que l'année précédente, en particulier du fait de l'activité mais également des revenus supplémentaires dégagés par le remplacement des augmentations de fonds propres des Caisses Régionales liées à l'introduction en Bourse de Crédit Agricole S.A.

Cette contribution reflète aussi l'évolution contenue des frais généraux des Caisses Régionales

(+ 2,2 %) et une prudence accrue en matière de couverture des risques (+ 9,3 %).

Les filiales spécialisées ont également poursuivi le développement de leurs activités.

Dans le domaine du crédit à la consommation, la production de **Sofinco** en France a atteint 2,3 milliards d'euros au cours des six premiers mois de 2002, en hausse de 0,7 % sur celle du premier semestre de 2001.

L'encours du groupe **Sofinco** en France atteint 7 milliards d'euros, en augmentation de 5,2 % sur un an. Dans le même temps, les coopérations avec les Caisses Régionales d'une part, et l'activité des partenariats d'autre part ont continué de se développer. En particulier, le partenariat avec le Crédit Lyonnais monte en régime : l'encours dépasse 1 milliard d'euros fin juin 2002. En février 2002, une nouvelle convention de partenariat a été signée avec la Banque Accord (Groupe Auchan).

Au total, les encours gérés par Sofinco en France s'élèvent à 11,9 milliards d'euros (dont 1,8 milliard d'euros gérés pour le compte des Caisses Régionales), en augmentation de 18,2 % par rapport au premier semestre 2001.

Son produit net bancaire France progresse de 9,6 % pour partie sous l'effet d'une reconstitution de la marge.

Ucbail, qui regroupe les sociétés de crédit-bail du Groupe, réalise une production semestrielle de 792 millions d'euros. Celle-ci est en retrait de 12 % sur la production du premier semestre 2001 en raison de la faiblesse de l'investissement des entreprises, d'une compétition vive sur les marges et d'une vigilance accrue sur les risques.

En conséquence, l'encours de crédit-bail sur le marché français ressort à 5,8 milliards d'euros fin juin 2002, en croissance de 3 % sur un an, contre 9 % fin 2001.

Sur le marché de l'affacturage, **Transfact** a réalisé, au cours du premier semestre 2002, de bonnes performances commerciales avec un chiffre d'affaires (factures achetées) en progression de 7 % à 2,2 milliards d'euros et des encours en hausse de 16,6 % à 868 millions d'euros.

Au total, le produit net bancaire du pôle s'élève à 400 millions d'euros au premier semestre 2002, en progression de 9,3 % sur celui du premier semestre 2001.

La moindre croissance des frais de fonctionnement (+ 7,9 % à 232 millions d'euros) permet une amélioration du coefficient d'exploitation de 0,7 point sur un an, passant de 58,7 % au premier semestre 2001 à 58,0 % au premier semestre 2002.

Il en résulte une forte progression (+ 11,3 %) du résultat brut d'exploitation du pôle Banque de proximité en France, qui passe de 151 millions d'euros au premier semestre 2001 à 168 millions d'euros au premier semestre 2002.

Le coût du risque de ce pôle reste stable à 49 millions d'euros. Il enregistre, d'une part, des tensions sur le coût du risque de Sofinco, qui reste toutefois contenu à un bas niveau puisqu'il représente globalement 1,08 % des encours moyens contre 0,96 % un an avant et, d'autre part, une baisse des provisions d'Ucabail après l'effort de remise à niveau réalisé au premier semestre 2001.

Après intégration des résultats des Caisses Régionales mis en équivalence, le résultat courant avant impôt du pôle Banque de proximité en France ressort à 312 millions d'euros, en hausse de 26,8 % sur un an.

Après l'impôt en hausse de 26,3 %, le résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition s'élève à 268 millions d'euros, en progrès de 27 % sur celui du premier semestre 2001, et le ROE (Return On Equity) relativement aux fonds propres alloués s'établit à 13,5 % au premier semestre 2002 contre 10,8 % au premier semestre 2001.

> Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Malgré une activité soutenue, la déprime des marchés actions a pesé sur les résultats de la gestion d'actifs et de la banque privée. Au total, malgré

les très bonnes performances des activités d'assurances, le pôle dégage un résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition de 226 millions d'euros en baisse de 12,4 % par rapport au semestre correspondant de 2001.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

(En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/ 2001
Produit net bancaire	741	690	+7,4%
Charges d'exploitation et amortissements	(413)	(359)	+15,0%
Résultat brut d'exploitation	328	331	-0,9%
Coût du risque	(25)	(14)	+78,6%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2	1	n.s.
Résultat courant avant impôt	305	318	-4,1%
Résultat exceptionnel	(5)	1	n.s.
Impôt	(75)	(66)	+13,6%
FRBG	1	5	n.s.
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition	226	258	-12,4%
ROE (en % des fonds propres alloués)	12,6%	15,9%	

Le produit net bancaire du pôle augmente de 7,4 % à 741 millions d'euros au premier semestre 2002 par rapport à 690 millions d'euros au premier semestre 2001. Cette progression sensible résulte, pour l'essentiel (70 %), d'un effet périmètre : rattachement à ce métier, depuis le début de l'année 2002, de l'entité CPR AM (auparavant affectée au pôle Gestion pour compte propre et divers) et création d'une filiale CA Investor Services Bank reprenant les activités et les effectifs antérieurement rattachés à CAI et à Crédit Agricole S.A. Hors cet effet, le PNB s'accroît de 2,8 %, la forte hausse du PNB des assurances étant partiellement compensée par la diminution des revenus de la Banque privée, de la BFT et de Segespar.

Les actifs gérés au sein de ce pôle ont progressé de façon satisfaisante, malgré l'évolution très défavorable des marchés. Au 30 juin 2002, l'ensemble des encours gérés au sein de ce pôle dépasse 239 milliards d'euros après élimination des doubles

comptages (une partie de l'assurance-vie et de la banque privée est gérée par Crédit Agricole Asset Management sous forme d'épargne mobilière), en progression de 3,1 % sur un an et de 4,5 milliards d'euros depuis le début de l'année 2002.

En assurance-vie, l'activité de **Predica** continue de progresser vivement. Un chiffre d'affaires total de 5,2 milliards d'euros a été réalisé au cours du semestre, de même niveau qu'au premier semestre 2001, malgré un recul marqué sur les contrats en unités de comptes (- 25 %).

Les encours gérés atteignent 80,8 milliards d'euros ; ils enregistrent une croissance de 8,7 % sur un an, supérieure à celle du marché (+ 6 %). La diversification de la gamme se poursuit avec, notamment, le lancement d'un nouveau contrat d'assurance-vie *Floriane* destiné à la clientèle à fort patrimoine.

Predica développe également son activité à l'étranger : au Portugal, au Liban, au Luxembourg et en Grèce, où *Emporiki Life*, compagnie de bancassurance vie détenue à parité par Predica et la Banque Commerciale de Grèce, a démarré son activité.

Pacifica a également poursuivi son développement commercial dans le placement des produits d'assurance dommages et de prévoyance ; le chiffre d'affaires de la période a augmenté de 13,3 % par rapport à la même période de 2001. En particulier, la montée en puissance des assurances agricoles s'effectue dans de bonnes conditions. Le portefeuille total de Pacifica représente, fin juin 2002, 3 millions de contrats (Auto, Habitation, Santé, Garantie des Accidents de la Vie et Protection Juridique), en augmentation de 12,1 % sur l'année précédente.

Dans le même temps, la sinistralité diminue sensiblement sur le semestre. Le ratio sinistres sur cotisations s'améliore, passant de 73,1 % au premier semestre 2001 à 66,7 % au premier semestre 2002.

Crédit Agricole Asset Management a poursuivi activement son développement sélectif en Asie et en Europe. Au 30 juin 2002, les actifs sous gestion s'établissent à 168,4 milliards d'euros. Malgré la conjoncture défa-

vorable des marchés, ils se sont développés de 4,2 milliards d'euros depuis le début de l'année et de 7,5 milliards d'euros depuis juin 2001 soit une progression de 4,6 % sur un an. L'effet de marché, négatif de 4,9 milliards d'euros sur les six premiers mois de 2002, a fortement obéré cette progression mais la dégradation des marchés boursiers n'a pas affecté le dynamisme commercial puisque la collecte nette du semestre a représenté globalement 9,1 milliards d'euros. Compte tenu du renforcement des implantations à l'étranger, la collecte nette réalisée à l'international représente désormais près du quart de la collecte nouvelle. Par ailleurs, suite au démarrage de la commercialisation par CAES des Plans d'Epargne Entreprises et des Plans Partenariaux d'Epargne Salariale Volontaire, les encours d'Epargne Longue des Salariés s'élèvent à 4,8 milliards d'euros, en progression de 500 millions d'euros depuis le début de l'année.

Les résultats du groupe Crédit Agricole Asset Management ont relativement bien résisté à la mauvaise conjoncture. Le produit net d'activité atteint 190 millions d'euros, en hausse de 2,7 % sur un an, dont 2 millions de revenus supplémentaires en provenance de la société de commercialisation italienne SIM SPA. Les charges d'exploitation s'établissent à 113 millions d'euros, en augmentation de 17 % sur un an. Cette évolution s'explique par la croissance des effectifs (+ 14 % en année glissante) qui reflète l'impact des investissements liés au développement des activités à l'étranger (en Espagne constitution avec CAI de la société CA-AM Espana S.L., en Italie SIM SPA Selezione e Distribuzione, constitution avec la BCG d'Emporiki AM).

Avec les actifs gérés par la BFT et par CPR, l'encours total de la gestion d'actifs du groupe Crédit Agricole S.A. représente, fin juin 2002, 190 milliards d'euros, en hausse de 4,5 % sur un an.

Les encours de fortune gérés par les différentes places de **Banque privée** s'élèvent à 43,5 milliards d'euros au 30 juin 2002.

Ils se sont contractés de 2,7 milliards d'euros depuis le début de l'année. Outre l'effet négatif

des marchés, la collecte a été affectée par les mesures fiscales italiennes et par la fermeture de certaines entités liée à la poursuite du recentrage géographique de l'activité internationale.

La baisse des revenus de 11,5 % du métier Banque privée reflète l'impact de la baisse des marchés financiers sur les volumes de transactions sur actions et celui des commissions de gestion (fonction de la valeur des actifs).

L'évolution des charges de fonctionnement du pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée (+15 % à 413 millions d'euros) traduit les effets des variations du périmètre de ce métier (CPR AM, CA Investor Services Bank ...) et la croissance des effectifs de la gestion d'actifs liée notamment au développement des activités à l'étranger. Hors les effets de périmètre, les charges d'exploitation augmentent de 6,1 %.

En conséquence, le coefficient d'exploitation se dégrade de 52,0 % à 55,7 % entre les premiers semestres 2001 et 2002.

Le résultat brut d'exploitation du pôle diminue légèrement de 0,9 % passant de 331 millions d'euros au premier semestre 2001 à 328 millions d'euros au premier semestre 2002.

Le coût du risque passe de 14 millions d'euros au premier semestre 2001 à 25 millions d'euros sous l'effet des provisions constituées dans la Banque privée en Suisse et au Luxembourg.

Après une charge d'impôt en hausse de 13,6 %, le résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition s'établit à 226 millions d'euros en baisse de 12,4% sur le résultat du premier semestre 2001 et le ROE par rapport aux fonds propres alloués s'établit à 12,6% au premier semestre 2002 contre 15,9 % au premier semestre 2001.

> Banque de grande clientèle

Dans un environnement défavorable pour l'ensemble des activités de ce pôle, la Banque de grande clientèle démontre une bonne résistance grâce

Banque de grande clientèle

(En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/ 2001
Produit net bancaire	1 322	1 405	-5,9%
Charges d'exploitation et amortissements	(941)	(1 016)	-7,4%
Résultat brut d'exploitation	381	389	-2,1%
Coût du risque	(105)	(91)	+15,4%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	25	31	-19,4%
Résultat net sur actifs immobilisés	16	0	n.s.
Résultat courant avant impôt	317	329	-3,6%
Résultat exceptionnel	(7)	1	n.s.
Impôt	(86)	(96)	-10,4%
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition	224	234	-4,3%
ROE (en % des fonds propres alloués)	9,9%	9,6%	

notamment aux activités de taux, de financements d'actifs et de capital-investissement.

Le résultat brut d'exploitation du pôle Banque de grande clientèle diminue de 2,1 % par rapport à la période correspondante de 2001, à 381 millions d'euros. Il résulte d'un produit net bancaire de 1 322 millions d'euros en réduction de 5,9 % et de charges de fonctionnement de 941 millions d'euros, dont la baisse, déjà enregistrée au cours du second semestre de 2001, s'est poursuivie (-7,4 %) au premier semestre 2002.

La baisse du RBE résulte d'évolutions de revenus contrastées selon les différents métiers.

Banque de marchés et d'investissement

(En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/ 2001
Produit net bancaire	902	940	-4,0%
Charges	(645)	(704)	-8,4%
Résultat brut d'exploitation	257	236	+8,9%
Coût du risque	5	(4)	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	4	3	+33,3%
Résultat courant avant impôt	282	235	+20,0%
Divers	(77)	(78)	-1,3%
Résultat net avant écarts d'acquisition	205	157	+30,6%

Dans un environnement de marché particulièrement difficile pour les actions, la **Banque de marchés et d'investissement** enregistre un bon niveau d'activité et améliore ses équilibres de gestion.

Les activités et les revenus de CAI Fixed Income (taux et change) sont en progression, notamment les activités de trésorerie qui ont continué de bénéficier de la baisse des taux court terme intervenue à la fin de l'année dernière.

Les activités de CAI Equities ont subi une importante baisse des revenus de trading et des courtages. Les revenus de CAI Cheuvreux ont ainsi diminué par rapport au premier semestre 2001 tant en ce qui concerne le courtage (- 25 %) que le trading (- 33 %).

Toutefois, le résultat d'exploitation reste positif sur le semestre grâce à la rationalisation des activités de courtage en Asie mise en œuvre au premier trimestre 2002. De même, la Banque d'investissement subit la raréfaction des opérations de conseil.

Le **groupe UI** (Union d'Études et d'Investissements), pôle d'investissement de Crédit Agricole S.A., a maintenu un niveau de prises de participations significatif à 83 millions d'euros. En dépit du contexte économique, le pôle UI a dégagé au cours du premier semestre 2002 près de 70 millions d'euros de plus-values. Les résultats semestriels s'élèvent à 43 millions d'euros pour UI et 4 millions d'euros pour IDIA Participations. Le stock de plus-values latentes est resté pratiquement stable, passant de 425 millions d'euros au 30 juin 2001 à 410 millions d'euros au 30 juin 2002.

Banque de financement (En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/2001
Produit net bancaire	420	465	-9,7%
Charges	(296)	(312)	-5,1%
Résultat brut d'exploitation	124	153	-19,0%
Coût du risque	(110)	(87)	+26,4%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	21	28	-25,0%
Résultat courant avant impôt	35	94	-62,8%
Divers	(16)	(17)	-5,9%
Résultat net avant écarts d'acquisition	19	77	-75,3%

La **Banque de financement** enregistre une diminution de ses revenus de 9,7 %. La progression sensible des revenus des activités de financements d'actifs, notamment des financements maritimes et de projets, permet de compenser partiellement la mauvaise performance enregistrée dans les financements structurés (CAL FP).

De même, la poursuite du redéploiement géographique des actifs entraîne une réduction des revenus de l'exploitation bancaire corrélée avec la baisse des encours pondérés qui affecte surtout les États-Unis et l'Asie.

La stratégie de réallocation des fonds propres et de rationalisation du dispositif de banque commerciale entraîne également une baisse des charges (- 5,1 %) particulièrement marquée en Asie et aux États-Unis.

Le pôle Banque de grande clientèle enregistre un accroissement maîtrisé du **coût du risque** qui passe de 91 millions d'euros au premier semestre 2001 à 105 millions d'euros au premier semestre 2002. Il reste principalement concentré sur les États-Unis.

Après prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (en baisse de 6 millions d'euros à 25 millions d'euros), du résultat net sur actifs immobilisés (+ 16 millions d'euros), des charges exceptionnelles (7 millions d'euros) et de l'impôt, le **résultat net** semestriel avant amortissement des écarts d'acquisition ressort à 224 millions d'euros, en baisse de 4,3 % sur celui du premier semestre 2001.

Compte tenu de la diminution plus importante des fonds propres alloués (-5,4 %), le **ROE** du pôle Banque de grande clientèle s'améliore de 9,6 % au premier semestre 2001 à 9,9 % au premier semestre 2002.

> Banque de détail à l'étranger

Ce pôle comprend les filiales et les participations bancaires du Groupe à l'étranger.

Avant amortissements des écarts d'acquisition,

son résultat net est négatif de 54 millions d'euros au 30 juin 2002 contre un résultat positif de 204 millions d'euros dégagé au 30 juin 2001.

Les résultats au 30 juin 2002 enregistrent les effets du désengagement du Groupe de l'Argentine, d'une part, et, d'autre part, de la forte baisse de la contribution d'IntesaBci après des produits exceptionnels élevés enregistrés au premier semestre 2001.

Banque de détail à l'étranger

(En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/ 2001
Produit net bancaire	267	388	-31,2%
Charges d'exploitation et amortissements	(172)	(291)	-40,9%
Résultat brut d'exploitation	95	97	-2,1%
Coût du risque	(81)	(101)	-19,8%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	12	219	-94,5%
Résultat net sur actifs immobilisés	(33)	0	n.s.
Résultat courant avant impôt	(7)	215	n.s.
Résultat exceptionnel	(45)	(2)	n.s.
Impôt	(2)	(9)	n.s.
Résultat net avant amortissements des écarts d'acquisition	(54)	204	n.s.
ROE (en % des fonds propres alloués)	(3,7%)	16,7%	

- Le désengagement de l'Argentine (qui conduit à la déconsolidation de Banco Bisel à compter du 1^{er} janvier 2002) entraîne une charge liée aux effets de change, qui était enregistrée en situation nette en décembre 2001, ainsi qu'un provisionnement complémentaire (39 millions d'euros). Au total, la contribution directe et indirecte de Banco Bisel aux résultats du groupe au 30 juin 2002 se solde par une perte complémentaire de 106 millions d'euros.

- La contribution d'IntesaBci aux résultats du groupe Crédit Agricole S.A. baisse fortement, de

225 millions d'euros d'un semestre sur l'autre.

Au premier semestre 2001, la banque italienne avait enregistré des résultats exceptionnels, en particulier des plus-values nettes de 1 053 millions d'euros à l'occasion, entre autres, de la cession du réseau d'agences Carime et de la banque Legnano. En contrepartie celle-ci avait provisionné, net d'impôt, à hauteur de 351 millions d'euros, le coût du put sur une partie de ses actions. Comme Crédit Agricole S.A. avait, dès le 31 décembre 1999, provisionné le coût du put, la contribution exceptionnelle avait atteint 163 millions d'euros au 30 juin 2001.

Le 9 septembre 2002, IntesaBci a annoncé la mise en place d'un plan stratégique marquant sa volonté d'engager une action énergique de redressement et de recentrage stratégique sur des bases renforcées. Les partenariats avec Crédit Agricole S.A. vont être développés dans les domaines du crédit à la consommation, de la banque privée, de l'assurance vie (avec Generali) et du primaire actions (avec CAI – Lazard).

Ses résultats du premier semestre 2002 sont affectés par le début de la mise en oeuvre de ce plan et notamment par un renforcement des provisions.

Hors Bisel et IntesaBci, les résultats du pôle progressent (de 44 millions d'euros pour le résultat net avant amortissement des survaleurs) sous l'impact des premiers effets de l'implantation en Pologne, avec la consolidation des filiales EFL et Lukas (+ 15 millions d'euros), et de la croissance organique des autres activités à l'étranger (+ 29 millions d'euros).

Le produit net bancaire du pôle diminue de 388 millions d'euros sur le premier semestre 2001 à 267 millions d'euros sur le premier semestre 2002. Les variations de périmètre impactent fortement son évolution :

- la sortie du Banco Bisel (qui apportait 279 millions d'euros au premier semestre 2001),
- et la consolidation par intégration globale, depuis la fin 2001, des deux sociétés polonaises Lukas et EFL, et du Banco Acac, antérieurement consolidées par mise en équivalence.

Au total, à périmètre constant, le PNB augmente de 32,4 % sous l'effet de l'activité des filiales de Sofinco à l'étranger ainsi que des revenus des participations bancaires non consolidées et des partenariats (partenariats de Sofinco à l'étranger et Banque Commerciale de Grèce notamment).

Parallèlement, les charges de fonctionnement du pôle Banque de détail à l'étranger sont en baisse de 40,9% à 172 millions d'euros sous l'effet, principalement, des variations du périmètre (sortie du Banco Bisel, entrée de EFL et Lukas). Le reste est imputable au développement organique et externe du Groupe (de Sofinco notamment).

Le résultat brut d'exploitation du pôle ressort à 95 millions d'euros sur le premier semestre 2002, en réduction de 2,1 % sur celui du premier semestre 2001.

Le coût du risque dans la banque de détail à l'étranger diminue de 19,8 % passant de 101 millions d'euros au premier semestre 2001 à 81 millions d'euros au premier semestre 2002 dont 39 millions d'euros au titre de Banco Bisel.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence passe de 219 millions d'euros au premier semestre 2001 à 12 millions d'euros au premier semestre 2002 sous l'effet de la diminution de la contribution d'IntesaBci au résultat du groupe.

Après un résultat net sur actifs immobilisés et une charge exceptionnelle couvrant la perte de change sur Banco Bisel, la Banque de détail à l'étranger génère, au premier semestre 2002, un résultat net, avant amortissement des écarts d'acquisition, négatif de 54 millions d'euros contre un bénéfice de 204 millions d'euros au premier semestre 2001.

Le ROE sur les fonds propres alloués ressort à -3,7% au premier semestre 2002 contre +16,7 % au premier semestre 2001.

> Gestion pour compte propre et divers

Pour sa part, le pôle Gestion pour compte propre et divers dégage un résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition en forte progression : 72 millions

d'euros au premier semestre 2002 contre 13 millions d'euros au premier semestre 2001.

Il enregistrait en 2001 des éléments exceptionnels liés à la préparation financière de Crédit Agricole S.A. à son introduction en Bourse. Aussi, pour présenter des évolutions significatives récurrentes, les comptes du premier semestre 2001 ont-ils été retraités des effets de la cotation.

Gestion pour compte propre et divers

(En millions d'euros)	1 ^{er} sem. 2002	1 ^{er} sem. 2001 pro forma	Variation 2002/01 hors cotation
Produit net bancaire	151	246	246
Charges d'exploitation et amortissements	(221)	(223)	(223)
Résultat brut d'exploitation	(70)	23	23
Coût du risque	145	92	(30)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et résultat net sur actifs immobilisés	(101)	90	90
Résultat courant avant impôt	(26)	205	83
Résultat exceptionnel	(49)	(19)	(34)
Impôt	97	(319)	(67)
Dotations nettes au FRBG	50	146	1
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	72	13	(17)

Le produit net bancaire de ce pôle recule de 38,6 % sur un an sous les effets conjugués d'une forte réduction des gains sur opérations des portefeuilles de placement et d'activité de portefeuille, de l'affectation, à compter du 1^{er} janvier 2002, au pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée de l'entité CPR AM, auparavant comptabilisée dans ce pôle, et de la cessation d'activité hors métiers de CAI.

Compte tenu des charges de fonctionnement qui diminuent de 0,9 %, le résultat brut d'exploitation est négatif de 70 millions d'euros sur le premier semestre 2002 contre + 23 millions d'euros au premier semestre 2001.

Le **coût du risque** de ce pôle apparaît en reprise nette de provisions de 145 millions d'euros au premier semestre 2002 ; il recouvre notamment une reprise de provisions prudentielles sur Bradesco (92 millions d'euros) compensant partiellement le coût du désengagement acté dans le poste "résultat net sur actifs immobilisés" (137 millions d'euros). Une reprise de la provision épargne logement (20 millions d'euros) et des reprises nettes induites par la réduction des risques portés par Crédit Agricole S.A. expliquent le solde.

La **quote-part aux résultats des sociétés mises en équivalence** (- 22 millions d'euros) subit les effets de la contribution négative de sociétés portugaises (Partran, Tranquilidade, Tranquilidade Vida).

Le **résultat net sur actifs immobilisés** dégage une charge de 79 millions d'euros au 30 juin 2002 liée aux pertes et aux provisions enregistrées sur Bradesco (- 137 millions d'euros). Le désengagement du Brésil s'est traduit par la cession de la moitié de la participation de 3,2 % détenue dans Bradesco et le provisionnement au cours de Bourse exprimé en euros de l'autre moitié. Les produits exceptionnels sont essentiellement formés de la plus-value de cession sur la Coface (17 millions d'euros) et sur des immeubles hors exploitation.

Le **résultat exceptionnel** fait apparaître une charge de 49 millions d'euros couvrant des coûts de restructuration qui concernent essentiellement CPR Banque.

Le **FRBG** fait l'objet d'une reprise nette de 50 millions d'euros en raison de l'écart entre l'évolution anticipée il y a 4 ans (pour les comptes) et 6 ans (pour les plans) des taux de marché relativement aux taux de refinancement actuels des prêts épargne-logement.

Le poste **impôt** fait apparaître un produit de 97 millions d'euros sur le semestre. Ce gain fiscal s'explique par le résultat imposable déficitaire du pôle, par l'activation d'impôts différés sur des

filiales dégageant désormais un résultat fiscal bénéficiaire et aussi par l'élargissement du périmètre d'intégration fiscale au groupe CPR et aux filiales nationales (Predica, BFT, Crédit Agricole Asset Management, Crédit Agricole Indosuez Cheuvreux,...) acquises au cours du second semestre 2001 à l'occasion de la réorganisation du groupe préalable à la cotation de Crédit Agricole S.A.

Au total, le pôle Gestion pour compte propre et divers dégage un **résultat net** avant amortissement des écarts d'acquisition de 72 millions d'euros au premier semestre 2002.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au total, le résultat net du premier semestre 2002 s'établit à 586 millions d'euros contre 800 millions d'euros dans les comptes pro forma au 30 juin 2001. Le **résultat net, part du groupe**, s'élève à 576 millions d'euros contre 788 millions d'euros, en recul de 26,9 % sur celui du premier semestre 2001.

Corrigé du coût de désengagement de l'Argentine (sortie de Banco Bisel), le résultat net part du groupe avant amortissement des écarts d'acquisition du premier semestre 2002 ressort en baisse de 8,5 % sur celui du premier semestre 2001.

De fait, la déconsolidation du Banco Bisel impacte tous les soldes intermédiaires de gestion qui affichent une diminution apparente entre les premiers semestres 2001 et 2002. Aussi, les évolutions sont-elles recalculées hors cet impact.

Résultats consolidés (En millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2002	1 ^{er} semestre 2001 pro forma	Variation 2002/2001	Variation 2002/2001 hors Bisel
Produit net bancaire	2 881	3 095	-6,9%	+2,3%
Charges d'exploitation et amortissements	(1 979)	(2 104)	-5,9%	+4,3%
Résultat brut d'exploitation	902	991	-9,0%	-1,7%
Coût du risque	(115)	(163)	-29,4%	+8,6%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	210	447	-53,0%	-53,0%
Résultat net sur actifs immobilisés	(96)	38	n.s.	n.s.
Résultat courant avant impôt	901	1 313	-31,4%	-27,0%
Résultat exceptionnel	(102)	(16)	n.s.	n.s.
Impôt	(114)	(528)	n.s.	n.s.
Dotations nettes aux FRBG	51	151	-66,2%	-66,2%
Résultat net	586	800	-26,8%	-17,4%
Résultat net, part du groupe	576	788	-26,9%	-14,3%
Résultat net part du groupe avant amortissement des écarts d'acquisition	726	908	-20,0%	-8,5%

Le **produit net bancaire** du Groupe atteint 2,9 milliards d'euros sur le premier semestre 2002, en baisse de 6,9 % sur celui du premier semestre 2001. Corrigé de l'impact de la sortie de Banco Bisel (279 millions d'euros au premier semestre 2001), le PNB progresse de 2,3 % sur un an.

Cette évolution reflète la progression marquée des activités de la banque de proximité en France, l'augmentation des marges des activités d'assurance, le dynamisme de la gestion d'actifs (collecte des OPCVM) et le développement des partenariats à l'étranger. En revanche, la stratégie de réallocation et de redéploiement géographique des actifs et l'évolution des marchés actions ont pesé sur les revenus, avant coût du risque, de la Banque de grande clientèle.

Par ailleurs, les titres d'investissement dégagent un revenu moindre (- 17,7 %) et, eu égard à la conjoncture boursière, le Groupe a extériorisé moins de plus-values nettes sur les titres de placement et de l'activité de portefeuille.

Les **charges de fonctionnement** se sont contractées de 5,9 % par rapport au premier semestre 2001, à

2 milliards d'euros. Hors l'effet de la déconsolidation de Banco Bisel, les frais généraux augmentent de 4,3 %. Cette évolution tient principalement (pour 65 %) à l'entrée dans le périmètre des filiales polonaises EFL et Lukas. Elle résulte aussi du développement organique et externe des activités en France et à l'international alors que dans la Banque de grande clientèle la réduction des coûts dépasse les objectifs fixés.

Dans ces conditions, le **résultat brut d'exploitation** ressort à 902 millions d'euros, enregistrant une diminution apparente de 9 % par rapport au premier semestre 2001, mais de 1,7 % seulement après correction de la sortie de Banco Bisel.

Le **coefficient d'exploitation** s'établit globalement à 68,7 % du PNB contre 68 % (67,4 % hors Bisel) sur le premier semestre 2001. Pour sa part, le coefficient d'exploitation des métiers (hors le pôle Gestion pour compte propre et divers) s'améliore à 64,4 % contre 66 %.

Le **coût du risque** représente 115 millions d'euros après une reprise de provisions affectées et prudentielles au titre de Bradesco de 92 millions d'euros.

Les créances douteuses s'élèvent à 4,3 milliards d'euros. Elles représentent 5,8 % des encours bruts de crédits à la clientèle contre 5,9 % en 2001. Les CDL sont couvertes à hauteur de 62,5 % par des provisions contre 65,6 % au 31 décembre 2001. Ces évolutions sont dues en partie à la déconsolidation de Banco Bisel.

La contribution des sociétés mises en équivalence passe de 447 millions d'euros au premier semestre 2001 à 210 millions d'euros au premier semestre 2002. Cette forte diminution (-53 %) s'explique par la baisse de la contribution d'IntesaBci (pour les raisons indiquées précédemment). La quote-part des résultats des Caisses Régionales s'accroît quant à elle de plus de 33 %.

Le résultat sur actifs immobilisés fait apparaître une perte de 96 millions d'euros au premier semestre 2002 suite notamment au désengagement du Brésil (cession d'une partie de la participation dans Bradesco et provisionnement).

En conséquence, le résultat courant ressort à 901 millions d'euros, en recul de 31,4 % sur celui du premier semestre 2001 et en recul de 27 % hors l'impact de la sortie de Banco Bisel.

Le résultat exceptionnel est négatif de 102 millions d'euros au 30 juin 2002 contre 16 millions d'euros au 30 juin 2001. Ces charges exceptionnelles couvrent des coûts de restructuration (à hauteur de 52 millions d'euros) et la perte de change sur Banco Bisel (pour 67 millions d'euros).

La charge fiscale se réduit fortement à 114 millions d'euros au premier semestre 2002, contre 528 millions d'euros au premier semestre 2001 et 275 millions d'euros hors opérations liées à la cotation, grâce aux gains d'impôt résultant de l'élargissement du périmètre d'intégration fiscale.

Le FRBG enregistre une reprise nette de 51 millions d'euros sur la provision épargne logement.

L'amortissement des survaleurs s'accroît de 25 % à 150 millions d'euros suite aux investissements réalisés dans EFL, Lukas et Rue Impériale.

Au total, le résultat net, part du groupe, ressort à 576 millions d'euros ; après correction de l'impact du désengagement de l'Argentine et avant amortissements des écarts d'acquisition, il est en baisse de 8,5 %.

Le ROE (return on equity), qui rapporte le résultat net, part du groupe, avant amortissement des écarts d'acquisition aux capitaux propres moyens après affectation des résultats de l'exercice, s'établit à 10,0 % au premier semestre 2002 contre 13,0 % sur l'année 2001.

Par rapport aux comptes au 30 juin 2001 "publiés", le résultat net du premier semestre 2002 est de même niveau (- 5 millions d'euros).

L'écart de 207 millions d'euros entre les comptes pro forma et les comptes publiés au 30 juin 2001 trouve sa source dans :

- la contribution en part du groupe des filiales acquises par Crédit Agricole S.A. par voie d'apport ;
- la contribution des 25 % d'intérêts acquis dans le capital des Caisses Régionales ;
- la charge de la dette émise en refinancement de ces opérations ;
- la baisse de la part des minoritaires de 110 millions d'euros dans les comptes "publiés" à 12 millions d'euros dans les comptes pro forma du fait du résultat des filiales apportées.

> Bilan consolidé de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2002, le total du bilan atteint 514 milliards d'euros. Il augmente de 18,8 milliards d'euros depuis le 31 décembre 2001 et de 3,4 % sur un an. Corrigé de l'impact de la déconsolidation de Banco Bisel au 1^{er} janvier 2002, la croissance du bilan est de 4,6 % sur un an. Elle est limitée par la dépréciation des principales devises contre l'euro (-11,6 % pour l'USD entre le 31 décembre 2001 et le 30 juin 2002).

Opérations avec la clientèle

L'encours des créances sur la clientèle (y compris les opérations de crédit bail) net des provisions s'élève à 71,7 milliards d'euros au 30 juin 2002. Il diminue de 2,3 % sur un an sous l'effet de la sortie de Banco Bisel dont les encours représentaient 3,7 milliards d'euros au 30 juin 2001. Hors cet impact, les créances sur la clientèle sont en augmentation de 2,8 %.

La répartition géographique des créances clientèle indique une concentration de plus de 60 % dans la zone euro dont plus de 44 % sur la France.

Pour leur part, les opérations internes au Groupe, qui recouvrent les comptes et avances à terme en faveur des Caisses Régionales, sont en hausse de 4,7 milliards d'euros depuis décembre 2001 et de 1,6 % sur un an, à 146,3 milliards d'euros.

La composition de ce poste reflète les effets de la décentralisation complémentaire des ressources d'épargne en Caisses Régionales. Dans cet ensemble, la partie des avances qui refinancent 50 % des prêts à moyen et long terme des Caisses Régionales (contre 66,67 % en 2001) est en forte réduction (-22,3 % sur un an). À l'inverse, les avances "miroir", représentatives de 50 % (contre 33,33 % en 2001) des ressources

d'épargne de Crédit Agricole S.A. collectées par les Caisses Régionales, augmentent de près de 56 % sur un an.

Au niveau du passif, les comptes créditeurs de la clientèle, d'un montant de 199,8 milliards d'euros, se contractent de 896 millions d'euros depuis le début de l'année et de 0,9 % sur un an en liaison avec la sortie de Banco Bisel. Hors cet effet, ils augmentent de 1,1 milliard d'euros depuis le début de l'année et de 1,2 % sur un an. Les ressources d'épargne collectées par les Caisses Régionales et centralisées au bilan de Crédit Agricole S.A., qui en représentent près des trois-quarts (142,6 milliards d'euros), se redressent (+2 % sur un an contre -1,8 % en 2001).

Dettes représentées par un titre

Dans le même temps, les dettes représentées par un titre se sont développées de 7,8 milliards d'euros depuis le début de l'année et de 10,8 % par rapport à juin 2001 (+11 % hors effet de Banco Bisel). De fait, eu égard au niveau des taux, le groupe a accru son recours au marché sous forme d'émissions de titres de créances négociables ou du marché interbancaire (+9 milliards d'euros depuis le 31 décembre 2001). À l'inverse, les emprunts obligataires se sont réduits de 1,1 milliard d'euros à 22,2 milliards d'euros.

Opérations sur titres

Les placements dans des portefeuilles de transaction, placement, investissement et de titres de l'activité de portefeuille sous forme d'obligations et de titres à revenu variable sont restés stables au cours des six derniers mois à 58,6 milliards d'euros.

En outre, les placements des entreprises d'assurance se sont accrus de 3,2 milliards d'euros sur le semestre et de 8,8 % sur un an à 82,6 milliards d'euros, sous l'effet du développement de l'activité de Pacifica et de Predica dont l'encours géré croît de 8,7 %.

De fait, les provisions techniques des entreprises d'assurance, au passif, s'élèvent à 81,4 milliards d'euros (dont 80,8 milliards d'euros pour Predica et 600 millions d'euros pour Pacifica).

Les fonds propres

Les **capitaux propres**, part du groupe, du groupe Crédit Agricole S.A. (y compris le résultat de l'exercice) s'élèvent au 30 juin 2002 à 15 milliards d'euros.

Leur stabilité depuis la clôture de l'exercice précédent résulte de mouvements opposés concernant principalement le résultat du semestre (+ 576 millions d'euros), le paiement en numéraire des dividendes à compter du 3 juin 2002 (- 535 millions d'euros), la variation de la quote-part de réserves des Caisses Régionales (+ 89 millions d'euros), la variation négative des réserves de conversion (- 114 millions d'euros) malgré la reprise des écarts de conversion négatifs fin décembre 2001 au titre de Bisel.

Les **fonds propres bruts** (capitaux propres, FRBG et dettes subordonnées) du Groupe, atteignent 28,4 milliards d'euros, en croissance de 1 447 millions d'euros. Outre la variation des capitaux propres, l'émission de dettes subordonnées remboursables (+ 1 743 millions d'euros), la réduction du FRBG (- 52 millions d'euros à 1,7 milliard d'euros) sous l'effet des reprises de provisions sur le FRBG épargne-logement et la réduction de la part des minoritaires (- 232 millions d'euros) liée à la déconsolidation de Banco Bisel justifient cette évolution.

Le noyau dur des fonds propres, c'est à dire les capitaux propres et le FRBG, représente environ 60 % (58,6 %) de l'ensemble.

Dans le même temps, les **valeurs immobilisées** (participations non consolidées par la méthode globale et immobilisations) diminuent de 298 millions d'euros, passant de 16,1 milliards d'euros au 31 décembre

2001 à 15,8 milliards d'euros au 30 juin 2002. Les principaux mouvements concernent la cession d'une partie de la participation dans la filiale brésilienne Bradesco, l'entrée de Crédit Agricole Asset Management au capital de Daiwa Trust and Banking Company, le renforcement de la participation de Crédit Agricole S.A. dans la Banque Commerciale de Grèce (+ 2,35 %).

> Les ratios prudentiels

Adéquation des fonds propres

Au 30 juin 2002, le ratio européen CAD/RSE de Crédit Agricole S.A. s'élève à 129,1 % contre 122,4 % au 31 décembre 2001. Le ratio sur noyau dur s'établit à 119,9 % contre 115,3 % au 31 décembre 2001.

Ratio CAD du groupe Crédit Agricole S.A.

(En millions d'euros)	30/06/ 2001	31/12/ 2001	30/06/ 2002
Risques			
Risques de crédit	97 989	94 211	87 432
Risques de marché	14 747	12 408	12 480
Risque de taux	8 662	7 776	7 965
Risques actions	4 140	3 135	2 788
Risque de contrepartie	550	185	706
Risque de change	1 320	1 203	944
Risque sur les matières premières	75	109	77
Total des risques pondérés	112 736	106 619	99 912
Fonds Propres Exigés (= risques pondérés x 8%)	9 019	8 530	7 993
Fonds Propres Disponibles			
Tier 1	13 974	14 770	15 118
Tier 2	5 816	9 244	8 853
Tier 3	809	611	734
Déductions	8 219	14 180	14 387
Total des fonds propres disponibles	12 379	10 445	10 318
Ratios (fonds propres/ exigences > 100%)			
Ratio de solvabilité (tier 1/exigences)	128,3%	115,3%	119,9%
Ratio de solvabilité global (fonds disponibles/exigences)	137,3%	122,4%	129,1%

Le ratio international de solvabilité

Ratio international de solvabilité du groupe Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2002, le ratio international de solvabilité du groupe Crédit Agricole S.A. s'établit à 9,6 %, contre 9,1 % au 31 décembre 2001. Le ratio calculé sur le noyau dur s'élève à 8,9 %, contre 8,5 % au 31 décembre 2001 très au delà des normes BRI (4 %) et des exigences de la Commission Bancaire. Cette hausse de 0,5 point s'explique tant par la progression des fonds propres que par la réduction des risques pondérés.

L'évolution des fonds propres de base au premier semestre 2002 s'établit à 348 millions d'euros après le constat d'un flux négatif d'écart de conversion. Les fonds propres complémentaires diminuent de 5 % car les emprunts subordonnés à terme sont inclus dans cette catégorie des fonds propres dans la limite de 50 % des fonds propres de base, à hauteur de 7,5 milliards d'euros (à comparer à un encours de 8,8 milliards d'euros).

Les risques pondérés ressortent en baisse de 6,5 % par rapport au 31 décembre 2001, principalement en raison de la diminution des risques de crédit (-7,9 %). Cette forte variation s'explique notamment par :

- la baisse des encours sur la banque de proximité à l'étranger liée notamment à la sortie du portefeuille des risques de la filiale Banco Bisel qui a été déconsolidée au premier semestre (-2,4 milliards d'euros) et à la diminution des encours d'EFL et de Lukas Bank (-311 millions d'euros),
- la baisse des risques pondérés sur les opérations interbancaires réalisées par la société Crédit Agricole S.A. (-1,9 milliard d'euros),
- la diminution de la contribution de CAI au risque de crédit du groupe Crédit Agricole S.A. (- 2,2 milliards d'euros).

Les déductions au titre des participations sont pratiquement stables, les principaux mouvements étant : la diminution des titres de Bradesco pour 211,7 millions d'euros, la prise de participation de Segespar dans Daiwa Trust and Banking pour

85,9 millions d'euros et l'augmentation de la participation dans la Banque Commerciale de Grèce pour 54,8 millions d'euros.

Ratio international de solvabilité du groupe Crédit Agricole S.A.

(En millions d'euros)	30/06/ 2001 ^(*)	31/12/ 2001	30/06/ 2002
Risques			
Risques de crédit	97 989	94 020	86 565
Risques de marché, dont	14 747	15 091	15 411
Risque de taux	8 662	10 395	11 163
Risques actions	4 140	3 643	3 224
Risque de change	1 320	943	946
Risque sur les matières premières	75	109	78
Total des risques pondérés (dénominateur)	112 736	109 111	101 976
Fonds Propres Disponibles			
Tier 1	13 974	14 770	15 118
Tier 2	5 816	9 375	8 936 ^(*)
Tier 3	809	611	733
Déductions	9 207	14 885	14 952
Total des fonds propres disponibles	11 392	9 871	9 836
Ratio de solvabilité Tier 1	9,4%	8,5%	8,9%
Ratio de solvabilité global	10,1%	9,1%	9,6%

(*) Les fonds propres complémentaires s'établissent à 8,9 milliards d'euros en raison du plafonnement de l'encours de TSR à 50 % des fonds propres de base.

(**) ratio rétropolé.

Ratio de Solvabilité de Crédit Agricole Indosuez

Le ratio International de solvabilité de Crédit Agricole Indosuez au 30 juin 2002 ressort à 9,3 % contre 9,6 % au 31 décembre 2001. Son ratio de Tier 1 progresse à 6,9 % au 30 juin 2002 contre 6,6 % au 31 décembre 2001.

Comptes de Crédit Agricole S.A. (société mère)

Le **produit net bancaire** de Crédit Agricole S.A. progresse de 14,2 % entre les premiers semestres 2001 et 2002 à 918 millions d'euros sous l'effet de l'évolution des revenus du portefeuille de placement et en particulier des dividendes et autres revenus assimilés. Ceux-ci augmentent de 32,2 % à 822 millions d'euros au 30 juin 2002 contre 622 millions d'euros au 30 juin 2001, sous l'effet de la croissance des résultats des filiales et participations françaises et surtout des apports des participations des Caisses Régionales aux sept filiales "nationales" (Predica, Pacifica, Crédit Agricole Asset Management, CAI Cheuvreux, BFT, CAICG et Sofinco) intervenus fin 2001 dans le cadre de la réorganisation du groupe. En revanche, compte tenu de la date de jouissance des CCA acquis le 17 décembre 2001 dans le cadre de la prise de participation de Crédit Agricole S.A. à hauteur de 25 % dans le capital des Caisses Régionales, les dividendes perçus à ce titre n'atteignent que 20 millions d'euros. De plus, les plus-values sur titres de l'activité de portefeuille sont en net retrait en 2002 (44 millions d'euros) par rapport au 30 juin 2001 (139 millions d'euros nets de la charge de 50 millions d'euros liée au dénouement des swaps de macro couverture). Par ailleurs, la décentralisation complémentaire du compartiment épargne-avances, effective depuis le premier janvier 2002, se traduit, toutes choses égales par ailleurs, par une réduction de l'ordre de 50 millions d'euros du PNB. Toutefois, la réduction plus rapide du coût global des ressources d'épargne (y compris les commissions de placement) que celle des taux des avances et l'amélioration des revenus des opérations de macro couverture font plus que compenser l'effet de la décentralisation complémentaire.

Les **charges d'exploitation** augmentent de 13 millions d'euros entre le premier semestre 2001 et le premier semestre 2002 à 173 millions d'euros du

fait principalement de la croissance de 7 millions d'euros des impôts et taxes (+ 87,5 %). La croissance annuelle des frais de personnel (y compris intéressement et participation), en s'établissant à 2,6 %, reste maîtrisée. Les effectifs moyens diminuent de 4,5 % à 3 144 salariés dont 1 311 mis à la disposition des filiales.

Le **coût du risque** apparaît en reprise nette de 92 millions d'euros sur le premier semestre 2002. Il recouvre :

- une dotation nette supplémentaire de 41 millions d'euros au titre des financements directs et indirects de Banco Bisel et des coûts de désengagement de l'Argentine ;
- une reprise nette de 92 millions d'euros de provisions prudentielles ou spécifiques au titre de Bradesco couvrant les pertes constatées (63 millions d'euros) ou provisionnées (74 millions d'euros) au niveau du solde intermédiaire de gestion "résultat net sur actifs immobilisés" ;
- une reprise nette de 19 millions d'euros sur le risque interne lié au mécanisme épargne-logement, ainsi qu'il avait été annoncé en octobre 2001. Les taux de perte anticipés lors de la dotation pendant la phase d'épargne il y a 4 ou 6 ans étaient largement supérieurs aux taux constatés pendant la phase de prêts.
- Le solde s'explique par des reprises nettes induites par la réduction des risques portés par Crédit Agricole S.A.

Le **résultat net sur actifs immobilisés** fait ressortir une charge de 179 millions d'euros au 30 juin 2002 correspondant aux pertes de 137 millions d'euros constatées ou provisionnées sur Bradesco (économiquement cet effet est en partie réduit par les reprises de provisions de 92 millions d'euros mentionnées précédemment) et à une perte de 33 millions

d'euros sur Banco Bisel qui avait été provisionnée dès 2001 en coût du risque au titre des risques pays Argentine.

Les dotations nettes au fonds pour risques bancaires généraux "épargne logement" sont en reprise de 51 millions d'euros pour des raisons similaires à celles exposées plus haut relativement à la reprise du risque interne lié aux mécanismes épargne-logement. Ce phénomène devrait se maintenir au cours des prochains semestres.

L'impôt sur les sociétés fait apparaître un produit de 134 millions d'euros, bien que le résultat avant impôt soit positif de 659 millions d'euros. D'une part, une grande partie des dividendes bénéficie du régime mère-fille, d'autre part les reprises de provisions prudentielles ne sont pas imposables dans la mesure où les dotations n'ont pas été déductibles. Enfin, Crédit Agricole S.A., en tant

que société tête de groupe d'intégration fiscale, bénéficie des gains d'impôt résultant de l'élargissement du périmètre d'intégration fiscale aux filiales nationales suite à la réorganisation du Groupe et des reprises de provisions d'impôts différés relatifs aux GIE fiscaux et aux filiales intégrées fiscalement.

En définitive, le résultat net du premier semestre 2002 diminue de 5,4 % par rapport au 30 juin 2001 à 837 millions d'euros.

Relativement au 31 décembre 2001, les capitaux propres de Crédit Agricole S.A. augmentent de 302 millions d'euros à 12 073 millions d'euros, soit à concurrence du résultat net du premier semestre 2002 (837 millions d'euros) diminué du dividende relatif à l'année 2001 (534,7 millions d'euros) mis en paiement en numéraire à compter du 3 juin 2002.

Tendances récentes

> Évolutions récentes (depuis juin 2002)

Carr Futures étend son activité aux repos

Crédit Agricole Indosuez et Carr Futures ont lancé, le 5 juin dernier, leur activité LCH RepoClear sur la London Clearing House ("LCH"). C'est le premier schéma de compensation tripartite à être actif sur le système LCH RepoClear garantissant ainsi à chaque intervenant la valeur ajoutée de leurs métiers tout en tirant profit de la synergie de leurs structures. Crédit Agricole Indosuez assure la négociation de ses Repos (Repos Dealer), tandis que Carr Futures est en charge de leur compensation au travers de la LCH (Repos Clearing Member). Fidèle à ses stratégies novatrices, Carr Futures complète son offre multi-produits (marchés organisés et gré à gré) et propose ainsi aux intervenants sur les marchés obligataires et sur les marchés de Repos de bénéficier pleinement des nouvelles opportunités de ce marché en très forte croissance, en comptant sur l'expertise d'un courtier figurant parmi les leaders de l'industrie des dérivés.

Regroupement informatique

Trois GIE informatiques de l'Ouest, DIALOG, GICAB et LOGITAINE, traitant l'informatique de dix Caisses Régionales de Crédit Agricole (Anjou Maine, Aquitaine, Atlantique Vendée, Centre-Ouest, Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Normand, Touraine Poitou) ont décidé d'étudier les conditions d'adoption et d'exploitation d'une plateforme informatique commune au sein d'une entité unique. Le nouvel ensemble ainsi créé doit permettre d'améliorer encore le service au client et les performances commerciales des Caisses Régionales et de conjuguer efficacité technologique et proximité géographique. Il contribuera à l'accélération de l'atteinte des objectifs de réduction du nombre de plate-formes informatiques du Groupe.

L'action Crédit Agricole S.A. rejoint le CAC 40

Le Conseil scientifique des indices d'Euronext Paris a décidé l'intégration de l'action Crédit Agricole S.A. dans la composition du CAC 40. Cette intégration, à compter du 6 août 2002, intervient à peine plus de sept mois après l'introduction en Bourse du titre Crédit Agricole S.A. Comme les 39 autres valeurs du CAC 40, Crédit Agricole S.A. demeure dans le SBF 120 qu'il a rejoint le 3 avril dernier.

Adaptation des structures de gestion d'actifs en Espagne

Pour tenir compte de la législation espagnole en matière de gestion collective, qui prévoit désormais la séparation entre les activités de gestion et les activités de distribution, Crédit Agricole S.A. adapte ses structures de gestion d'actifs en Espagne :

- la société de gestion de fonds déjà existante, Indocam Fondos S.A., devient CA-AM Fondos SA
- parallèlement, une nouvelle société est créée, CA-AM Distribución SA Agencia de Valores, dédiée à la commercialisation de fonds collectifs, tant locaux qu'internationaux auprès des institutionnel et des distributeurs.

Ces 2 sociétés sont contrôlées intégralement par une société holding, créée à cette occasion, Crédit Agricole Asset Management Espagne S.L., dont l'actionnariat est détenu par Crédit Agricole Asset Management (55 %) et par Crédit Agricole Indosuez (45 %). Présent en Espagne depuis 1993, le Crédit Agricole entend, avec cette réorganisation, renforcer sa présence sur le marché de la gestion collective espagnol, dans le domaine institutionnel comme dans celui de la gestion privée. Le volume d'activité de Crédit Agricole Asset Management Espagne SL devrait atteindre plus de 300 millions d'euros cette année, ce qui porterait ses actifs à environ 900 millions d'euros en fin d'année.

Crédit Agricole S.A. soutient le plan stratégique d'IntesaBci annoncé le 9 septembre 2002

Crédit Agricole S.A. confirme son accord sur les orientations nouvelles qui lui ont été proposées, son soutien dans leur mise en œuvre et sa confiance dans le management du Groupe. Les résultats d'IntesaBci pour le 1^{er} semestre 2002 marquent la volonté du Groupe d'engager une action énergique de redressement et de recentrage stratégique sur des bases renforcées. Dans un environnement économique particulièrement difficile, IntesaBci réalise un important effort de provisionnement pour accroître la couverture des risques liés à l'Amérique Latine, ainsi que de ceux qui résultent de la dégradation récente du portefeuille de crédit. IntesaBci a mené au cours des derniers mois une réflexion stratégique approfondie. Le Conseil d'administration du 9 septembre 2002 a approuvé le plan stratégique présenté par son management. Le Groupe a décidé de recentrer son développement sur l'Europe, en donnant la priorité au marché domestique italien où il dispose, par la qualité de sa position leader, d'un réel potentiel de développement. Partageant une vision stratégique commune, Crédit Agricole S.A. et IntesaBci souhaitent conforter leur alliance et approfondir leur coopération en Europe. C'est dans cette perspective que s'inscrit le développement de nouveaux partenariats entre les deux groupes dans les domaines de la banque privée, du crédit à la consommation (au travers de leur filiale commune Agos Itafinco), de la bancassurance (en association avec Generali). Par ces nouvelles coopérations, dont les modalités et le calendrier de mise en œuvre seront prochainement annoncés, les deux groupes continuent à renforcer leur partenariat dans l'esprit des relations qu'ils entretiennent depuis près de 15 ans.

Création d'une société commune de gestion de portefeuille entre Crédit Agricole Asset Management (CA-AM) et National Agricultural Cooperative Federation (NACF)

Crédit Agricole Asset Management et National Agricultural Cooperative Federation ont annoncé, le 10 septembre 2002, la signature d'un accord en

vue de créer à Séoul une société commune de gestion de portefeuille (Investment Trust Management Company 'ITMC), conformément aux termes de la lettre d'intention signée en avril dernier. La nouvelle société, dénommée en anglais "NACF - CA Investment Trust Management Co., Ltd.", sera détenue à 60 % par NACF et à 40 % par CA-AM, avec un capital de 25 millions de USD. "NACF - CA Investment Trust Management Co., Ltd." recevra au cours des prochains mois l'agrément des autorités locales de tutelle et devrait être en mesure de démarrer son activité pendant le premier trimestre de l'année 2003. Les objectifs fixés à "NACF - CA Investment Trust Management Co., Ltd." sont ambitieux puisqu'il s'agit pour elle de devenir l'une des 5 premières sociétés sud-coréennes de gestion de portefeuille d'ici à 2007. Ce partenariat avec NACF, première banque de détail en Corée (un Coréen sur deux est client de NACF) avec 200 milliards USD de total de bilan, permet à CA-AM d'accéder à un réseau de distribution de 867 agences dans tout le pays, et ainsi de développer son activité auprès des particuliers. CA-AM était présent depuis septembre 2000 sur le marché de la clientèle institutionnelle coréenne. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de développement à l'international de CA-AM qui privilégie des partenariats avec de grands acteurs locaux, détenant de fortes positions sur leur marché des particuliers.

Yves Chevillotte nommé Directeur Général délégué de Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A., sur proposition de Jean Laurent, Directeur Général, a nommé Yves Chevillotte Directeur Général délégué à compter du 11 septembre 2002. Yves Chevillotte était depuis avril 1999 Directeur général Adjoint de Crédit Agricole S.A., en charge du pôle "Développement-Marchés". Il assistera Jean Laurent dans ses fonctions de direction, en particulier dans la conduite de grands projets transversaux, les relations avec les Caisses Régionales et la coordination des différentes entités de Crédit Agricole S.A.

Annexe au rapport de gestion

Suivi et contrôle des risques dans le groupe Crédit Agricole S.A. (Principales évolutions depuis le 31/12/01)

> Le contrôle interne

Les principales évolutions intervenues dans le domaine du contrôle interne au cours du premier semestre 2002 concernent :

- la création d'un Comité d'Audit au sein de Crédit Agricole S.A. ;
- la formalisation du dispositif de suivi des missions d'audit par l'Inspection Générale ;
- la poursuite du renforcement des procédures de lutte contre le blanchiment des capitaux ;
- la mise en œuvre de la réglementation en matière de lutte contre le financement des activités terroristes.

Création d'un Comité d'Audit au sein de Crédit Agricole S.A.

La création d'un Comité d'Audit a été décidée par le conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. afin d'assister celui-ci dans l'exercice de ses fonctions. Cette évolution répond à la volonté de renforcer la structuration du contrôle interne au plus haut niveau, du fait du large droit de communication des informations dont dispose ce Comité et de ses fonctions d'animation et de suivi des actions menées dans le domaine du contrôle interne.

Il est en charge de vérifier la clarté des informations fournies, de porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables et sur la qualité du contrôle interne, notamment.

La création de cette structure répond pleinement à la volonté de disposer d'une architecture complète et cohérente en matière de contrôle interne,

à tous les échelons du Groupe (Crédit Agricole S.A., Caisses Régionales, filiales). Le Comité d'Audit a examiné les comptes du premier semestre 2002 lors de sa première réunion, le 5 septembre 2002.

Formalisation du dispositif de suivi des missions d'audit par l'Inspection Générale

Afin de rehausser le suivi des missions d'audit par l'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A., une cellule dédiée a été créée à cet effet, permettant d'évaluer de façon rapprochée les progrès des entités et de s'assurer ainsi de leur mise en conformité totale avec la réglementation tant externe qu'interne.

Renforcement des procédures à la suite de l'évolution de la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux

Outre la mise en place en décembre 2001 d'une cellule dédiée à la prévention du blanchiment de capitaux, localisée au sein de l'unité de l'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A. en charge de la supervision du contrôle interne, Crédit Agricole S.A. a poursuivi son action en matière de renforcement des dispositifs de lutte anti-blanchiment sur l'ensemble de son périmètre de contrôle interne.

Pour tenir compte des évolutions de la réglementation, elle a procédé à la révision systématique des procédures internes des entités du Groupe et à la multiplication des actions d'information et de formation, tant dans les Directions et filiales de Crédit Agricole S.A. que vis-à-vis du réseau des Caisses Régionales, conformément à son rôle d'organe central et dans un souci de coordination.

Mise en œuvre de la réglementation en matière de lutte contre le financement des activités terroristes

Dans le contexte des attentats du 11 septembre 2001, l'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A. a piloté le déploiement au sein du Groupe, et notamment des Caisses Régionales, du dispositif de lutte contre le financement des activités terroristes.

Ce dispositif s'est traduit par des instructions et recommandations visant les modalités d'application de la réglementation européenne et française en la matière.

> **Gestion des risques de crédit et de marchés**

La gestion des risques de crédit, de marché et opérationnels est assurée par la Direction Centrale des Risques Bancaires (DCR).

Les risques de contrepartie

Les principales évolutions au cours du premier semestre 2002 concernent les projets en cours.

La mission "Nouveaux ratios de solvabilité" rattachée à la DCR a été créée en janvier 2002 et a mis en place des groupes projet pour :

- constituer les dossiers d'expression de besoin répondant à la fois aux contraintes réglementaires et aux contraintes des Caisses Régionales et des Systèmes d'Information Régionaux,
- s'assurer des conditions d'appropriation du contenu de ces dossiers par les entités pour une meilleure anticipation de la mise en œuvre locale de la réforme,
- analyser les méthodologies et outils existants aussi bien dans les entités du groupe qu'au niveau de Crédit Agricole S.A. de façon à élaborer des solutions cibles communes.

À partir du mois de juillet 2002, quatre projets ont été structurés sur les marchés de la grande clientèle, de la banque des ménages, des agriculteurs

et des professionnels associant des Caisses Régionales pilotes et des filiales.

Par ailleurs, à partir d'une expérience pilote menée dans une Caisse Régionale, une méthodologie est en cours d'expérimentation dans le domaine des risques opérationnels.

Le projet de modernisation des Systèmes d'Information Risques du groupe Crédit Agricole S.A. avance selon le planning prévu avec notamment la mise en production d'une base tiers unifiée.

Suivi des grands risques de contrepartie de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales

Les grandes contreparties non bancaires, c'est-à-dire celles sur lesquelles les limites cumulées de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales dépassent 350 millions d'euros ou sur lesquelles les encours de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales dépassent 200 millions d'euros, sont présentées aux instances décisionnelles du Groupe. Au 30 juin 2002, les encours en risques de bilan et de hors bilan de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès de ces grandes contreparties s'élevaient à environ 37,7 milliards d'euros pour 88 groupes (données risques), les encours en risques auprès des dix groupes les plus importants s'élevant à environ 11,6 milliards d'euros.

Suivi des grands risques de contrepartie des Caisses Régionales

Ce suivi est opéré notamment au travers de la filiale Foncaris, qui, au 30 juin 2002, garantissait, à 50 %, 5,99 milliards d'euros d'encours de crédit des Caisses Régionales sur leurs grands risques. À ce titre, ses engagements s'élevaient à cette date à 2,98 milliards d'euros. Les dix premiers risques de Foncaris représentaient 35 % de ses engagements totaux.

Ventilation des risques par agents économiques

Le tableau ci-après présente la ventilation par agents économiques des encours bruts, des encours douteux et des provisions sur opérations avec la clientèle et sur opérations de crédit-bail de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales aux dates indiquées :

(En millions d'euros)	30/06/02		
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions
Particuliers	12 932	785	507
Agriculteurs	23	9	3
Autres professionnels	303	61	36
Société financières	9 309	405	365
Entreprises et autres agents économiques	37 397	2 740	1 566
Collectivités publiques	7 642	91	24
Crédit-bail	6 755	225	197
Valeurs au bilan	74 361	4 316	2 698

(En millions d'euros)	31/12/01		
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions
Particuliers	13 000	1 095	718
Agriculteurs	706	53	48
Autres professionnels	577	48	34
Société financières	8 811	534	442
Entreprises et autres agents économiques	38 105	2 597	1 587
Collectivités publiques	11 426	88	31
Crédit-bail	6 674	235	189
Valeurs au bilan	79 299	4 650	3 049

Ventilation géographique des risques

Le tableau ci-dessous présente la ventilation géographique des encours bruts, des encours douteux et des provisions sur opérations avec la clientèle et de crédit-bail de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales aux dates indiquées :

(En millions d'euros)	30/06/02		
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions
France (y compris DOM-TOM)	33 052	1 553	1 079
Autres pays de l'Espace Économique Européen (EEE)	12 313	375	170
Autres pays d'Europe	4 210	607	505
Amérique du Nord	3 579	449	218
Amériques Centrale et du Sud	4 041	248	109
Afrique et Moyen-Orient	5 180	530	365
Asie et Océanie (hors Japon)	5 644	554	252
Japon	6 342	0	0
Valeurs au bilan	74 361	4 316	2 698

(En millions d'euros)	31/12/01		
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions
France (y compris DOM-TOM)	29 402	1 159	804
Autres pays de l'Espace Économique Européen (EEE)	12 777	276	154
Autres pays d'Europe	4 825	665	556
Amérique du Nord	4 671	563	290
Amériques Centrale et du Sud	7 409	607	369
Afrique et Moyen-Orient	5 839	789	539
Asie et Océanie (hors Japon)	6 118	583	337
Japon	8 258	8	0
Valeurs au bilan	79 299	4 650	3 049

Créances douteuses totales sur opérations avec la clientèle et crédit-bail

Le tableau suivant présente le montant des créances douteuses de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales sur les encours bruts sur opérations avec la clientèle et crédit-bail, aux dates indiquées :

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01
Encours créances clientèles bruts (y compris crédit-bail)	74 361	79 299	76 760
Créances douteuses	4 316	4 650	4 872
Provisions constituées	2 698	3 049	3 328
Taux de créances douteuses dans les encours bruts	5,8%	5,9%	6,3%
Taux de couverture des créances douteuses	62,5%	65,6%	68,3%

Exposition aux risques de marchés du groupe Crédit Agricole S.A.

Le tableau suivant présente l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. aux risques de marchés arrêtée au 30 juin 2002.

Chaque agrégat présenté est une "value at risk" valorisant un vecteur de risque spécifique. Chaque valeur a été obtenue par simple sommation des indicateurs produits au sein des différentes entités composant le périmètre de consolidation, sans tenir compte d'une éventuelle décorrélation entre entités pour chaque vecteur de risques.

Activités de marchés

(En millions d'euros)	1 ^{er} janvier - 30 juin 2002			30 juin 2002
	Minimum	Maximum	Moyenne	
Risque sur les positions fermes de taux	15,3	34,3	22,4	19,5
Risque sur les livres d'option de taux	9,6	13,3	11,6	10,0
Risque de "spread émetteur"	71,2	87,3	82,8	82,6
Risque sur les positions fermes de change	1,6	5,4	2,7	5,4
Risque sur les options de change	1,1	3,0	2,0	2,1
Risque sur les actions et dérivés actions	26,1	36,4	30,4	29,3
Risque sur les matières premières	2,3	4,5	3,3	2,3
Risque sur les montages structurés	7,2	12,6	9,2	7,4

> Les risques financiers structurels

Le risque de liquidité

Le coefficient de liquidité de Crédit Agricole S.A. (rapport entre les disponibilités et concours dont l'échéance est à court terme d'une part, et les exigibilités à court terme d'autre part) s'élevait à 127 % au 30 juin 2002 contre 121 % au 31 décembre 2001 et 142 % au 30 juin 2001.

Le risque de change

L'activité de change de Crédit Agricole Indosuez induit des positions opérationnelles de change dont

les limites sont définies et contrôlées par la Direction Centrale des Risques de Crédit Agricole S.A. Au 30 juin 2002, les exigences de fonds propres au titre du risque de change opérationnel de Crédit Agricole Indosuez s'élevaient à 51 millions d'euros (contre 56 millions d'euros au 31 décembre 2001).

Au niveau du groupe Crédit Agricole S.A., les exigences de fonds propres s'établissent au 30 juin 2002 à 75 millions d'euros, stables par rapport au 31 décembre 2001. Au total, Crédit Agricole S.A. consolide l'ensemble des positions de change générées par les différentes activités du groupe Crédit Agricole et gère la position nette en résultant.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

**Présentation des Résultats
du premier semestre 2002**

septembre 2002

Tendances du semestre

Résultats des pôles

Banque de proximité en France

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Banque de grande clientèle

Banque de détail à l'étranger

Gestion pour compte propre et divers

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Conclusion

Annexes

Tendances du semestre

Compte de résultat consolidé

en m €	Variations sur S1 - 2001 pro-forma		
	S1-02	Evolution	hors Bisel
Produit Net Bancaire	2 881	(6,9%)	+2,3%
Charges d'exploitation	(1 979)	(5,9%)	+4,3%
Résultat brut d'exploitation	902	(9,0%)	(1,7%)
Couût du risque	(115)	(29,4%)	+8,6%
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	210	(53,0%)	(53,0%)
Résultat net sur actifs immobilisés	(96)	n.a.	n.a.
Résultat courant avant impôt	901	(31,4%)	(27,0%)
Résultat net	586	(26,8%)	(17,4%)
Résultat net part du Groupe	576	(26,9%)	(14,3%)
Résultat net part du Groupe avant survaleurs	726	(20,0%)	(8,5%)
ROE*	10,0%		

* Résultat net part du groupe avant survaleurs / capitaux propres moyens hors FRBG

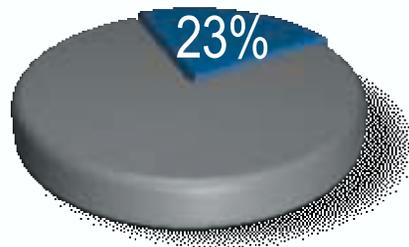
Banque de proximité en France

Dynamisme de l'activité et robustesse de la croissance dans l'ensemble des composantes du pôle

Résultat courant



Fonds propres alloués



Résultat net S1-2002 : 206 m €
ROE S1-2002 : 13,5%

Caisses Régionales

- Dynamisme de l'activité commerciale
- Effet positif des augmentations de fonds propres au S2-01
- Progressions maîtrisées des charges et du risque
- Contribution au résultat S1-02 en forte augmentation

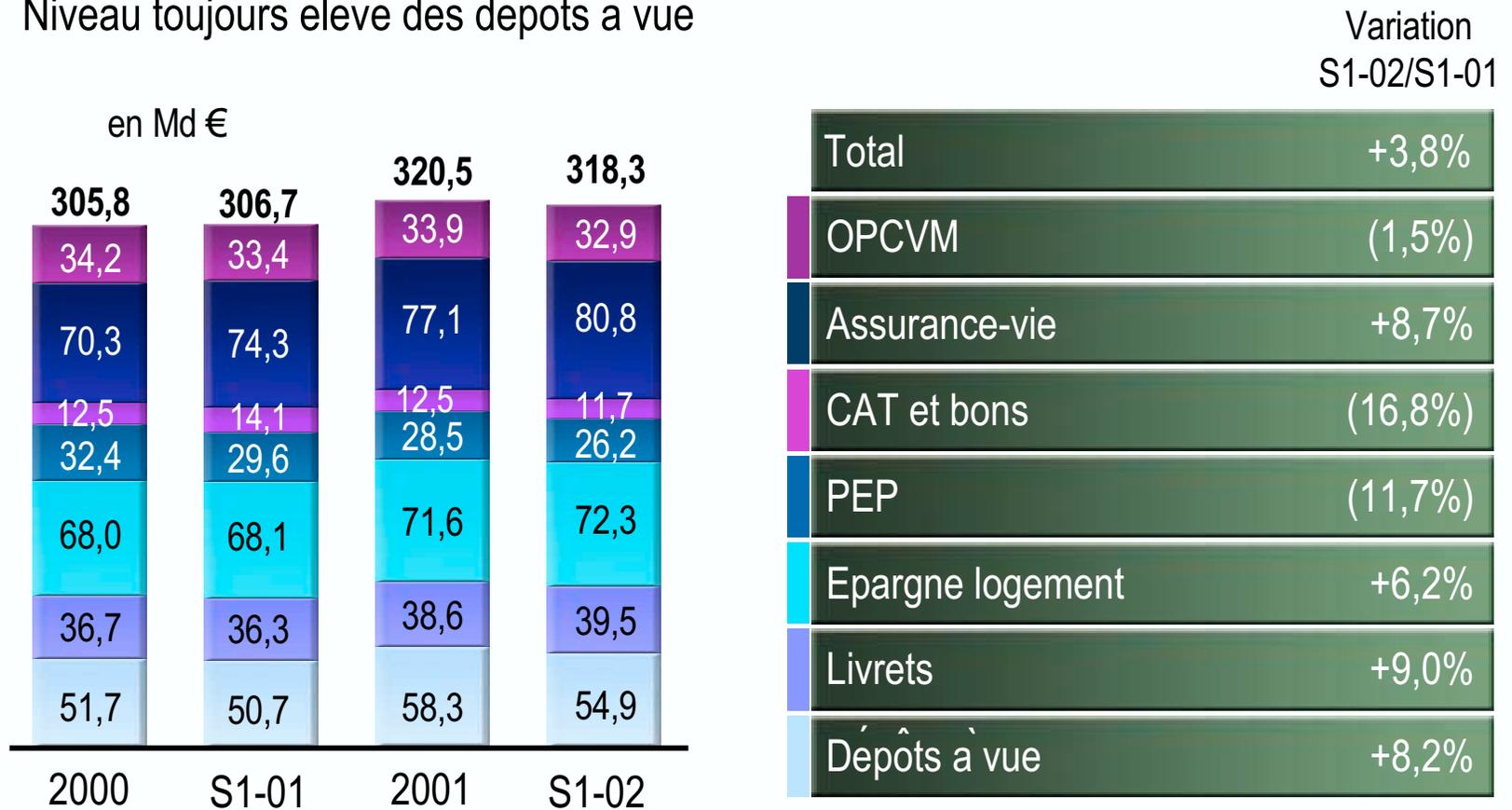
Filiales spécialisées

- Forte croissance de l'activité et des partenariats
- Coût du risque stable
- Progression du résultat

Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Progression des encours de collecte fin de semestre

- Progression soutenue des encours des livrets et de l'épargne logement (+7,1%)
- Progression régulière des encours de hors-bilan (+5,5%), tirée par l'assurance-vie
- Niveau toujours élevé des dépôts à vue

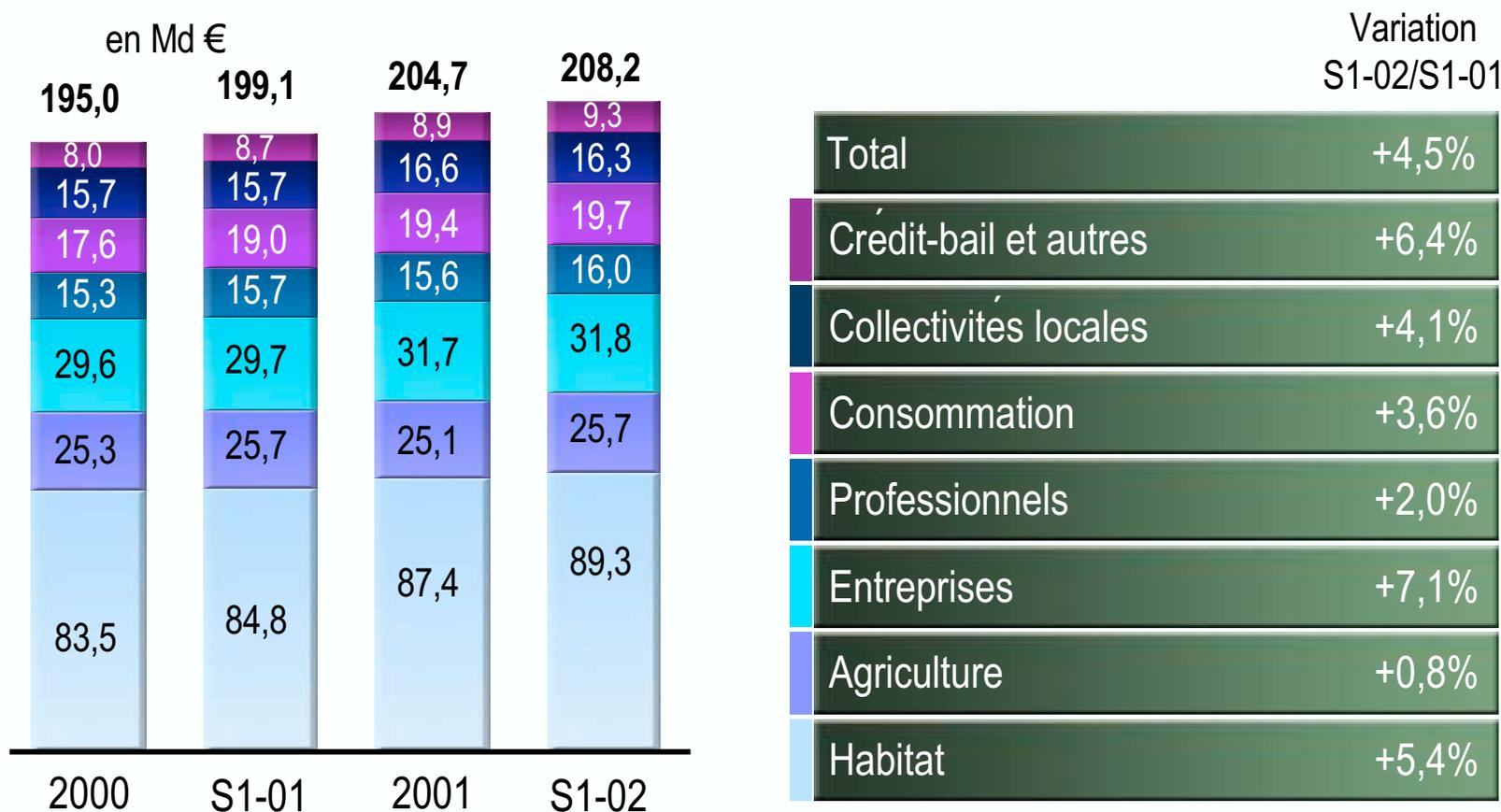


Données cumulées de la collecte (hors titres) du réseau des Caisses Régionales et des filiales de Crédit Agricole S.A. (Sofinco) **40**

Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Bonne progression des encours de crédit fin de semestre

- Niveau élevé de la production de crédit MLT des Caisses Régionales (+14,4%)
- Progression des encours dans l'ensemble des compartiments du crédit

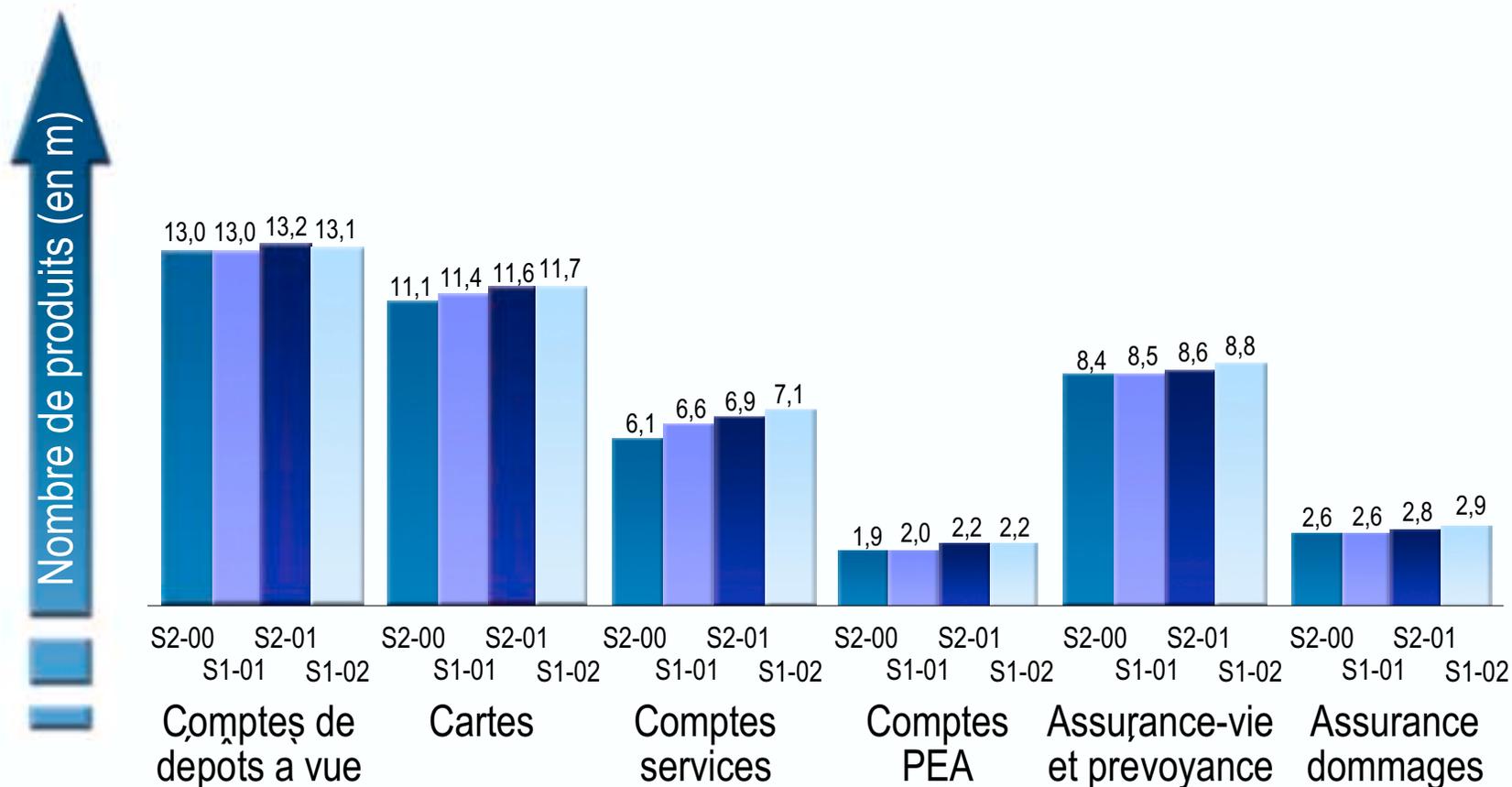


Données cumulées des crédits du réseau des Caisses Régionales et des filiales de Crédit Agricole S.A. (Sofinco, Ucabail)

Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Progression continue du taux d'équipement de la clientèle

■ Progression du nombre de produits par DAV : 7,23 au S1-02 v.s. 7,06 fin 2001

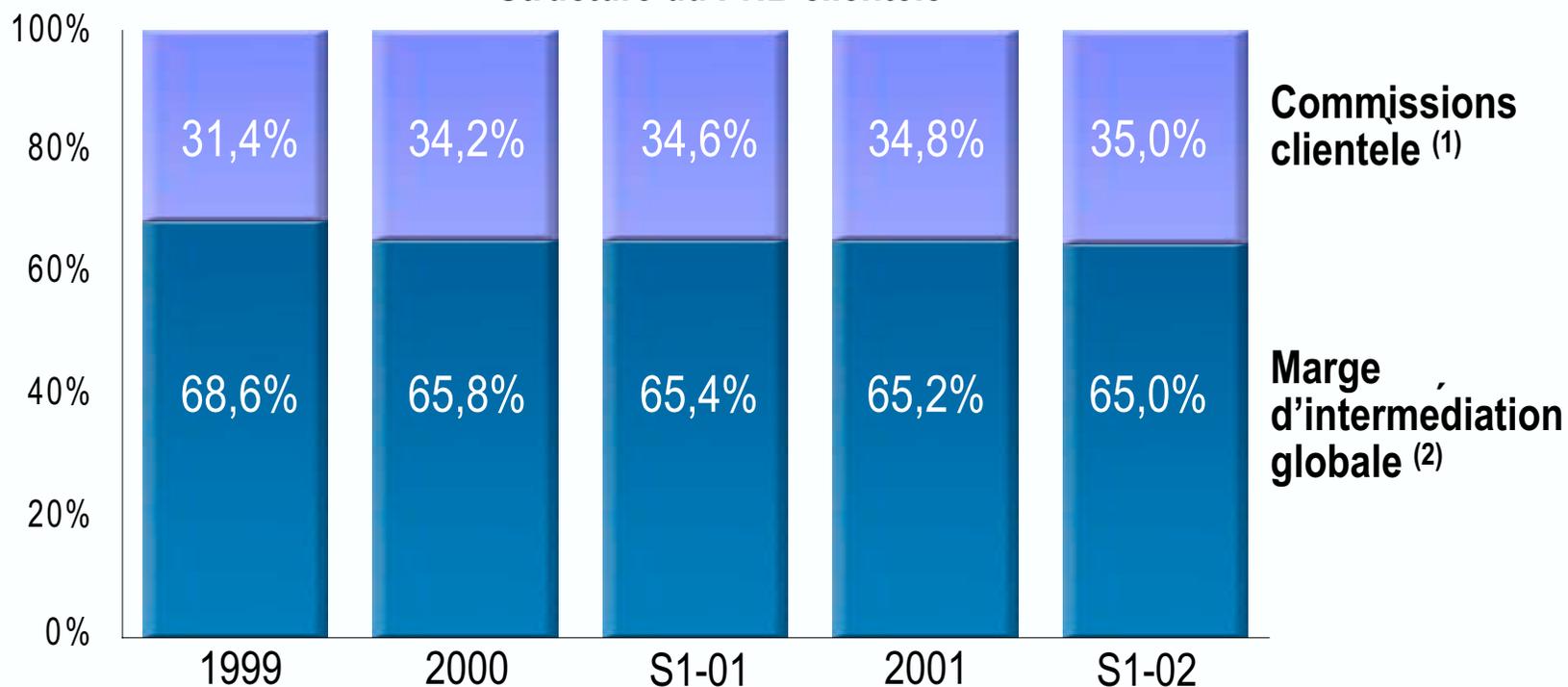


Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Nouvelle progression des commissions clientèle

- Développement marqué de la marge sur commissions clientèle (+8,2%), malgré le moratoire lié à l'euro et le recul des commissions sur valeurs mobilières

Structure du PNB clientèle



Données cumulées non consolidées des Caisses Régionales

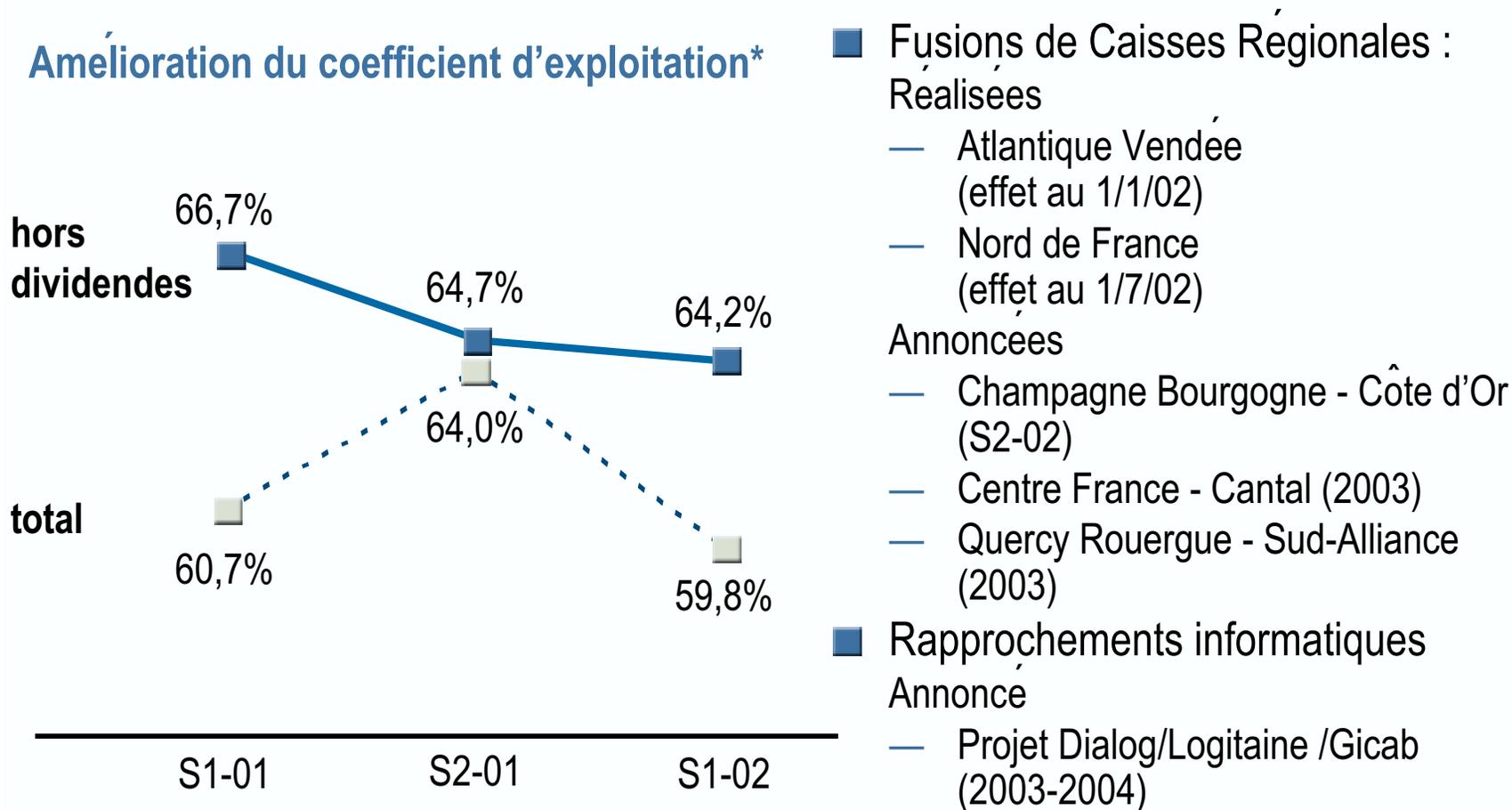
1. hors commissions conservées par les filiales : Predica, CA-AM, Pacifica

2. différence entre taux des emplois et taux des ressources (y compris produits des opérations de couverture de taux)

Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Poursuite de l'amélioration du coefficient d'exploitation des CR

Amélioration du coefficient d'exploitation*



* Coefficient d'exploitation cumulé des 46 Caisses Régionales mises en équivalence

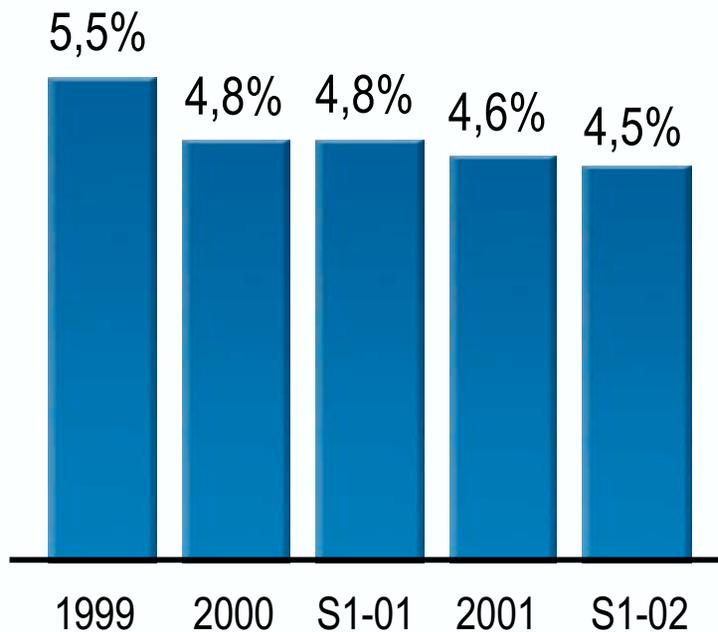
Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Progression contenue du coût du risque

- Nouvelle amélioration de la qualité des encours de crédit
- Le coût du risque reste à un niveau bas

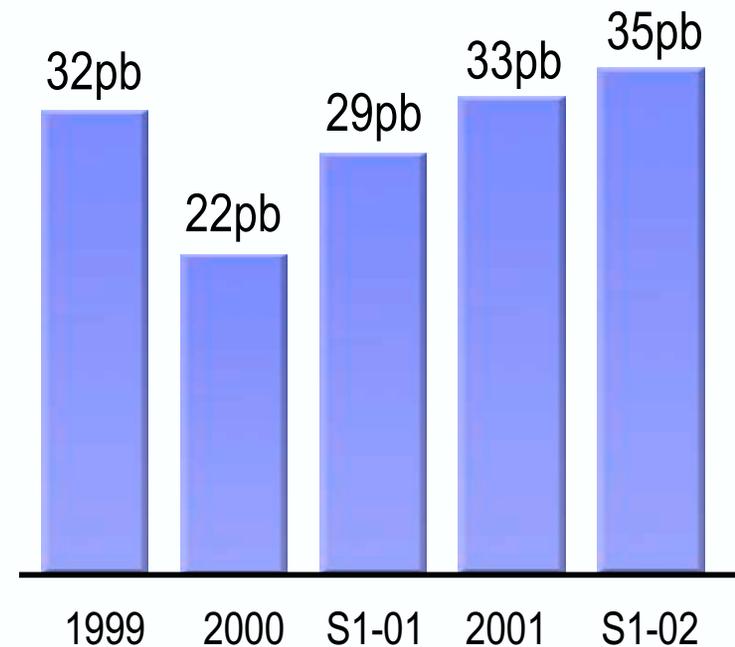
Evolution des CDL

(Ratio CDL/encours)



Coût du risque

(en points de base sur encours fin de période)

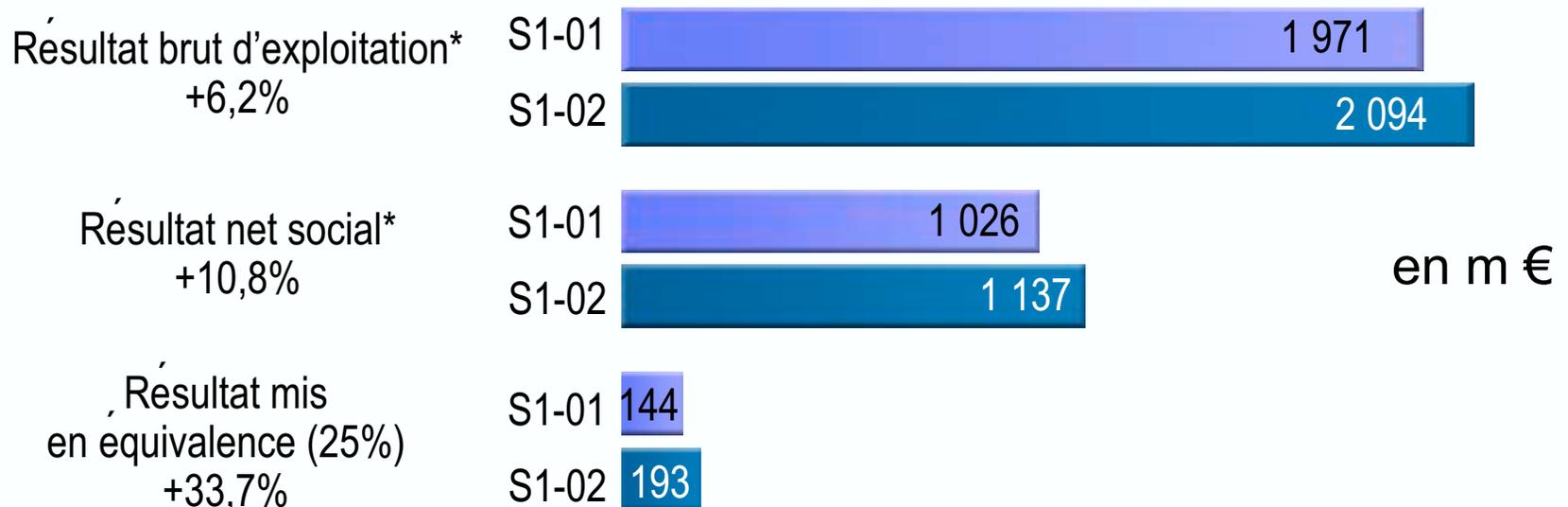


Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Progression dynamique et robuste des résultats et de la contribution des Caisses Régionales

- Produit net bancaire en progression à 5,2 Md € (+3,8%)
 - malgré de moindres dividendes intra-groupe
 - effets positifs de l'accroissement des fonds propres (au S2-01)
- Evolution contenue des charges d'exploitation à 3,1 Md € (+2,2%)
- Evolution maîtrisée du coût du risque à 343 m € (+9,3%)
- Forte croissance de la contribution consolidée des Caisses Régionales

Contributions des 46 Caisses Régionales mises en équivalence



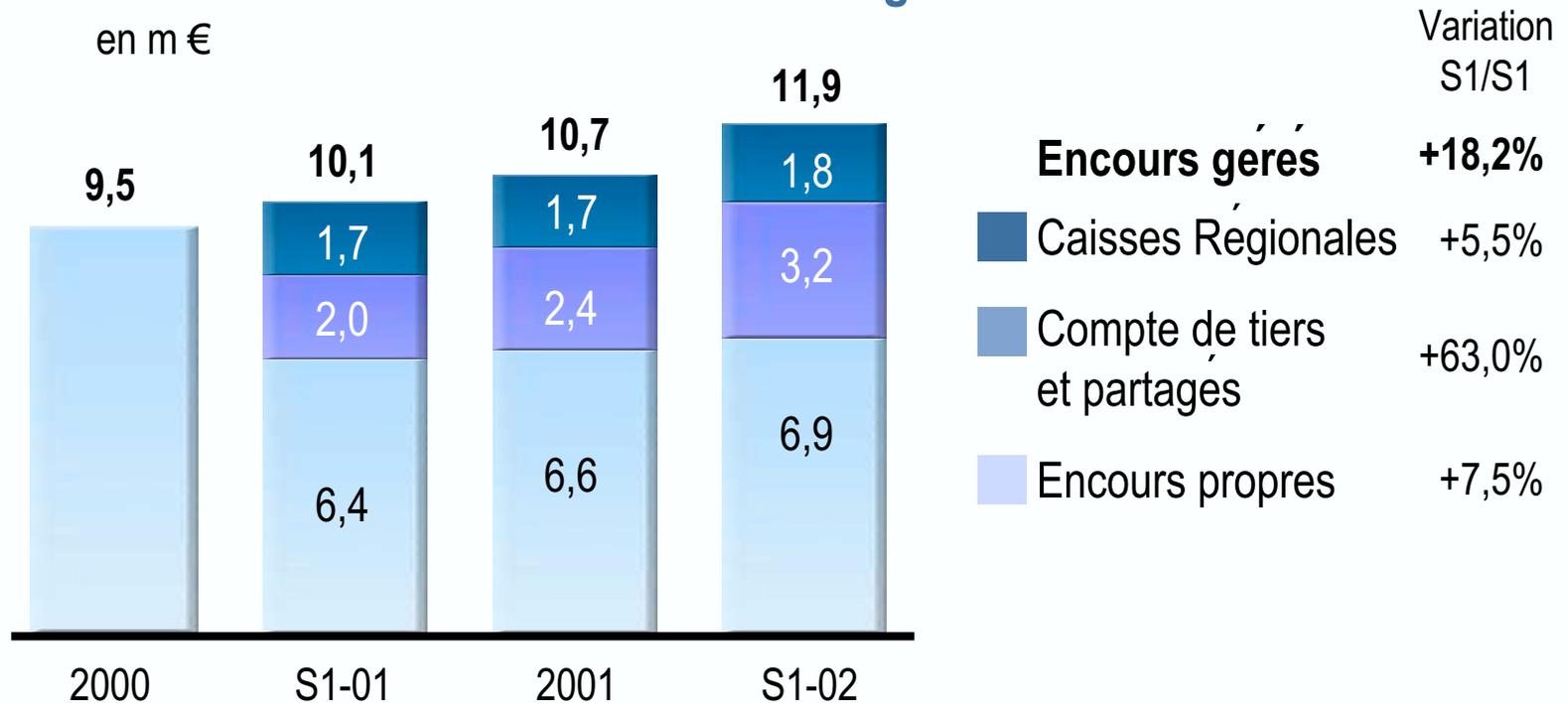
* Données sociales cumulées des 46 Caisses Régionales mises en équivalence

Banque de proximité en France – Filiales

Croissance soutenue des activités de Sofinco en France

- Dynamisme commercial et forte croissance de l'activité en partenariat
- Progression de 9,6% du PNB
- Progression contenue du coût du risque

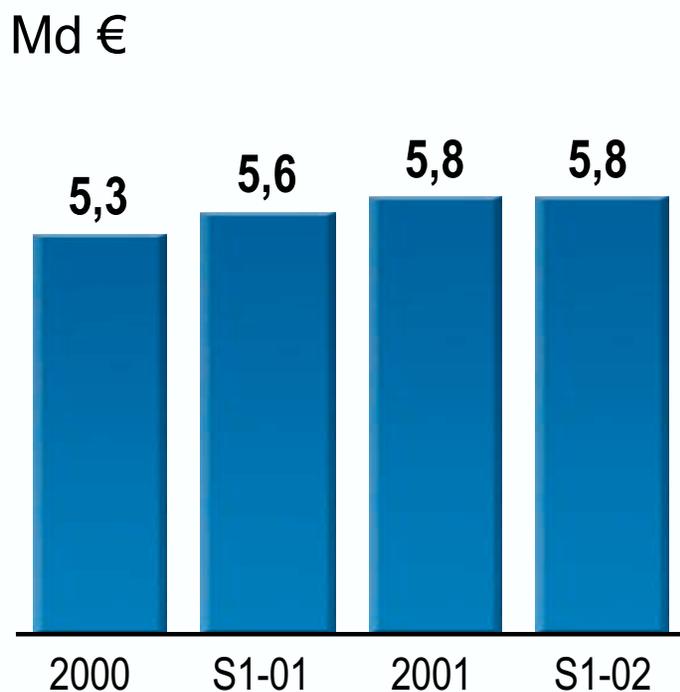
Evolution des encours gérés en France



Banque de proximité en France – Filiales

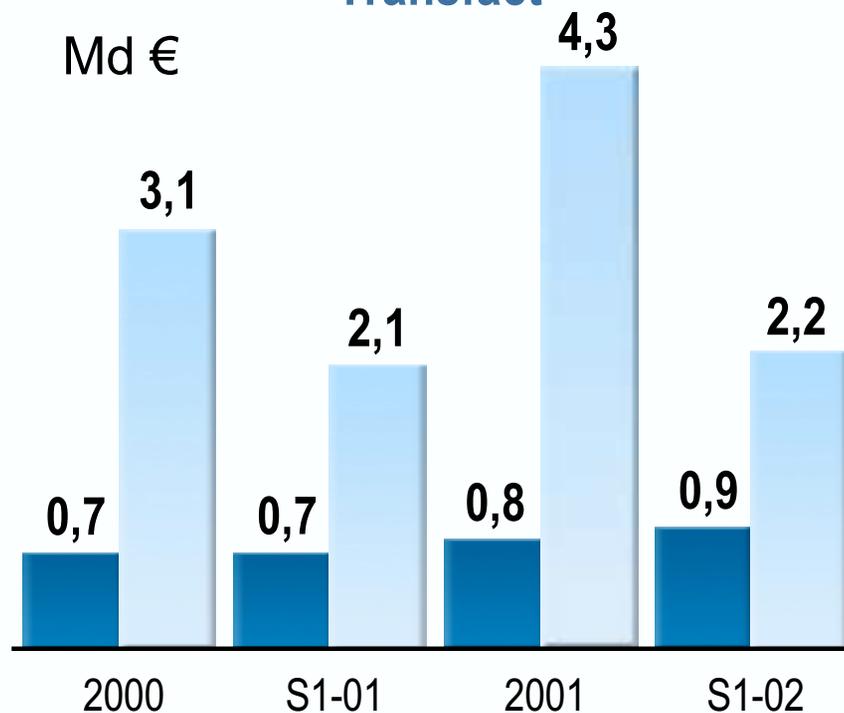
Développement des autres activités de financement spécialisées

Progression des encours de credit-bail Ucabail



Encours : +3,0%

Progression des encours et du chiffre d'affaires d'affacturage Transfact



Chiffre d'affaires : +7,0%
Encours : +16,6%

Banque de proximité en France

Résultats S1-2002 du pôle Banque de proximité en France

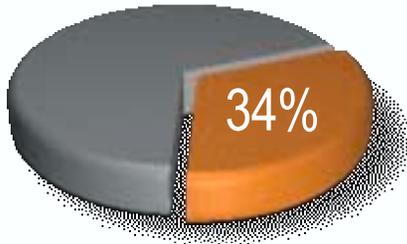
en m €	S1 - 2001 pro-forma	S1 - 2002	Evolution S1-02/S1-01
Produit net bancaire	366	400	+9,3%
Charges d'exploitation	(215)	(232)	+7,9%
Resultat brut d'exploitation	151	168	+11,3%
Coût du risque	(49)	(49)	=
Quote-part de resultat des sociétés mises en equivalence	144	193	+33,7%
Resultat courant avant impôts	246	312	+26,8%
Resultat exceptionnel + Impôts + FRBG	(35)	(44)	+25,7%
Resultat net⁽¹⁾ avant amortissement des écarts d'acquisition	211	268	+27,0%
Fonds propres alloués (début de période)	3 493	3 479	
ROE	10,8%	13,5%	

1. Sur base des capitaux propres réels (i.e. hors rémunération de l'excédent / déficit de capitaux propres alloués)

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Activité soutenue mais résultats du pôle affectés par l'environnement de marche

Résultat courant



- Progression des encours, gérés malgré des effets marche très défavorables

Fonds propres alloués



- Activités de gestion d'actifs et de banque privée affectées par la dégradation des marchés actions

- Performances soutenues des activités d'assurances

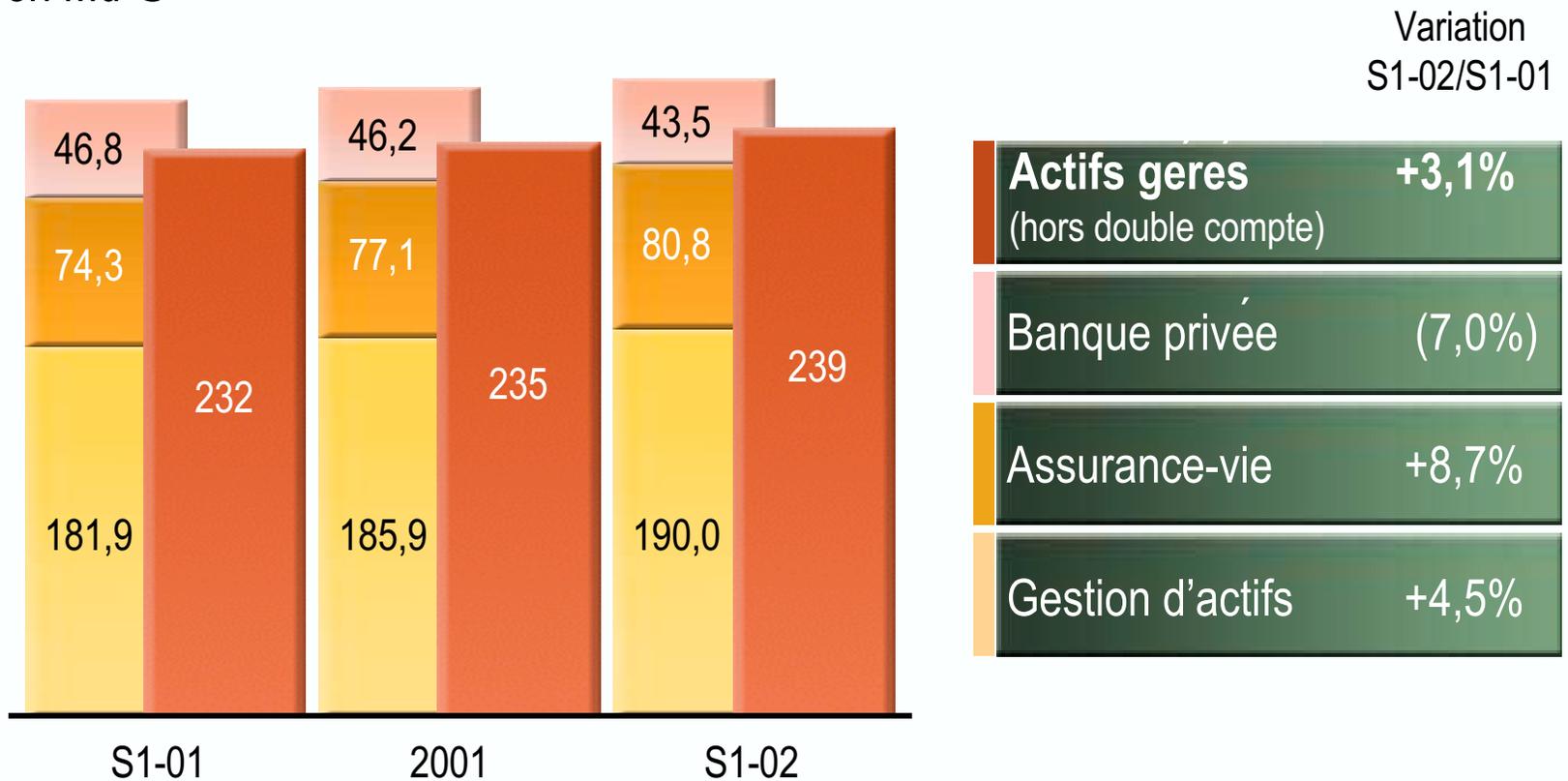
Résultat net S1-2002 : 210 m €

ROE S1-2002 : 12,6%

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Progression des encours gérés malgré l'évolution défavorable des marchés

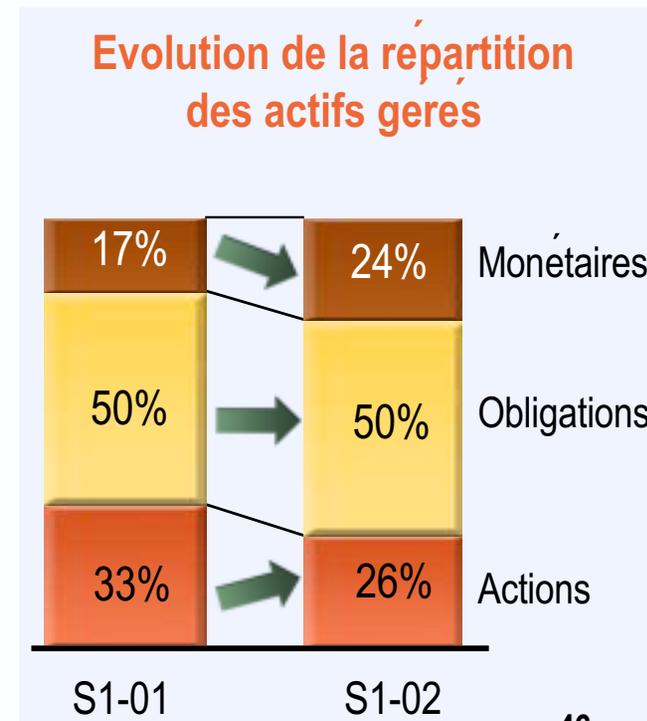
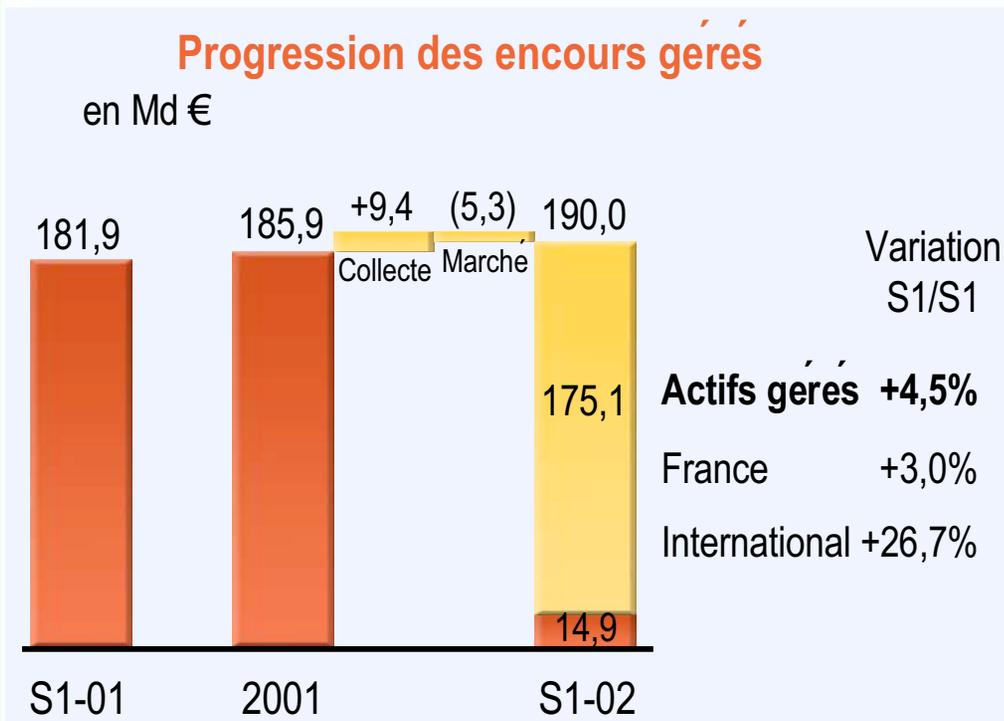
en Md €



Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Gestion d'actifs

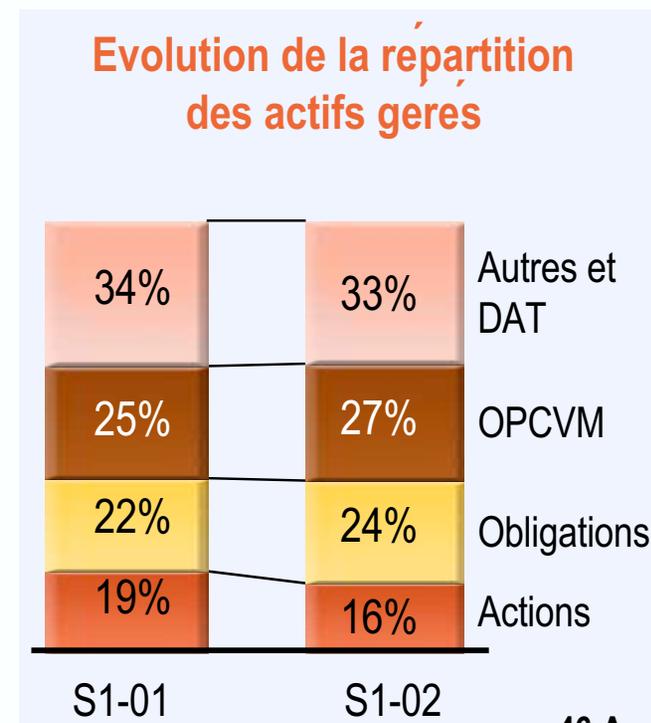
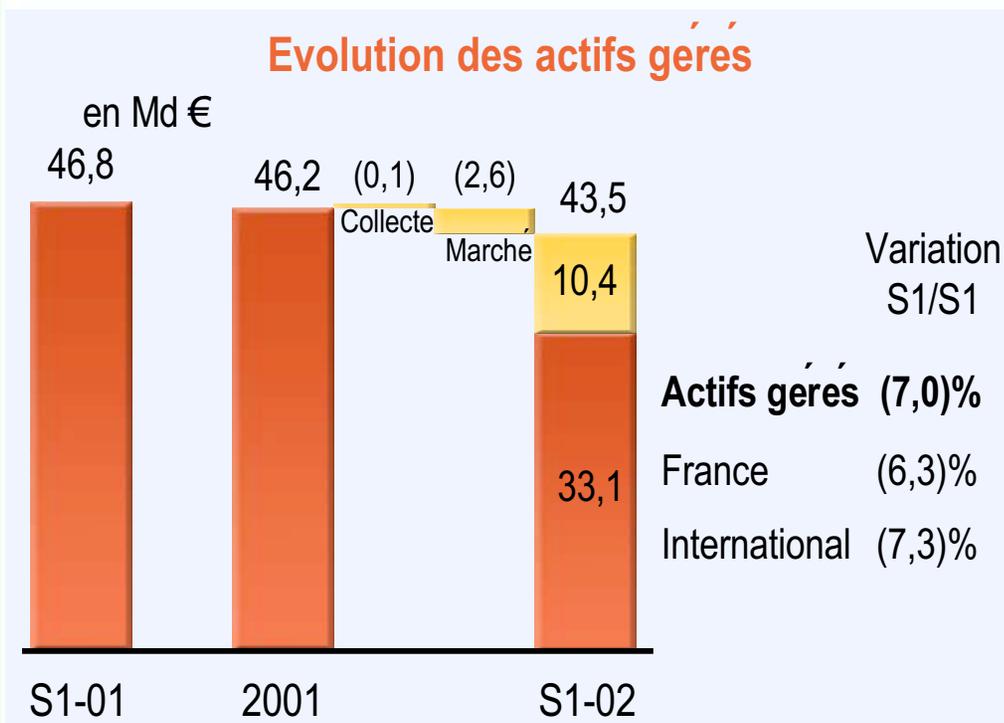
- Conjuncture défavorable des marchés n'affectant pas le dynamisme de la collecte
- Progression du PNB (effet volume) en dépit de la déformation de la structure des marges
- Poursuite du développement international en Europe et en Asie
- Recul du résultat courant sous l'effet en semestre plein de charges d'exploitation accrues



Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Banque privée

- Impact défavorable des conditions de marché sur le PNB
- Charges d'exploitation maîtrisées et programme d'ajustement des coûts engagé
- Litige affectant ponctuellement le coût du risque

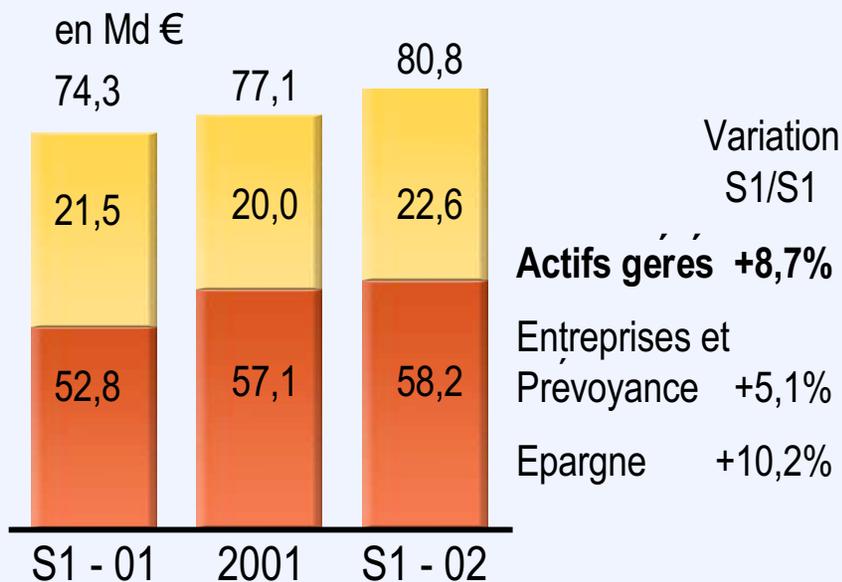


Gestion d'actifs, assurances et banque privée

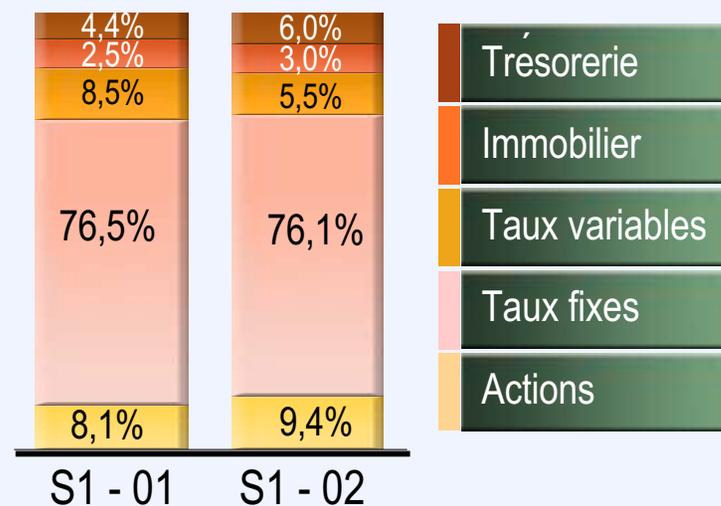
Assurance-vie

- Forte progression des encours gérés (+8,7%)
- Progression des nombres de clients (4,35 millions : +3%) et de contrats (8,8 millions : +5%)
- Chiffre d'affaires total stabilisé (5,2 Md € : +0,2%) malgré le recul marqué du chiffre d'affaires sur contrats en unités de comptes (0,9 Md € : -25%)
- Progression des réserves financières (3,3 Md € : +8%) malgré l'environnement de marché

Progression des actifs gérés



Diversification des actifs gérés

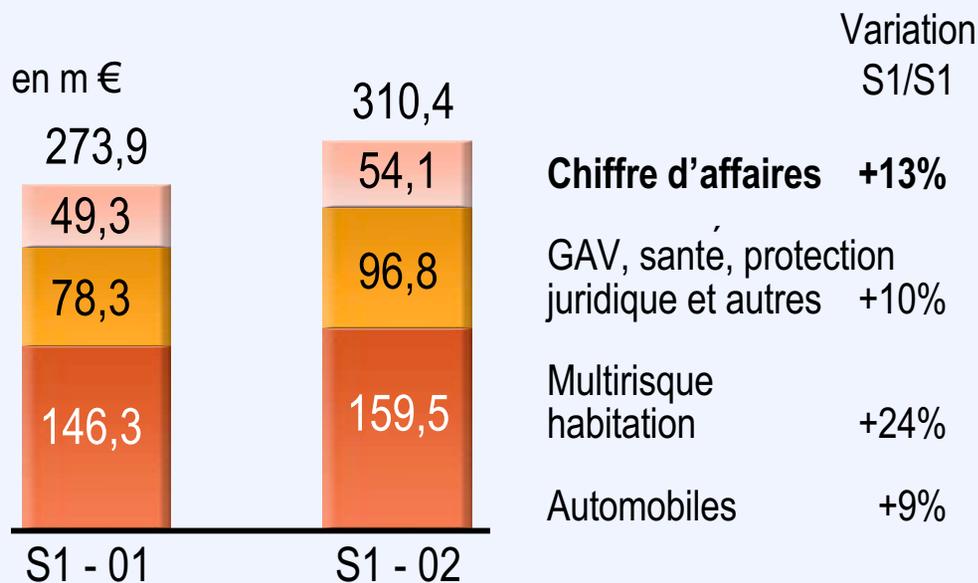


Gestion d'actifs, assurances et banque privée

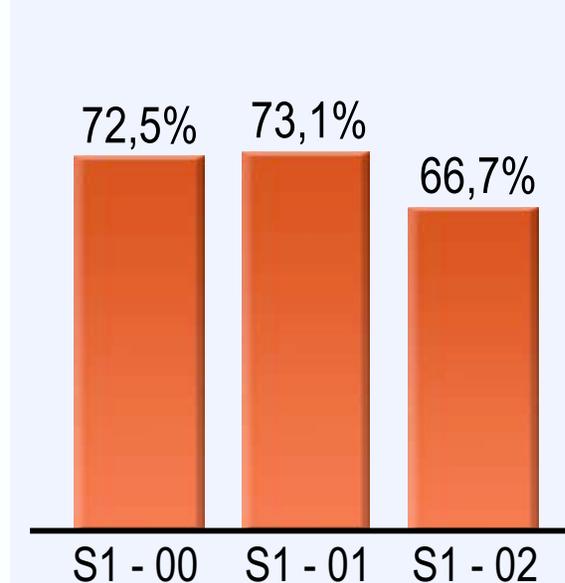
Assurance IARD

- Dynamisme marqué de l'activité du semestre (Chiffre d'affaires : +13,3%)
- Portefeuille total en forte progression : 3 millions de contrats (+12,1%)
- Baisse sensible de la sinistralité sur le semestre

Progression du Chiffre d'affaires



Ratio sinistres / primes



Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Resultats S1-2002 du pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée

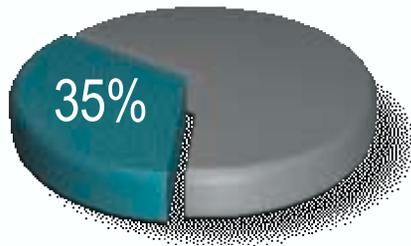
en m €	S1 – 2001 pro-forma	S1 - 2002	Evolution S1 - 02 / S1 - 01
Produit net bancaire	690	741	+7,4%*
Charges d'exploitation	(359)	(413)	+15,0%*
Resultat brut d'exploitation	331	328	(0,9%)
Coût du risque	(14)	(25)	+78,6%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	1	2	n.s.
Resultat courant avant impôts	318	305	(4,1%)
Resultat exceptionnel + Impôts + FRBG	(60)	(79)	+31,7%
Resultat net⁽¹⁾ avant amortissement des écarts d'acquisition	258	226	(12,4%)
Fonds propres alloués (début de période)	3 140	3 582	
ROE	15,9%	12,6%	

* hors première intégration, au S1-02, de CPR AM et CA IS Bank : PNB + 2,8% ; charges d'exploitation + 6,1%
1. Sur base des capitaux propres reels (i.e. hors remuneration de l'excédent / déficit de capitaux alloués)

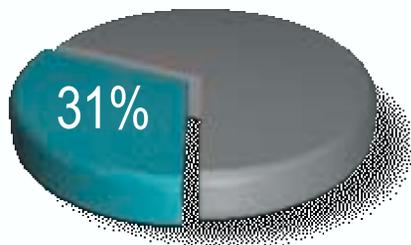
Banque de grande clientèle

Resistance marquée grâce aux activités de taux,
de financement d'actifs et de capital-investissement

Résultat courant



Fonds propres alloués



Résultat net S1-2002 : 201 m €

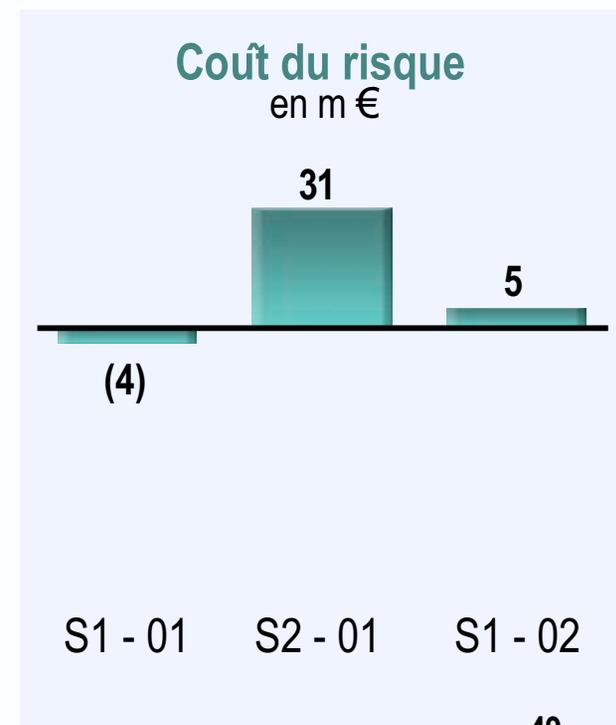
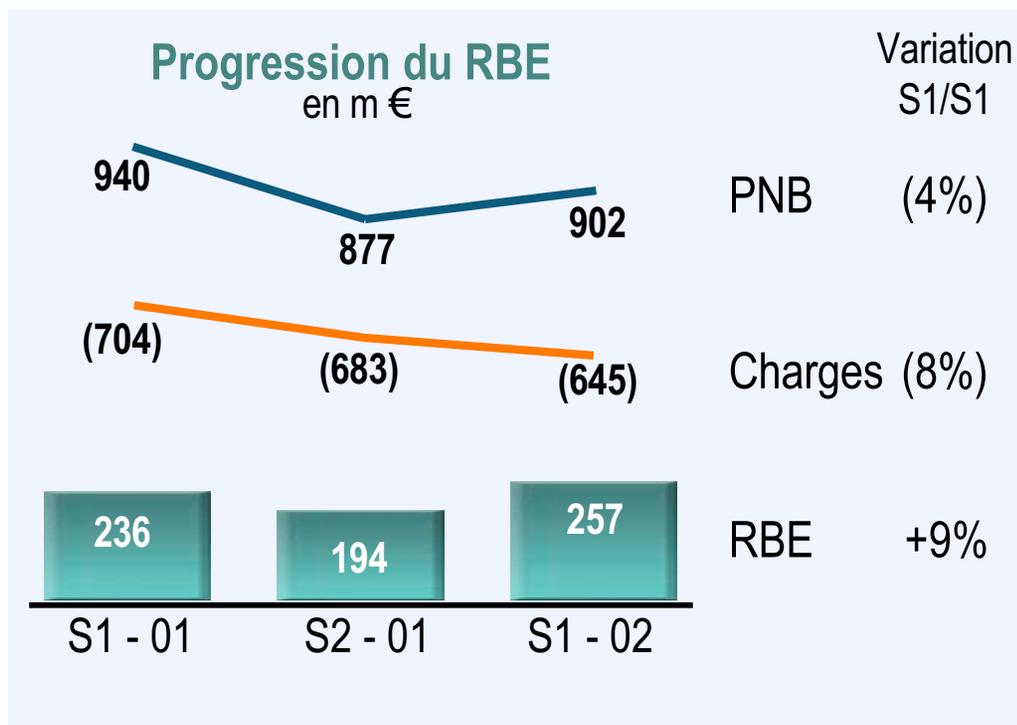
ROE S1-2002 : 9,9%

- Environnement défavorable pour l'ensemble des activités
- Bon niveau d'activité et amélioration des équilibres de gestion pour la Banque de marché et d'investissement
- Poursuite de la politique de réallocation des actifs entraînant une baisse de la contribution de la banque de financement
- Hausse limitée du coût du risque

Banque de grande clientèle

Bonne performance de la Banque de marché et d'investissement

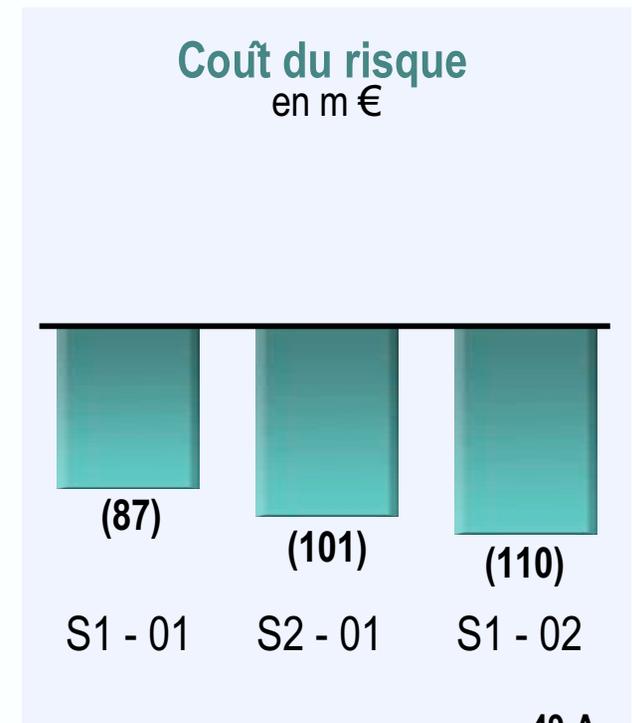
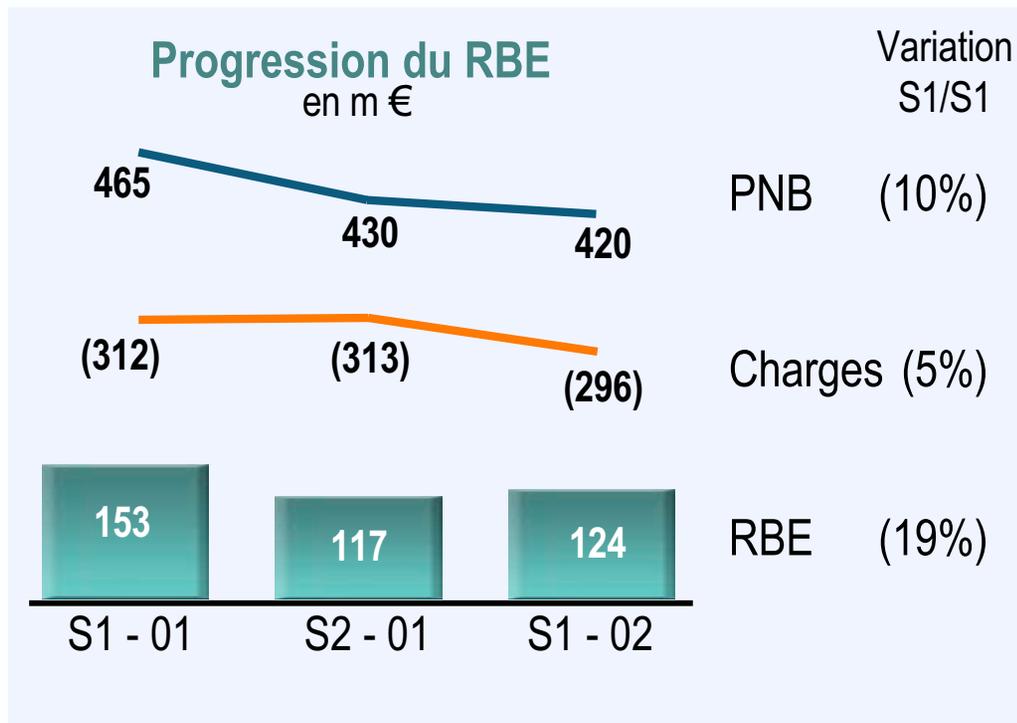
- Activité soutenue pour le Fixed Income
- Forte contraction de l'activité mais également des charges des activités Actions
- Contribution élevée des activités de capital-investissement (UI)
- Effets du programme de réduction des charges



Banque de grande clientèle

Résistance de la Banque de financement

- Bonne performance pour les Financements d'actifs compensant partiellement le recul des Financements structures (CAL FP)
- PNB affecté par la stratégie de réallocation et de redéploiement géographique des actifs
- Charges d'exploitation en réduction
- Progression maîtrisée du coût du risque



Banque de grande clientèle

Résultats semestriels par activité

en m €	Banque de financement			Banque de marché et d'investissement		
	S1 - 01	S1 - 02	Evolution	S1 - 01	S1 - 02	Evolution
PNB	465	420	(9,7%)	940	902	(4,0%)
Charges	(312)	(296)	(5,1%)	(704)	(645)	(8,4%)
RBE	153	124	(19,0%)	236	257	+8,9%
Coût du risque	(87)	(110)	+26,4%	(4)	5	n.s.
Mise en équivalence	28	21	(25,0%)	3	4	+33,3%
Immobilisations fin.				-	16	n.s.
Résultat courant	94	35	(62,8%)	235	282	+20,0%
Divers	(17)	(16)	(5,9%)	(78)	(77)	(1,3%)
Résultat net avant écarts d'acquisition	77	19	(75,3%)	157	205	+30,6%
ROE	5,5%	2,0%		17,4%	21,2%	

Banque de grande clientèle

Résultats S1-2002 du pôle Banque de grande clientèle

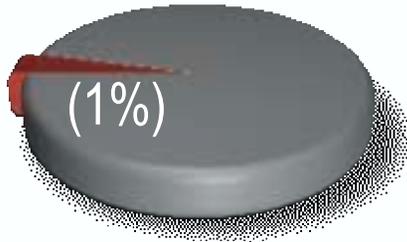
en m €	S1 - 2001 pro-forma	S1 - 2002	Evolution S1 - 02 / S1 - 01
Produit net bancaire	1 405	1 322	(5,9%)
Charges d'exploitation	(1 016)	(941)	(7,4%)
Résultat brut d'exploitation	389	381	(2,1%)
Couût du risque	(91)	(105)	+15,4%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	31	25	(19,4%)
Résultat net sur actifs immobilisés	-	16	n.s.
Résultat courant avant impôts	329	317	(3,6%)
Résultat exceptionnel + Impôts + FRBG	(95)	(93)	(2,1%)
Résultat net⁽¹⁾ avant amortissement des écarts d'acquisition	234	224	(4,3%)
Fonds propres alloués (début de période)	5 105	4 828	
ROE	9,6%	9,9%	

1. Sur base des capitaux propres réels (i.e. hors rémunération de l'excédent / déficit de capitaux alloués)

Banque de détail à l'étranger

Performance impactée par des éléments non-récurrents

Résultat courant



- Conséquences du plan stratégique IntesaBci

- Désengagement d'Amérique latine

Fonds propres alloués



- Croissance organique et croissance externe soutenues des autres entités de la Banque de détail à l'étranger

Résultat net S1-2002 : (95 m €)

ROE S1-2002 : (3,5%)

Banque de détail à l'étranger

Effets du plan stratégique IntesaBci

■ Plan stratégique d'IntesaBci :

- Recentrage sur l'Italie et valorisation des atouts fondamentaux du Groupe
- Réduction du profil de risque
- Désengagement complet d'Amérique latine

■ Conséquences sur les comptes d'IntesaBci

- S1-02 : renforcement des provisions sur risque de crédit
- S2-02 : charges à prévoir pour le désengagement d'Amérique latine et le plan de restructuration

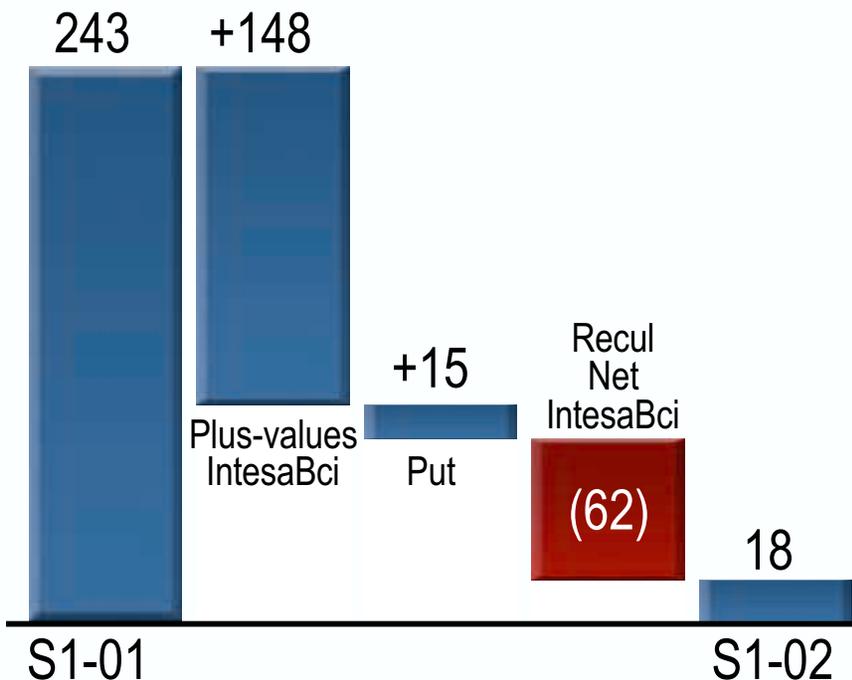
Banque de détail à l'étranger

Effets du plan stratégique IntesaBci

■ Impact sur les comptes de Crédit Agricole S.A.

Impact avant tous amortissements de survaleurs IntesaBci

en m €



- Résultats exceptionnels positifs du S1-01 non reconduits
 - plus-values de cessions
 - traitement du put IntesaBci
- S1-02, affecté par les provisions supplémentaires d'IntesaBci
- Variation de la contribution S1/S1 : (225 m €)

Banque de détail à l'étranger

Effets du plan stratégique IntesaBci

Développement des partenariats avec Crédit Agricole S.A.

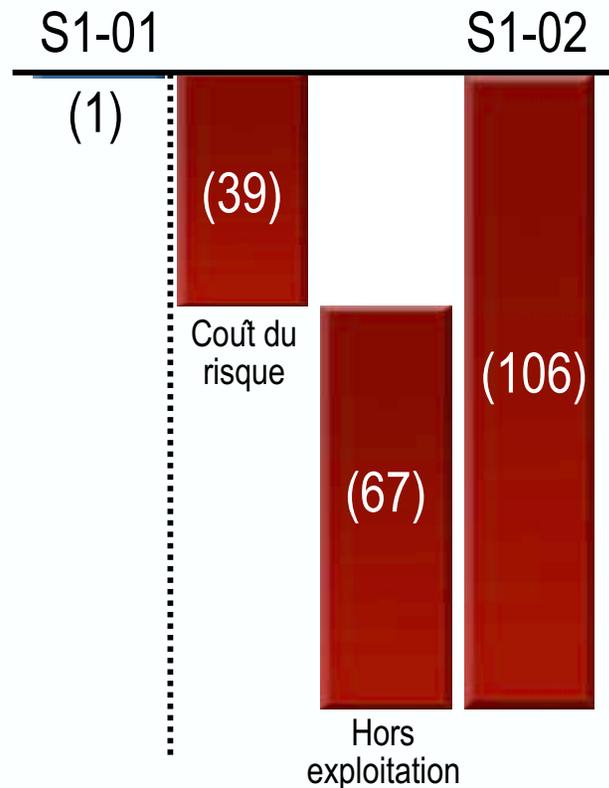
- Crédit à la consommation
- Banque Privée
- Assurance-vie
- Primaire actions (IntesaBci / CAI-Lazard)

Banque de détail à l'étranger

Désengagement de l'Amérique latine

Résultat net part du groupe
avant survaleurs
Bisel

en m €



- Désengagement en Argentine
 - Déconsolidation de Bisel au S1-02
 - Provisionnement des charges de désengagement affectant le coût du risque pour (39 m €)
 - Contribution au résultat net du pôle de (106 m €) intégrant le passage par résultat de la perte de change historique accumulée en écarts de conversion dans les réserves
 - Activités opérationnelles transférées à Banco Nacion et processus juridique de dissolution en voie d'achèvement
- Réduction de la participation dans Bradesco au Brésil
 - Cession de la totalité des actions ordinaires*

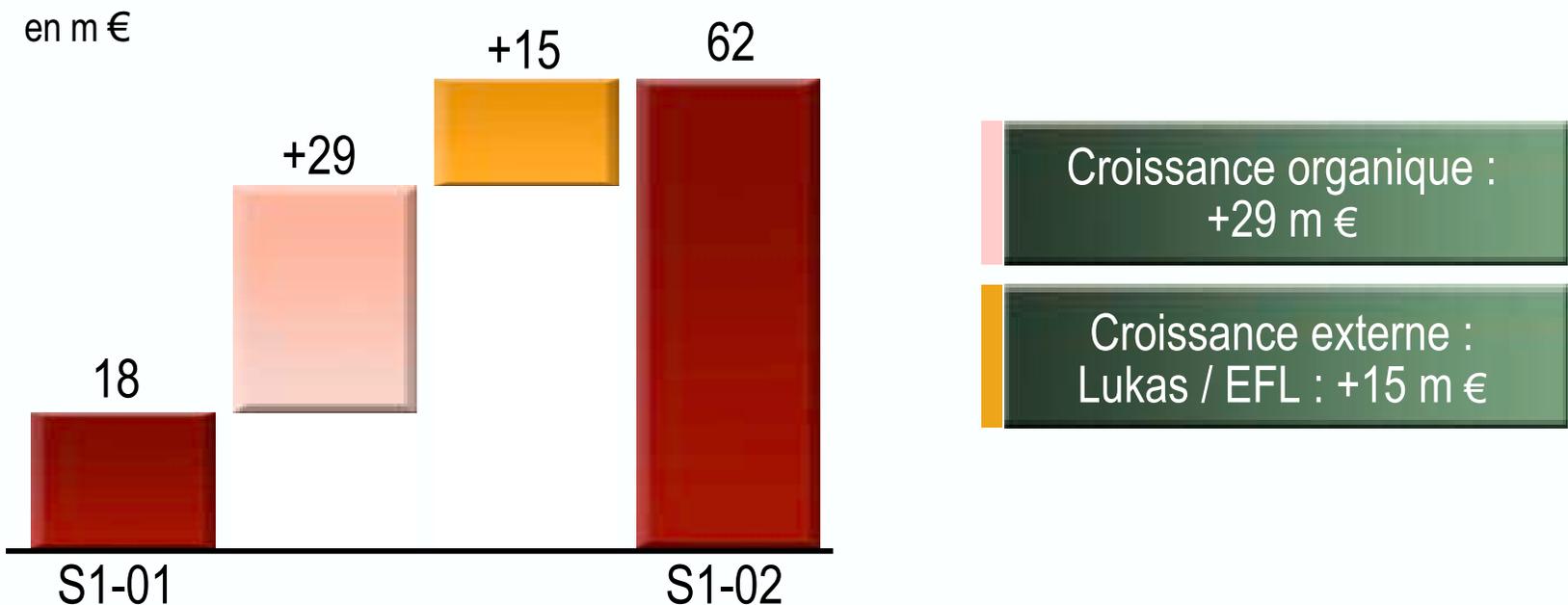
* Titres de participation non-consolidés et charge nette de cession en S1-02 reclassés dans le pôle "Gestion pour compte propre" 53

Banque de détail à l'étranger

Croissance soutenue des autres entités de la Banque de détail à l'étranger

- Premiers effets de l'implantation en Pologne au S2-01
- Croissance organique forte des autres filiales à l'étranger

Banque de détail à l'étranger
Resultat net avant survaleurs
Autres filiales et participations



Banque de détail à l'étranger

Résultats S1-2002 du pôle Banque de détail à l'étranger

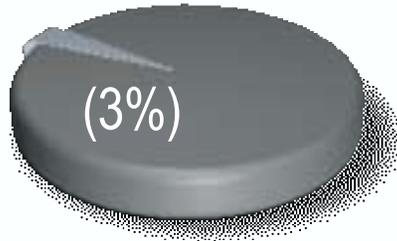
en m €	S1 - 2001 pro-forma	S1 - 2002	Evolution S1 - 02 / S1 - 01
Produit net bancaire	388	267	(31,2%)
Charges d'exploitation	(291)	(172)	(40,9%)
Resultat brut d'exploitation	97	95	(2,1%)
Couût du risque	(101)	(81)	(19,8%)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	219	12	(94,5%)
Résultat net sur actifs immobilisés	0	(33)	n.s.
Résultat courant avant impôts	215	(7)	n.s.
Résultat exceptionnel + Impôts + FRBG	(11)	(47)	n.s.
Résultat net⁽¹⁾ avant amortissement des écarts d'acquisition	204	(54)	n.s.
Fonds propres alloués (debut de periode)	2 688	2 829	
ROE	16,7%	(3,7%)	

1. Sur base des capitaux propres réels (i.e. hors rémunération de l'excédent / déficit de capitaux propres alloués)

Gestion pour compte propre et divers

Contribution nette positive après les effets, en S1-2001, de la préparation de la cotation

Résultat courant



- Réduction des gains sur portefeuilles
- Reprises de provisions prudentielles du fait du désengagement en Amérique du Sud
- Charges exceptionnelles de restructurations

Fonds propres alloués



- Gains fiscaux liés à l'élargissement du périmètre d'intégration fiscal au S2-01 (filiales nationales apportées ; groupe CPR)

Résultat net S1-2002 : 64 m €

Gestion pour compte propre et divers

Résultats S1-2002 du pôle Gestion pour compte propre et divers

en m €	S1 - 2001 pro- forma	S1 - 2002	Evolution S1 - 02 / S1 - 01
Produit net bancaire	246	151	(38,6%)
Charges d'exploitation	(223)	(221)	(0,9%)
Resultat brut d'exploitation	23	(70)	n.s.
Coût du risque	92	145*	+57,6%
Quote-part de résultat des sociétés MEQ	52	(22)	n.s.
Résultat net sur actifs immobilisés	38	(79)	n.s.
Resultat courant avant impôts	205	(26)	n.s.
Resultat exceptionnel + Impôts + FRBG	(192)	98	n.s.
Resultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	13	72	n.s.
Fonds propres alloués (début de période)	1 477	741	

* dont 92 m € prélevés sur les provisions prudentielles (Bradesco)

Résultats Consolidés de Crédit Agricole S.A.

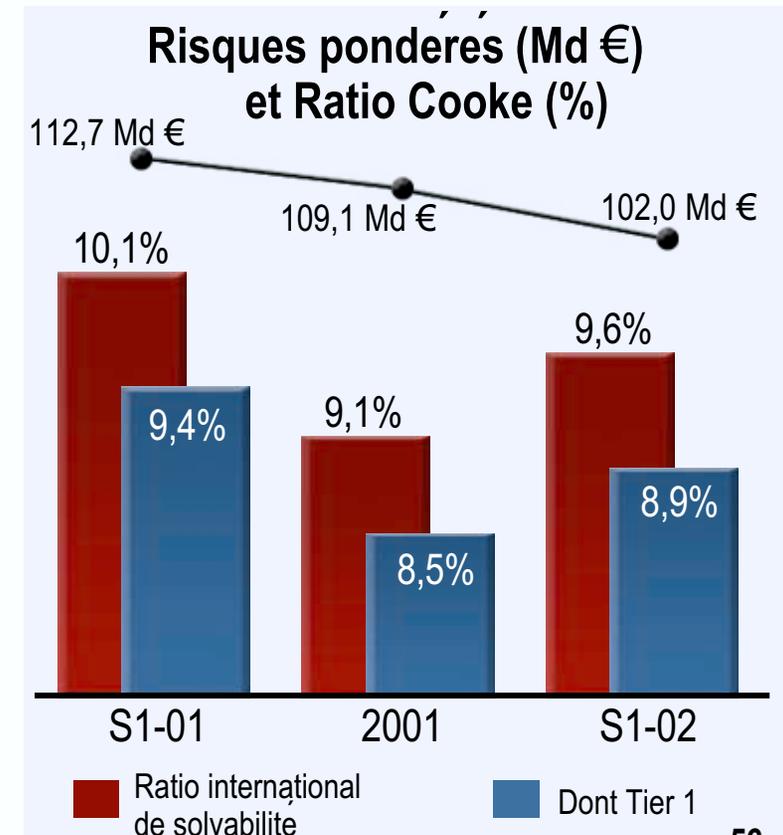
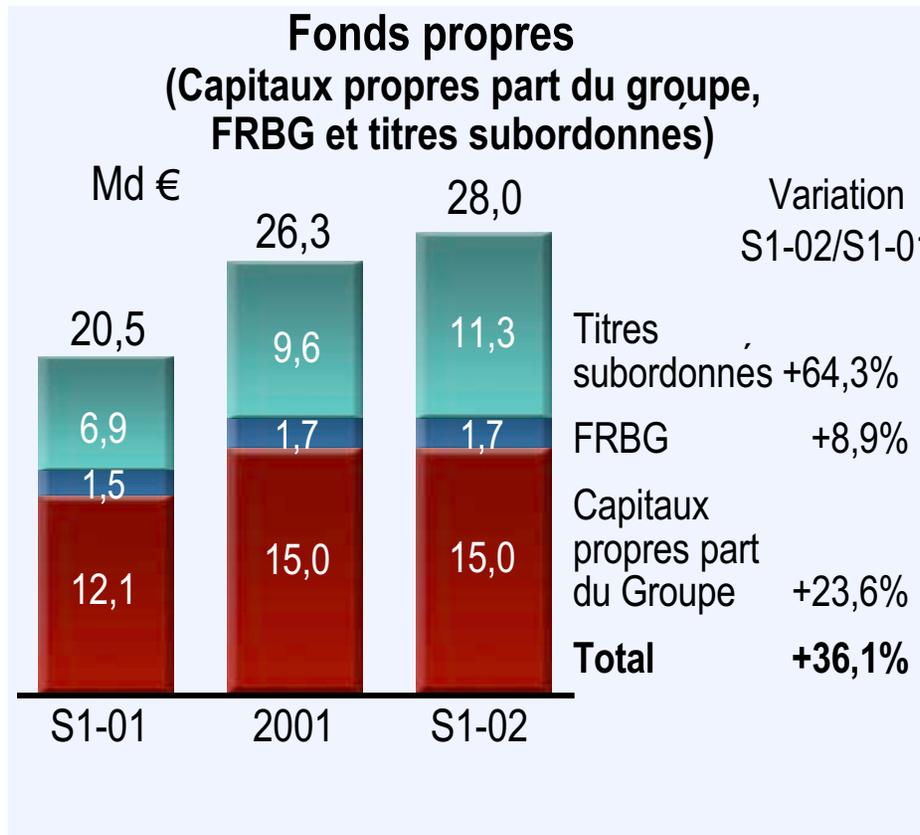
Compte de résultat consolidé

en m €	Variations sur S1 - 2001 pro-forma			
	S1-01 pro-forma	S1 - 02	Evolution	hors Bisel
Produit Net Bancaire	3 095	2 881	(6,9%)	+2,3%
Charges d'exploitation	(2 104)	(1 979)	(5,9%)	+4,3%
Résultat brut d'exploitation	991	902	(9,0%)	(1,7%)
Coût du risque	(163)	(115)	(29,4%)	+8,6%
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	447	210	(53,0%)	(53,0%)
Résultat net sur actifs immobilisés	38	(96)	n.a.	n.a.
Résultat courant avant impôt	1 313	901	(31,4%)	(27,0%)
Résultat net	800	586	(26,8%)	(17,4%)
Résultat net part du Groupe	788	576	(26,9%)	(14,3%)
Résultat net part du Groupe avant survaleurs	908	726	(20,0%)	(8,5%)

Résultats Consolidés de Crédit Agricole S.A.

Renforcement des ratios prudentiels

- Capitaux propres stables sur le semestre après distribution du dividende
- Renforcement des fonds propres Tier 2
- Réduction des risques pondérés (-7 Md € sur le semestre)



Résultats S1-2002 du Groupe

Conclusion

- Bonne résistance, des métiers dans un environnement défavorable
- Plan stratégique IntesaBci
- Recentrage géographique en voie d'achèvement
- Solidité financière encore accrue

Tendances du semestre

Résultats des pôles

Banque de proximité en France

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Banque de grande clientèle

Banque de détail à l'étranger

Gestion pour compte propre et divers

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Conclusion

Annexes

Résultats Consolidés S1-2002 de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé de Crédit Agricole S.A.

en m €	S1 - 2001 pro-forma*	S1 - 2002	Evolution
Produit net bancaire	3 095	2 881	(6,9%)
Charges d'exploitation	(2 104)	(1 979)	(5,9%)
Résultat brut d'exploitation	991	902	(9,0%)
Couût du risque	(163)	(115)	(29,4%)
<i>dont : couût du risque de crédit</i>	<i>(178)</i>	<i>(207)</i>	+16,3%
Mises en équivalence	447	210	(53,0%)
Résultat net sur actifs immobilisés	38	(96)	n.a.
Résultat courant	1 313	901	(31,4%)

* Les variations par rapport aux précédentes données pro-forma proviennent de l'ajustement aux montants définitifs des investissements réalisés fin 2001 au capital des Caisses Régionales et des filiales spécialisées

Résultats Consolidés S1-2002 de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé de Crédit Agricole S.A.

en m €	S1 - 2001 pro-forma*	S1 - 2002	Evolution
Résultat courant	1 313	901	(31,4%)
Exceptionnel	(16)	(102)	n.s.
Impôts	(528)	(114)	n.s.
Amortissement des écarts d'acquisition	(120)	(150)	+25,0%
Dotation au FRBG	151	51	n.s.
Résultat net	800	586	(26,8%)
Résultat net part du groupe	788	576	(26,9%)
Résultat net part du groupe avant écarts d'acquisition	908	726	(20,0%)

* Les variations par rapport aux précédentes données pro-forma proviennent de l'ajustement aux montants définitifs des investissements réalisés fin 2001 au capital des Caisses Régionales et des filiales spécialisées

Résultats Consolidés S1-2002 de Crédit Agricole S.A.

Éléments techniques

- Variations de change : stabilité du cours moyen du dollar
- Variations de périmètre :
 - déconsolidation de Bisel (au 1er janvier 2002)
 - consolidation de Lukas / EFL (intégration globale en S2-01)
 - consolidation de Rue Impériale (mise en équivalence en S2-01)
 - ajustements sur les pôles
- Effets non-récurrents liés à la préparation de la cotation en 2001
 - hypothèses retenues pour les pro-forma
 - préparation de la cotation (en S1-2001)

Comptes pro forma consolidés

Comparaison avec les comptes semestriels publiés en 2001

Ajustement des pro-forma S1-01 aux conditions définitives des opérations de préparation de la cotation

en m €	S1 - 01 publie	S1 - 01 pro-forma	S1 - 01 Pro-forma ajuste(*)	S1 - 02
Produit Net Bancaire	3 234	3 078	3 095	2 881
Resultat Brut d'Exploitation	1 132	966	991	902
Couût du risque	(160)	(164)	(163)	(115)
Mises en equivalence	244	447	447	210
Resultat net sur actifs immobilisés	38	39	38	(96)
Resultat courant avant impôts	1 254	1 288	1 313	901
Resultat exceptionnel	(16)	(16)	(16)	(102)
Impôt	(580)	(519)	(528)	(114)
Amortissement des ecartis acquisition	(117)	(121)	(120)	(150)
Dotations au FRBG	150	151	151	51
Resultat net	691	783	800	586
Interets minoritaires	110	12	12	10
Resultat net part du Groupe	581	771	788	576
Resultat net part du Groupe avant survaleurs	698	892	908	726

* ajustement du couût de la dette, des effets impôts et des montants de badwills/goodwills sur base des montants réels observés en S2-01

Comptes pro forma consolidés

Comparaison avec les comptes semestriels publiés en 2001

- Reclassements des filiales de moyens dans le pôle "Gestion pour compte propre et divers"

en m €		PNB	Charges	RBE
Banque de proximité en France	S1-01 pro-forma publié	410	(256)	154
	S1-01 pro-forma retraite	366	(215)	151
	Transferts	(44)	+41	(3)
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	S1-01 pro-forma publié	708	(375)	333
	S1-01 pro-forma retraite	690	(359)	331
	Transferts	(18)	+16	(2)
Banque de grande clientèle	S1-01 pro-forma publié	1 433	(1 017)	416
	S1-01 pro-forma retraite	1 405	(1 016)	389
	Transferts	(28)	+1	(27)
Banque de détail à l'étranger	S1-01 pro-forma publié	390	(293)	97
	S1-01 pro-forma retraite	388	(291)	97
	Transferts	(2)	+2	0
Gestion pour compte propre et divers	S1-01 pro-forma publié	137	(171)	(34)
	S1-01 pro-forma retraite	246	(223)	23
	dont effets des transferts	+92	(60)	32

- Transferts S1-02 : CPR AM ; CA IS Bank ; Bradesco

Allocation des fonds propres

Méthodologie d'allocation des fonds propres

■ Rappel de la méthodologie

Banque de proximité	5% des risques pondérés (comprenant 25% des encours pondérés des Caisses Regionales) + survaleurs
Gestion d'actifs, assurance et banque privée	6% des encours pondérés ou 3 mois de charges d'exploitation (si supérieur) ; Assurance : exigences réglementaires majorées de 5% + survaleurs
Banque de grande clientèle	7% des encours pondérés (crédit et marché) 50% de la valeur des titres détenus par les entités de capital investissement + survaleurs
Banque de détail à l'étranger	6% des risques pondérés majorés de 50% de la valeur des sociétés mises en équivalence et des titres de participation dans des établissements financiers à l'étranger + survaleurs
Gestion pour compte propres divers	6 ou 7% selon les risques liés aux encours affectés à ce pôle 50% de la valeur des titres détenus par les entités exerçant des activités de portefeuille Les fonds propres comptables pour les entités de moyens + survaleurs

Risques pondérés : calculés sur la base des exigences prudentielles tant en matière bancaire qu'en matière d'assurance

Allocation des fonds propres

Evolution des risques pondérés retenus pour l'allocation

en Md €	2000	S1 - 01	2001	S1 - 02
Banque de proximité en France	56,0	58,6	59,2	62,0
<i>dont Caisses Régionales</i>	<i>40,5</i>	<i>42,6</i>	<i>42,6</i>	<i>44,9</i>
<i>dont filiales</i>	<i>15,4</i>	<i>16,0</i>	<i>16,6</i>	<i>17,1</i>
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	6,3	7,5	7,5	8,3
Banque de grande clientèle	63,4	69,3	64,3	62,6
<i>dont Banque de marché et d'investissement</i>	<i>15,4</i>	<i>19,1</i>	<i>16,6</i>	<i>24,6</i>
<i>dont Banque de financement</i>	<i>48,0</i>	<i>50,2</i>	<i>47,7</i>	<i>38,0</i>
Banque de détail à l'étranger	5,6	3,5	7,8	4,4
Gestion pour compte propre et divers	10,1	11,6	10,4	9,4

Allocation des fonds propres

Fonds propres alloués des pôles

en Md €	S1 - 01 (100%)	2001 (100%)	S1 - 02 (100%)
Banque de proximité en France	3,5 22,0%	3,2 22,0%	3,5 22,5%
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	3,1 19,7%	3,0 20,6%	3,6 23,2%
Banque de grande clientèle	5,1 32,1%	4,6 31,9%	4,8 31,1%
<i>dont Banque de marché et d'investissement</i>		1,5	2,0
<i>dont Banque de financement</i>		3,1	2,8
Banque de détail à l'étranger	2,7 16,9%	2,8 19,0%	2,8 18,3%
Gestion pour compte propre et divers	1,5 9,3%	1,0 6,9%	0,7 4,8%

Evolution du coût du risque

Analyse du coût du risque par pôle d'activité

en m €	S1 - 01 pro-forma	S2 - 01 pro-forma	S1 - 02
Banque de proximité en France	(49)	(51)	(49)
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	(14)	13	(25)
Banque de grande clientèle	(91)	(70)	(105)
Banque de détail à l'étranger	(101)	(171)	(81)
Gestion pour compte propre et divers	92*	71	145**
Evolution du coût du risque	(163)*	(208)	(115)**

* Dont : S1-01 : +122 m € de reprise de provisions prudentielles fonction organe central (préparation de la cotation)

** Dont : S1-02 : +92 m € de reprise de provisions prudentielles Bradesco

Stock de provisions “prudentielles” et FRBG

Evolution par nature

Crédit Agricole S.A (en m €)	S1 - 01 pro-forma	S2 - 01 pro-forma	S1 - 02
Provisions de passif couvrant des risques sectoriels et autres provisions credits (hors douteux et litigieux)	593	553	439
Provisions risques pays	581	599	416
FRBG Epargne logement	901	936	886
FRBG autres	627	780	778
<i>dont “Fonds de Garantie”</i>	457	610	610
<i>Autres</i>	170	170	168
Evolution des provisions “prudentielles” et du FRBG	2 702	2 868	2 519
Caisses Régionales (en m €)	S1 - 01	S2 - 01	S1 - 02
Evolution des FRBG (à 100%)	1 298	2 403	2 506

Evolution des fonds propres consolidés

Répartition du capital et détermination du Résultat net par action

Répartition du capital :	2001	S1 - 2002
SAS Rue la Boétie	682 717 240	682 717 240
SNC Crédit Agricole transactions *	-	26 903 605
Titres détenus par des sociétés du Groupe **	2 009 482	4 334 482
Public (dont salariés)	287 483 177	258 254 572
Total des titres émis	972 209 899	972 209 899
Nombre moyen de titres retenu pour la détermination du résultat net par titre	775 789 439	969 195 676
Résultat net - part du Groupe (non pro-forma)	1 067 m €	576 m €
Résultat net par action	1,375 €	1,189 € ***

* Actions acquises dans le cadre de la fenêtre de liquidité et faisant l'objet d'un lock-up

** Actions détenues par des sociétés du Groupe non maintenues au bilan consolidé (CRC 2000 -02)

*** S1-2002: valeur moyenne annualisée

Evolution des fonds propres consolidés

Capitaux propres, FRBG et dettes subordonnées

en m €	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	FRBG	Dettes subordonnées
30 juin 2001 (non pro-forma)	12 122	3 186	15 308	1 528	6 891
31 décembre 2001 (non pro-forma)	14 994	690	15 684	1 716	9 574
dividendes versés en 2002	(535)	(35)	(570)		
résultats S1-2002	576	10	586	(51)	
variation de la quote part de réserves des Caisses Régionales	89*		89*		
variation des réserves de conversion	(114)	(26)	(140)		
variation des titres d'auto-contrôle	(42)		(42)		
autres	14	(181)	(167)		1 743
30 juin 2002	14 982	458	15 440	1 664	11 317

* Fraction du dividende versé par Crédit Agricole S.A. et perçu par les Caisses Régionales mises en équivalence (25%)

Notations

Notations long terme des émissions du groupe

■ Standard and Poor's	AA
■ Moody's	Aa1
■ Fitch	AA+

Banque de proximité en France – Caisses Régionales

Progression dynamique et robuste de la contribution des Caisses Régionales

en m € - données sociales agrégées des 46 Caisses Régionales mises en équivalence	S1 - 01	S1 - 02	Variations
Produit Net Bancaire	5 021	5 212	+3,8%
Charges d'exploitation	(3 049)	(3 118)	+2,3%
Résultat brut d'exploitation	1 971	2 094	+6,2%
Coût du risque	(314)	(343)	+9,3%
Résultat net sur actifs immobilisés	(4)	5	n.s.
Résultat courant	1 653	1 755	+6,2%
Résultat exceptionnel	(165)	(53)	n.s.
Impôt	(409)	(462)	+13,1%
Dotations aux FRBG	(54)	(102)	+89,1%
Résultat net social cumulé	1 026	1 137	+10,8%
Résultat net mis en équivalence (à 100%)	1 025	1 081	+5,4%
Résultat net mis en équivalence (à 25%)	256	270	+5,4%
Elimination des dividendes intra-groupe	(112)	(89)	(21,1%)
Variation de quote part dans les réserves	-	11	n.a.
Contribution des Caisses Régionales	144	192	+33,7%

Banque de proximité en France

Données clés de SOFINCO

en m €	S1 - 01	S1 - 02	Evolution S1/S1
Produit Net Bancaire	323	364	+12,6%
Frais de gestion	(195)	(215)	+10,3%
Dotation aux amortissements	(9)	(9)	+7,6%
Résultat brut d'exploitation	119	139	+16,8%
Coût du risque	(39)	(48)	+23,4%
Résultat d'exploitation	80	91	+13,7%
Quote-part des sociétés mises en équivalence	2	2	-
Résultat net sur actifs immobilisés	0	1	-
Résultat courant avant impôt	82	95	+15,1%
Résultat net exceptionnel	0	0	-
Impôt	(27)	(33)	+19,5%
Amortissement de survaleur	1	0	-
Résultat net part du Groupe	54	61	+12,1%
Quote-part résultat net des filiales à l'étranger	6,6	6,5	

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de CAAM

en m €	S1 - 01	S1 - 02	Evolution S1/S1
Chiffre d'affaires net des rétrocessions	167	184	+10,2 dont
<i>commissions de gestion</i>	<i>155</i>	<i>172</i>	<i>+10,7%</i>
<i>charges d'exploitation</i>	<i>(96)</i>	<i>(113)</i>	<i>+17,3%</i>
Résultat brut d'exploitation	72	72	=
Produits financiers	18	6	(69,1%)
Résultat courant	89	77	(13,5%)
Eléments exceptionnels	(10)	(1)	n.a.
Impôts	(32)	(28)	(12,5%)
Sociétés mises en équivalence	-	-	
Amortissement des écarts d'acquisition	(4)	(8)	x2
Résultat net part du Groupe	43	40	(7,5%)

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de la Banque privée

en m €	S1 - 01	S1 - 02	Evolution S1/S1
Produit Net Bancaire	226	200	(11,5%)
Charges d'exploitation	(173)	(172)	(0,6%)
Résultat brut d'exploitation	53	28	(47,2%)
Coût du risque	4	(13)	n.a.
Résultat d'exploitation	57	15	(73,7%)
Sociétés mises en équivalence	1	2	-
Résultat avant impôts	58	17	(70,7%)

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de Predica

en m €	S1 - 01	S1 - 02	Evolution S1/S1
Primes nettes	5 214	5 225	+0,2%
Chargements perçus	411	457	+11,2%
Produits financiers nets	1 899	2 062	+8,6%
Frais généraux	(25)	(26)	+6,2%
Commissions de distribution	(308)	(360)	+16,9%
Résultat technique	64	48	(25%)
Résultat net part du Groupe	122	151	+23,8%
Frais de gestion sur encours gérés	0,9%	1,0%	
Capitaux propres et réserves	2 439	2 550	+4
Provisions techniques et brutes	74 372	80 839	+8,7%
Total bilan	80 598	87 123	+8,1%

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de Predica

- Progression des réserves financières à 3,3 Md € (soit 4,3 % des provisions techniques)
- Rating des obligations en portefeuille : 67,8% AAA ; 30,6% AA ; 1,1% A

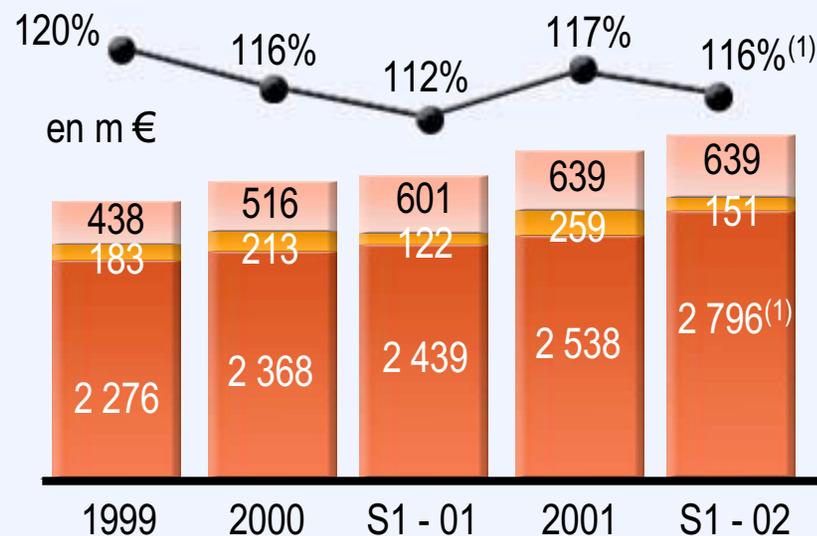
Progression des réserves financières

en m €



Progression de la marge de solvabilité

en m €



1. Après capitalisation des dividendes versés en 2002 (246 m €)

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de Pacifica

en m €	S1 - 01	S1 - 02	Evolution S1/S1
Nombre de contrats	2 624 317	2 942 076	+12,1%
Nombre de sinistres	145 009	150 011	+3,5%
Chiffre d'affaires	273,9	310,4	+13,3%
Ratio S/C	73,1%	66,7%	
Ratio combiné *	97,0%	95,3%	
Commissions de distribution	(51,1)	(72,6)	+42,1%
Frais généraux nets	(10,8)	(11,9)	+10,2%
Résultat courant	7,8	9,2	+17,9%
Impôts	(2,5)	(3,1)	+24,8%
Résultat net part du groupe	5,3	6,0	+12,8%

* (charges techniques / cotisations acquises) + (frais de gestion / cotisations émises)

Banque de grande clientèle

Données clés de CAI

en m €	S1 - 01	S1 - 02	Evolution S1/S
Produit Net Bancaire	1 640	1 433	(12,6%)
Charges d'exploitation	(1 231)	(1 125)	(8,6%)
Résultat brut d'exploitation	409	308	(24,7%)
Couût du risque	(124)	(114)	(8,1%)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	33	43	+30,3%
Résultat sur actifs immobilisés	26	50	x2
Résultat courant avant impôts	344	287	(16,6%)
Résultat exceptionnel + Impôts + FRBG	(83)	(62)	(25,3%)
Résultat net⁽¹⁾ avant amortissement des écarts d'acquisition	261	225	(13,8%)
Résultat net	228	194	(14,9%)

Banque de grande clientèle

Politique de réallocation des actifs et effets induits sur le PNB

- Réallocation géographique marquée des actifs de Banque commerciale et de Financements d'actifs

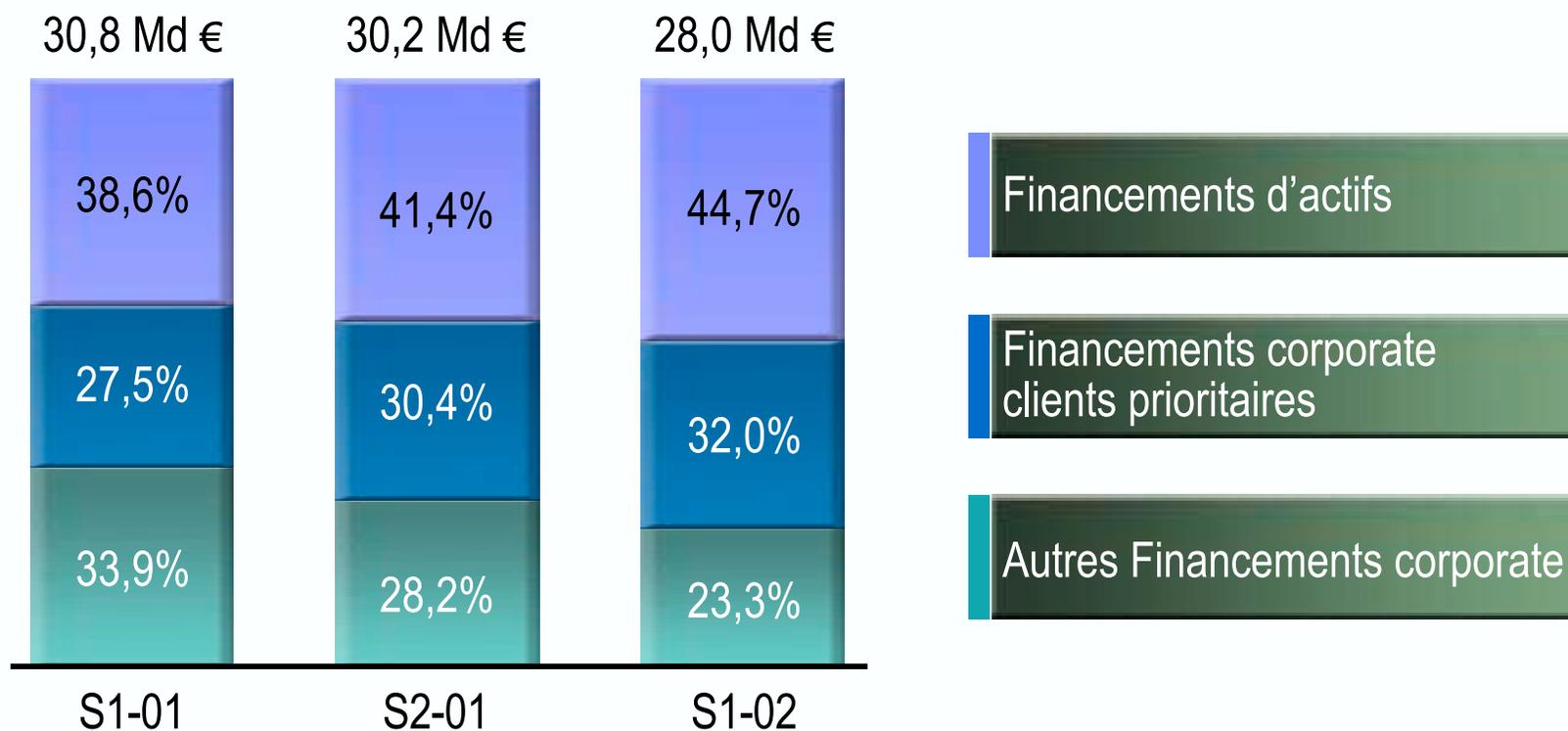
	30/06/01			30/06/02			Déformation	
	Encours pondérés en Md€	% des encours pondérés	% du PNB	Encours pondérés en Md€	% des encours pondérés	% du PNB	Evolution du % des encours pondérés	Evolution du % du PNB
France	19	43%	35%	17	48%	38%	+5%	+2%
Europe	7	15%	12%	7	19%	16%	+4%	+4%
Asie	8	17%	15%	6	15%	13%	(2%)	(3%)
Amériques	7	15%	15%	3	10%	13%	(6%)	(2%)
Afrique & Moyen-Orient	4	9%	22%	3	8%	21%	0%	(1%)
Total	43,3	100%	100%	36,3	100%	100%		

* Données consolidées sur le périmètre Groupe CAI

Banque de grande clientèle

Poursuite du recentrage sur la clientèle stratégique

■ Encours nets de la Banque de financement par activité



* Données consolidées sur le périmètre Groupe CAI

Banque de grande clientèle

Diversification sectorielle des risques

Répartition des encours nets de la Banque de financement

Secteur	en %
Transport	19,1%
Maritime	13,1%
Aéronautique	2,8%
Autres	3,3%
Energie	9,3%
Commerce	9,1%
Opérateurs Telecom	6,6%
Holdings	6,4%
Mat. Base	4,4%
Autres Industries	3,9%
Immobilier	3,8%
Chimie	3,3%
Administrations	3,1%
Communication	3,0%
Metallurgie	2,8%

Secteur	en %
Négoce	2,7%
Agro Alimentaire	2,5%
BTP	2,3%
Banques & Ets Financiers	2,1%
Materiel Transport	2,0%
Services Publics	1,7%
Conseil	1,6%
Textile	1,5%
Equipements Electriques	1,4%
Hotel Loisirs	1,3%
Assurances	1,3%
Bois Papier	1,0%
Exploitations Agricoles	0,7%
Equipementiers Telecom	0,4%
Autres	2,7%

Encours nets au 30/06/2002 : 28,0 Md €

1. Chiffres sur la base du périmètre CAI hors Banque Privée, Etats, banques centrales, institutions financières

Banque de grande clientèle

Exposition aux risques de marché

- Evolution sur le S1-02 de l'exposition aux risques des activités de marché de Credit Agricole S.A.

en m €	VAR (99% - 10 jours)				
	1er janvier - 20 juin 2002			30 Juin 2002	31 décembre 2001
	Minimum	Maximum	Moyenne		
Risque sur les positions fermes de taux	15,3	34,3	22,4	19,5	48,1
Risque sur les livres d'option de taux	9,6	13,3	11,6	10,0	17,4
Risque de 'spread émetteur'	71,2	87,3	82,8	82,6	75,4
Risque sur les positions fermes de change	1,6	5,4	2,7	5,4	2,7
Risque sur les options de change	1,1	3,0	2,0	2,1	1,1
Risque sur les actions et dérivés actions	26,1	36,4	30,4	29,3	46,5
Risque sur les matières premières	2,3	4,5	3,3	2,3	3,0
Risque sur les montages structurés	7,2	12,6	9,2	7,4	9,8

Banque de grande clientèle

Principales participations de capital investissement

Participation	Secteur	% detenu S1 - 02	Date d'acquisition	Investissement (m €)	Valeur boursiere (m €)
Marionnaud Parfumerie	Distribution de parfums	9,70%	1998	52,0	68,9
Salins International Holding	Production et distribution de sel marin	41,83%	2000	38,8	Nd
Elior	Restauration concédée	7,74%	1997	33,0	65,5
Bacou-Dalloz	Protection individuelle	5,47%	2001	32,0	45,7
Neopost	Affranchissement de courrier	6,35%	1997	31,2	77,5
Laboratoires Thea	Ophthalmologie	19,05%	2002	24,4	Nd
Loxam	Location de matériels	19,02%	1994	23,2	Nd
Poincaré Participations	Holding du bureau Veritas (expertise)	29,47%	1996	23,1	Nd
Oberthur Card Systems	Fabrication de cartes à puce	6,92%	1999	23,0	15,9
Norac	Brioches & viennoiseries	20,74%	2002	19,6	Nd
Paprec	Récupération et valorisation de déchets	28,33%	2000	17,0	Nd
F.C. Oberthur Fiduciaire	Imprimerie fiduciaire	10,39%	1993	16,4	Nd
Pomona	Grossiste denrées alimentaires	15,62%	1993	14,9	Nd
Ortec Expansion	Services à l'industrie	17,61%	1999	14,5	Nd

Plus-values latentes estimées des portefeuilles UI / IDIA : 30/06/01 : 425 m € 30/06/02 : 410 m €

Gestion pour compte propre et divers

Effets de la préparation financière de la cotation au S1-01 : Rappel

en m €	S1 - 01 pro-forma	dont effets liés à la préparation à la cotation				S1-01 pro-forma hors cotation
		Décentralisation complémentaire	Effet sur la provision épargne logement	FRBG "fonds de garantie"	Reprises de prov. organe central & CRC 00-06	
Résultat brut d'exploitation	23	-	-	-	-	23
Coût du risque	92				122	(30)
Sociétés mises en équivalence	52					52
Résultat sur actifs immobilisés	38					38
Résultat courant	205	-	-	-	122	83
Exceptionnel	(19)	(383)	383		15	(34)
Impôts	(319)	(108)	(140)		(5)	(67)
Dotations au FRBG	146	602		(457)		1
Résultat net avant goodwill	13	111	244	(457)	132	(17)
Total des effets non-récurrents liés à la préparation de la cotation						+ 29 m €

I Comptes consolidés

Sommaire

Bilan consolidé.....	72
Hors bilan consolidé	74
Comptes de résultat consolidés	75
Annexe aux comptes consolidés	76
Note 1 - Cadre juridique et financier	76
Note 2 - Principes, méthodes comptables et périmètre de consolidation	78
Note 3 - Créances sur les établissements de crédit	101
Note 4 - Opérations avec la clientèle et crédit-bail	102
Note 5 - Titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et d'investissement	104
Note 6 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme non consolidés.....	107
Note 7 - Participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence	109
Note 8 - Immobilisations corporelles et incorporelles	109
Note 9 - Variation de l'actif immobilisé	110
Note 10 - Autres actifs et comptes de régularisation	111
Note 11 - Provisions inscrites en déduction de l'actif	111
Note 12 - Écarts d'acquisition	112
Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle	112
Note 14 - Comptes créditeurs de la clientèle	113
Note 15 - Dettes représentées par un titre	114
Note 16 - Autres passifs et comptes de régularisation	115
Note 17 - Provisions pour risques et charges	115
Note 18 - Fonds pour risques bancaires généraux	116
Note 19 - Dettes subordonnées - Analyse par durée résiduelle	116
Note 20 - Variation des capitaux propres hors Fonds pour risques bancaires généraux	117
Note 21 - Composition des fonds propres	119
Note 22 - Contributions par devise au bilan consolidé	119
Note 23 - Opérations de change et emprunts en devises non dénoués	119
Note 24 - Opérations sur instruments financiers à terme	120
Note 25 - Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	121
Note 26 - Revenus des titres	122
Note 27 - Produits nets des commissions	122
Note 28 - Prestations de services bancaires et financiers	122
Note 29 - Solde des opérations sur portefeuilles de négociation	123
Note 30 - Solde des opérations sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	123
Note 31 - Charges générales d'exploitation	123
Note 32 - Coût du risque	124
Note 33 - Résultat net sur actifs immobilisés	125
Note 34 - Impôt sur les bénéfices	126
Note 35 - Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	127
Note 36 - Résultat exceptionnel	127
Note 37 - Informations relatives aux résultats des activités bancaires	128
Note 38 - Notes spécifiques à l'activité d'assurance	131

Bilan consolidé de Crédit Agricole S.A.

(aux 30 juin 2002, 31 décembre 2001 et 30 juin 2001)

Actif						
(En millions d'euros)	Notes	30/06/2002	31/12/2001	31/12/2001 pro forma	30/06/2001	30/06/2001 pro forma
Opérations interbancaires et assimilées		107 500	92 874	92 048	106 133	105 388
Caisse, banques centrales, C.C.P.		3 045	3 660	3 660	3 096	3 096
Effets publics et valeurs assimilées	5, 5.1, 5.2 et 5.3	34 529	25 121	25 121	30 546	30 546
Créances sur les établissements de crédit	3 et 3.1	69 926	64 093	63 267	72 491	71 746
Opérations internes au Crédit Agricole	3	146 344	141 630	141 630	144 073	144 080
Opérations avec la clientèle	4, 4.1, 4.2 et 4.3	65 105	69 765	69 765	67 020	67 083
Opérations de crédit-bail et assimilées	4, 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4	6 558	6 485	6 486	6 349	6 349
Opérations sur titres		58 567	58 629	58 629	59 971	59 968
Obligations et autres titres à revenu fixe	5, 5.1, 5.2 et 5.3	35 865	36 349	36 349	35 588	35 549
Actions et autres titres à revenu variable	5 et 5.1	22 702	22 280	22 280	24 383	24 419
Placements des entreprises d'assurance	38.1	82 608	79 390	79 390	75 954	76 412
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	38.3	107	101	101	63	97
Valeurs immobilisées		15 804	16 102	15 978	9 907	15 989
Participations, parts dans des entreprises liées et autres titres détenus à long terme	6, 6.1 et 9	3 302	3 592	3 589	4 299	4 223
Participations et parts dans des entreprises liées mises en équivalence	7	11 081	10 823	10 702	3 729	9 886
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 et 9	1 421	1 687	1 687	1 879	1 880
Écarts d'acquisition	12	1 761	1 895	1 928	1 327	1 520
Comptes de régularisation et actifs divers		29 519	28 196	28 491	26 415	26 921
Autres actifs	10	18 434	16 755	16 755	15 686	15 693
Autres actifs d'assurance	38.2	403	532	532	191	326
Comptes de régularisation	10	10 682	10 909	11 204	10 538	10 902
Total actif		513 873	495 067	494 446	497 212	503 807

Passif

(En millions d'euros)

	Notes	30/06/2002	31/12/2001	31/12/2001 pro forma	30/06/2001	30/06/2001 pro forma
Opérations interbancaires et assimilées		81 544	70 305	70 305	78 962	82 302
Banques centrales, C.C.P		38	21	21	35	35
Dettes envers les établissements de crédit	13	81 506	70 284	70 284	78 927	82 267
Opérations internes au Crédit Agricole	13	20 140	24 053	24 053	22 337	22 337
Comptes créditeurs de la clientèle		199 785	200 681	200 681	201 662	201 657
Comptes d'épargne à régime spécial	14, 14.1 et 14.2	139 055	138 221	138 221	135 917	135 917
Autres dettes	14, 14.1 et 14.2	60 730	62 460	62 460	65 745	65 740
Dettes représentées par un titre	15 et 15.1	65 352	57 562	57 562	58 988	58 955
Provisions techniques des entreprises d'assurance	38.3	81 433	77 687	77 687	74 411	74 903
Comptes de régularisation et passifs divers		34 588	34 542	34 153	33 265	33 078
Autres passifs	16	18 345	21 508	21 347	21 487	21 305
Autres passifs d'assurance	38.4	302	377	377	199	226
Comptes de régularisation	16	15 941	12 657	12 429	11 579	11 547
Provisions et dettes subordonnées		13 927	12 837	12 831	10 751	13 999
Provisions pour risques et charges	17	2 610	3 263	3 257	3 860	4 053
Dettes subordonnées	19	11 317	9 574	9 574	6 891	9 946
Fonds pour risques bancaires généraux	18	1 664	1 716	1 716	1 528	1 528
Intérêts minoritaires	20	458	690	689	3 186	960
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	20	14 982	14 994	14 769	12 122	14 088
Capital souscrit		2 904	2 911	2 911	2 318	2 503
Primes d'émission		6 516	6 516	6 516	4 627	6 861
Subventions d'investissement		121	112	112	101	101
Réserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur mises en équivalence		4 865	4 388	3 762	4 495	3 835
Résultat de l'exercice		576	1 067	1 468	581	788
Total passif		513 873	495 067	494 446	497 212	503 807

Hors bilan consolidé de Crédit Agricole S.A.

(aux 30 juin 2002, 31 décembre 2001 et 30 juin 2001)

(En millions d'euros)	30/06/2002	31/12/2001	31/12/2001 pro forma	30/06/2001	30/06/2001 pro forma
Engagements donnés	79 807	71 326	71 321	86 965	87 427
Engagements de financement	40 000	38 976	38 976	43 403	43 840
Engagements en faveur d'établissements de crédit	6 227	2 876	2 876	2 773	2 753
Engagements en faveur du Crédit Agricole	1 211	1 337	1 337	1 280	1 280
Engagements en faveur de la clientèle	32 562	34 763	34 763	39 350	39 807
Engagements de garantie	29 802	29 097	29 091	32 293	32 293
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	9 210	8 079	8 079	11 286	11 286
Engagements en faveur du Crédit Agricole	25	27	26	2 589	2 589
Engagements d'ordre de la clientèle	20 567	20 991	20 986	18 418	18 418
Engagements donnés par les entreprises d'assurance	830	832	833	633	658
Engagements sur titres	9 175	2 421	2 421	10 636	10 636
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	3	6	6		
Autres engagements donnés	9 172	2 415	2 415	10 636	10 636

(En millions d'euros)	30/06/2002	31/12/2001	31/12/2001 pro forma	30/06/2001	30/06/2001 pro forma
Engagements reçus	42 802	35 114	35 114	38 805	38 831
Engagements de financement	4 911	4 682	4 682	2 519	2 520
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 804	1 160	1 160	944	944
Engagements reçus du Crédit Agricole	2 967	3 025	3 025	1 543	1 543
Engagements reçus de la clientèle	140	497	497	32	33
Engagements de garantie	15 915	17 561	17 561	19 261	19 261
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 500	2 849	2 849	3 260	3 260
Engagements reçus du Crédit Agricole	6	7	7	9	9
Engagements reçus de la clientèle	13 409	14 705	14 705	15 992	15 992
Engagements reçus par les entreprises d'assurance	9 385	9 385	9 385	9 360	9 385
Engagements sur titres	12 591	3 486	3 486	7 665	7 665
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise					
Autres engagements reçus	12 591	3 486	3 486	7 665	7 665

Hors bilan : autres informations

Opérations de change et emprunts en devises : note 23

Opérations sur instruments financiers à terme : notes 24 et 24.1

Comptes de résultat consolidés de Crédit Agricole S.A.

(aux 30 juin 2002, 31 décembre 2001 et 30 juin 2001)

(En millions d'euros)	Notes	30/06/2002	31/12/2001	31/12/2001 pro forma	30/06/2001	30/06/2001 pro forma
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés						
Intérêts et produits assimilés	25 et 26	11 096	24 151	24 152	12 241	12 243
Intérêts et charges assimilés	25 et 26	(10 347)	(22 826)	(23 110)	(11 785)	(11 935)
Revenus des titres à revenu variable	26	123	215	215	188	187
Commissions nettes	27 et 28	9	396	396	239	188
Produits nets sur opérations financières						
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	29	917	2 444	2 444	1 308	1 308
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	30	263	812	812	511	512
Autres produits nets d'exploitation bancaire		172	204	203	74	73
Marge brute des activités d'assurance	38.5	641	1 195	1 196	453	518
Produits nets des autres activités		7	7	6	1	1
Produit net bancaire		2 881	6 598	6 314	3 230	3 095
Charges générales d'exploitation	31	(1 849)	(4 042)	(4 042)	(1 963)	(1 969)
Frais de personnel	31.1 et 31.2	(1 068)	(2 278)	(2 278)	(1 112)	(1 118)
Autres frais administratifs	31.3	(781)	(1 764)	(1 764)	(851)	(851)
Dotations aux amortissements		(130)	(308)	(309)	(135)	(135)
Résultat brut d'exploitation		902	2 248	1 963	1 132	991
Coût du risque	32	(115)	(366)	(371)	(160)	(163)
Résultat d'exploitation		787	1 882	1 592	972	828
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	35	210	305	704	244	447
Résultat net sur actifs immobilisés	33	(96)	34	31	38	38
Résultat courant avant impôt		901	2 221	2 327	1 254	1 313
Résultat net exceptionnel	36	(102)	333	333	(16)	(16)
Impôt sur les bénéfices	34	(114)	(861)	(761)	(580)	(528)
Amortissement des écarts d'acquisition		(150)	(296)	(297)	(117)	(120)
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		51	(44)	(44)	150	151
Résultat net		586	1 353	1 558	691	800
Intérêts minoritaires		10	286	90	110	12
Résultat net part du groupe		576	1 067	1 468	581	788
Résultat net part du groupe par action		1,189	1,375		1,556	

Les méthodes de calcul du résultat de base par action sont fondées sur l'avis n°27 de l'Ordre des Experts Comptables.

Le résultat de base par action correspondant au résultat net -part du groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

* En 2001, Crédit Agricole S.A. applique la totalité des dispositions du règlement CRC 2000-04 pour la présentation des états de synthèse consolidés; à ce titre les éléments relatifs au provisionnement des intérêts sur créances douteuses ou litigieuses figurent en "intérêts et produits assimilés" et non plus en "coût du risque". Les comptes au 30 juin 2001 sont retraités suivant cette présentation. Par ailleurs les "autres produits divers d'exploitation" ont été reclassés de "produits nets d'exploitation bancaire" à "frais administratifs".

Annexe aux comptes consolidés

(aux 30 juin 2002, 31 décembre 2001 et 30 juin 2001)

> Note 1 Cadre juridique et financier

Crédit Agricole S.A. est une Société Anonyme au capital de 2 916 629 697 euros (soit 972 209 899 actions nominatives de 3 euros).

Les actions représentatives du capital de Crédit Agricole S.A. se répartissent de la façon suivante :

- SAS Rue La Boétie à hauteur de 70,22 % ;
- SNC Crédit Agricole Transactions à hauteur de 2,77 % ;
- Public (dont salariés) à hauteur de 27,01 %.

La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses Régionales, et la SNC Crédit Agricole Transactions est détenue par les Caisses Régionales (90 %) et par Segespar (10 %).

Les Caisses Régionales de Crédit Agricole sont des sociétés coopératives dont le statut et le fonctionnement sont définis par les lois et règlements codifiés dans le Code monétaire et financier.

Crédit Agricole S.A. coordonne leur action, leur octroie des avances au moyen des ressources qu'elles collectent en son nom, centralise leurs excédents de ressources monétaires et exerce à leur égard un pouvoir légal de tutelle conformément aux dispositions du Code monétaire et financier. Les spécificités de ces relations sont décrites au paragraphe suivant : "mécanismes financiers internes au Crédit Agricole".

La Loi bancaire du 24 janvier 1984, reprise dans le Code monétaire et financier, a confirmé Crédit Agricole S.A. dans son rôle d'organe central : à ce titre, cet établissement représente les Caisses Régionales auprès de la Banque de France, du Comité des Établissements de Crédit et de la Commission Bancaire.

Crédit Agricole S.A. est chargé de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect des normes de gestion destinées à en garantir la liquidité et la solvabilité.

Dans le cadre de son introduction en bourse en date du 14 décembre 2001, Crédit Agricole S.A. a pris une participation à hauteur de 25 % du capital de chacune des Caisses Régionales, à l'exception de la Caisse Régionale de la Corse. Cette prise de participation s'est effectuée par souscription de Certificats Coopératifs d'Associés et de rachats de Certificats Coopératifs d'investissement.

Crédit Agricole S.A. exerce un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des Caisses Régionales. Elle garantit la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau Crédit Agricole que de chacun des établissements de crédit qui lui sont affiliés.

Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a constitué au cours de l'exercice 2001, à hauteur de 609,8 millions d'euros, un fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité, destiné à lui permettre d'assurer son rôle d'organe central.

Ce fonds a été constitué par dotation aux fonds pour risques bancaires généraux.

Crédit Agricole S.A. a, par ailleurs, constitué un réseau de filiales pour prolonger, tant en France qu'à l'étranger, les activités du Crédit Agricole ou pour rendre des services plus larges à sa clientèle. Les comptes consolidés présentés ci-après décrivent la situation financière et les résultats de l'ensemble constitué par Crédit Agricole S.A., ses succursales et ses filiales.

Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole lui sont spécifiques.

Note 1.1 - Comptes ordinaires des Caisses Régionales

Les Caisses Régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A.,

qui enregistre les mouvements de fonds correspondant aux relations financières internes. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en : "opérations internes au Crédit Agricole - comptes ordinaires".

Note 1.2 - Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (emprunts obligataires, bons et comptes à terme assimilés, comptes et plans d'épargne-logement, comptes sur livrets, PEP, etc.) sont collectées par les Caisses Régionales au nom de Crédit Agricole S.A. Elles sont transférées à Crédit Agricole S.A. et figurent à ce titre à son bilan. Elles financent les avances faites aux Caisses Régionales pour leur permettre d'assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre réformes financières internes successives ont été mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses Régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, à compter du 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Deux autres types d'avances sont à distinguer :

- **les avances pour prêts bonifiés** qui refinancent les prêts à taux réduits fixés par l'État : celui-ci verse à Crédit Agricole S.A. une bonification pour combler la différence entre le coût de la ressource et le taux des prêts ;
- **les avances pour autres prêts** qui refinancent, à hauteur de 50 %, les prêts non bonifiés : ces avances de Crédit Agricole S.A. sont accordées aux Caisses Régionales sur justification de leurs engagements et ne peuvent être affectées qu'à la réalisation des prêts pour lesquels un accord préalable a été obtenu. Elles sont reversées au fur et à mesure du remboursement des prêts accordés.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses Régionales par Crédit Agricole S.A.

Note 1.3 - Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses Régionales

Les ressources d'origine monétaire des Caisses Régionales (dépôts à vue, dépôts à terme et certificats de dépôt négociables), peuvent être utilisées par celles-ci au financement de leurs prêts. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés dans des comptes ordinaires ou des comptes à terme parmi les "opérations internes au Crédit Agricole".

Note 1.4 - Placement des excédents de fonds propres des Caisses Régionales auprès de Crédit Agricole S.A.

Les excédents peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de trois à sept ans dont toutes les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

Note 1.5 - Opérations en devises

Crédit Agricole S.A. étant leur intermédiaire auprès de la Banque de France, les Caisses Régionales s'adressent à elle pour leurs opérations de change.

Note 1.6 - Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (comptes sur livrets, livrets d'épargne manuelle, d'épargne-entreprise, d'épargne populaire, Codevi, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, livret jeune) sont collectées par les Caisses Régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "comptes créditeurs de la clientèle".

Note 1.7 - Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés principalement par les Caisses Régionales et figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis,

en "dettes représentées par un titre" ou "provisions et dettes subordonnées".

> Note 2 Principes, méthodes comptables et périmètre de consolidation

Note 2.1 - Règles comptables communes aux comptes sociaux et aux comptes consolidés

Les opérations sont enregistrées dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires.

La présentation des états financiers consolidés de Crédit Agricole S.A. est conforme aux dispositions des règlements 99-07 et 2000-04 du Comité de la Réglementation Comptable relatifs à la consolidation des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

Crédit Agricole S.A. applique depuis le 1er janvier 2002 les dispositions du règlement n°2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux passifs. Ce règlement ne s'applique pas aux opérations dites de banque.

La première application de ce règlement a pour conséquence que les provisions jusqu'alors inscrites au passif du bilan et non conformes à la nouvelle définition des passifs doivent faire l'objet d'une reprise par capitaux propres, sans transiter par le résultat.

Néanmoins, compte tenu de la politique de provisionnement adoptée jusqu'au 31 décembre 2001, la première application de ce règlement n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes au 30 juin 2002.

2.1.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ; comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ; créances commerciales, autres

concours et comptes ordinaires pour la clientèle. Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Des provisions pour créances douteuses ou pour risques sont dotées lorsqu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer une part ou la totalité de leurs dettes ou de leurs engagements.

Les avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses Régionales ne représentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts primaires distribués par les Caisses Régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. A ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de provision sur les avances aux Caisses Régionales.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. applique les recommandations de la Commission Bancaire concernant le classement des créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour l'immobilier des particuliers) qui entrent dans la base provisionnable. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

2.1.2 - Intérêts pris en charge par l'État

Afin de permettre la distribution au secteur agricole et rural de prêts à taux réduits, fixés par l'Etat, ce dernier verse à Crédit Agricole S.A. une bonification

fondée sur la différence entre le coût des ressources empruntées par Crédit Agricole S.A. et l'intérêt des prêts à moyen ou long terme que fixe l'État.

Les acomptes sur bonification reçus de l'État au cours de l'exercice ainsi que le solde de la bonification correspondant à la différence entre les acomptes reçus et le montant estimé de la bonification restant à encaisser au titre de l'exercice sont enregistrés sous la rubrique "intérêts et produits assimilés".

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État. La dernière révision a été faite au cours de l'exercice 1989.

Les nouvelles modalités de calcul ont supprimé le décalage existant jusqu'alors entre le coût des ressources pris en compte pour le calcul de la bonification et les charges financières enregistrées en comptabilité pour les ressources concernées. Ce décalage avait donné lieu à l'enregistrement à l'actif d'une "bonification à recevoir" dont les montants résiduels sont progressivement rapportés au compte de résultat.

En outre, depuis le 1er janvier 1990, la distribution des prêts bonifiés a été ouverte à d'autres établissements de crédit. La bonification concurrentielle est désormais égale, pendant toute la durée de vie du prêt bonifié, à la différence entre le taux retenu à l'adjudication et le taux de sortie du prêt bonifié applicable à l'emprunteur.

2.1.3 - Portefeuilles de titres

Crédit Agricole S.A. applique le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, modifié par le règlement 2000-02 du Comité de la Réglementation Comptable, concernant :

- les valeurs mobilières françaises et étrangères,
- les Bons du Trésor,
- les titres de créances négociables émis en France ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger,
- les billets à ordre négociables.

Ces titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (bons du

Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable. Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation).

2.1.3.1 - Titres de transaction

Sont détenus dans ce portefeuille des titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Sont également enregistrés dans ce portefeuille les titres détenus durant une période supérieure à six mois dans le cadre d'activités de mainteneur de marché ou lorsque leur détention est liée à une opération de couverture ou d'arbitrage.

Ces titres sont enregistrés pour leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite au compte de résultat en "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation".

Lorsque des titres de transaction sont reclassés dans les titres de placement ou d'investissement, ils le sont au prix de marché du jour du transfert.

2.1.3.2 - Titres de placement

Sont considérés comme titres de placement les titres détenus durant une période supérieure à six mois, à l'exception des titres à revenu fixe destinés à être conservés jusqu'à leur échéance.

Des obligations en euros et en devises, des titres de SICAV et de Fonds communs de placement, constituent l'essentiel du portefeuille de titres de placement de Crédit Agricole S.A..

- Obligations et autres titres à revenu fixe

Les obligations sont enregistrées au pied du coupon et leurs coupons courus non échus, sous la rubrique : "intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie linéairement sur la durée de vie résiduelle du titre à l'exception des

titres du marché interbancaire pour lesquels l'amortissement actuariel est pratiqué.

- Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat sous la rubrique : "revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement sous la même rubrique.

À la clôture de l'exercice, lorsque la valeur probable de négociation d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les dotations et les reprises de provision pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique : "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

2.1.3.3 - Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille, telle que définie par le règlement 2000.02 du Comité de la Réglementation Comptable, consiste à investir, de façon régulière, une partie de ses actifs dans un portefeuille de titres pour en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

Des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus values de cession réalisées.

Il ne s'agit en principe que de titres à revenu variable. Leur évaluation est réalisée titre par titre.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives d'évolution générale de la société dont les titres sont détenus et de l'horizon de détention de ces titres.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue et tenant compte de l'horizon de détention.

La baisse ou la hausse du cours de bourse n'a donc pas nécessairement d'incidence sur la valeur d'inventaire.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés".

2.1.3.4 - Titres d'investissement

Sont considérés comme titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont adossés en taux ou en liquidité. À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

Lorsque l'adossement en taux ou en liquidité ne répond plus aux règles fixées par la Commission Bancaire, les titres sont reclassés parmi les titres de placement.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie linéairement sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de provision pour dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une provision est constituée.

2.1.3.5 - Autres titres détenus à long terme

Sont considérés comme des autres titres détenus à long terme, les titres détenus dans l'intention de

favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière compte tenu du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Leur évaluation est réalisée titre par titre.

Ces titres figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour obtenir ces titres, s'il avait à les acquérir, compte tenu de son objectif de détention. L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique "résultat net sur actifs immobilisés".

2.1.3.6 - Titres de participations non consolidées

Sont classés dans cette rubrique les titres dont la détention durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participations non consolidées sont enregistrés, lors de leur entrée à l'actif, à leur coût historique (valeur d'achat frais exclus ou valeur d'apport).

Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'usage. Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constatée après analyse au cas par cas en considérant, d'une part, le cours ou la valeur mathématique du titre et, d'autre part, les plus-values latentes éventuelles et les perspectives de la société portée.

Les dotations et les reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de

cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique : "résultat net sur actifs immobilisés".

2.1.3.7 - Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

2.1.4- Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.1.5 - Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans les "provisions et dettes subordonnées".

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite sous la rubrique : "intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Les frais d'émission sont généralement intégralement amortis la première année.

Les commissions de service financier, versées aux Caisses Régionales, sont comptabilisées en charges sous la rubrique : "commissions (charges)".

2.1.6 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges comprennent notamment les provisions concernant des engagements par signature, des engagements de retraite et de congés fin de carrière, des litiges, et des risques divers.

Crédit Agricole S.A. applique le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2000-06 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour risques et charges entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Les provisions pour risques et charges incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole S.A. a partiellement couvert les provisions constituées sur ses créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision intitulée "risques internes épargne-logement", qui permet à Crédit Agricole S.A. de couvrir les pertes futures liées aux mécanismes financiers internes de l'épargne-logement, est dotée dans la phase d'épargne et calculée à partir de l'encours théorique des prêts que cette épargne est susceptible de créer. Pour cela, il est appliqué à cet encours un "taux de perte interne" représentant la différence entre, d'une part, le coût de la

ressource d'épargne-logement, incluant les commissions de placement et les frais de gestion, et, d'autre part, le taux des avances pour prêts légaux (note 17).

Les reprises de provisions sont enregistrées lors du constat théorique des pertes, soit quatre ans (CEL) ou six ans (PEL) après les dotations.

2.1.7 - Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont dotés par les différentes entités du groupe, à la discrétion de leurs dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Considérant le poids que risque de représenter l'engagement relatif à l'épargne-logement sur son exploitation future, Crédit Agricole S.A. a constitué un fonds pour risques bancaires généraux spécifique.

Compte tenu des réformes financières internes intervenues (note 1.2), Crédit Agricole S.A. ne supporte plus le risque lié à cette activité pour la part de collecte qu'elle rétrocède aux Caisses Régionales.

Ce fonds pour risques bancaires généraux (note 18) est doté dans la phase d'épargne et calculé à partir de l'encours théorique des prêts que cette épargne est susceptible de créer, en appliquant à cet encours un "taux de perte éventuelle" représentant la différence entre le taux de marché anticipé et le coût de l'épargne-logement.

Ce "taux de perte éventuelle" est évalué suivant la nature des ressources collectées et réestimé à chaque arrêté en fonction de l'évolution des variables prises en compte dans ce calcul.

Les reprises de ce fonds pour risques bancaires généraux sont effectuées en fonction de l'horizon théorique de remboursement des prêts d'épargne-logement (quatre ans pour le CEL, six ans pour le PEL). Par ailleurs, les fonds pour risques bancaires généraux comprennent une dotation pour risque opérationnel venant compléter la dotation

constatée en provision pour risques et charges. Ils comprennent également une dotation au fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité, destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central.

2.1.8 - Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des Règlements 88-02 et 92-04 du Comité de la réglementation bancaire. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

- Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et sous la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. sont inscrits sous la rubrique : "intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – autres intérêts et produits (charges) assimilé(e)s". Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

- Opérations de marché :

Les instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé ou inclus dans un portefeuille de transaction - au sens du règlement 92-04 - sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Les gains ou les pertes (latents ou réalisés) sont portés au compte de résultat sous les rubriques correspondant à la nature des opérations : "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation – solde des opérations sur titres de transaction et instruments financiers à terme" et

"gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation – solde des opérations de change sur instruments financiers assimilés".

Les pertes ou profits relatifs à des instruments négociés sur des marchés peu liquides ou constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *pro rata temporis* selon la nature de l'instrument. En date d'arrêté, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques.

2.1.9 - Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises et qui correspondent à des opérations de couverture sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les dotations aux succursales, les immobilisations des implantations à l'étranger, les titres de placement, d'investissement et de participation non consolidée en devises achetés contre euros sont convertis en euros au cours du jour de la transaction. Seul l'effet de change constaté sur les titres de placement est enregistré en compte de résultat. Une provision peut cependant être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relatif aux participations non consolidées de Crédit Agricole S.A. à l'étranger.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : "gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation – solde des opérations de change et instruments financiers assimilés".

2.1.10 - Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en

vigueur dans les pays où elles sont implantées. Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises, convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan autres que les dotations sont convertis au cours de clôture,
- les dotations sont converties au cours historique d'enregistrement,
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de la période.

Dans les comptes individuels, les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan en "comptes de tiers et divers ". Dans les comptes consolidés, ces montants sont enregistrés en "écarts de conversion" et présentés dans les fonds propres du groupe.

2.1.11 - Comptabilisation et amortissement des immobilisations

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des provisions pour dépréciation constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des provisions pour dépréciation constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des provisions pour dépréciation constitués depuis leur date d'achèvement.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement recommandées dans les comptes consolidés sont les suivantes :

- Logiciels : 3 ans,
- Matériel informatique : 5 ans,
- Mobilier de bureau : 10 ans,
- Matériel de transport : 4 ans,

- Autres matériels : 5 ans,
- Agencements et installations : 10 ans,
- Immeubles : 33,33 ans.

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

2.1.12 - Réévaluation

La réévaluation légale de 1978 n'a pas eu d'incidence sur les comptes de Crédit Agricole S.A. Les autres réévaluations éventuellement constatées ne sont pas retraitées et sont présentées en réserves de réestimation.

2.1.13 - Indemnités de départ à la retraite et congés de fin de carrière

Une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan en "provisions pour risques et charges". Cette provision est arrêtée au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe Crédit Agricole S.A., présents à la clôture de l'exercice, relevant de la convention collective du groupe Crédit Agricole S.A. entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990 et que ne couvrent pas les contrats passés avec une société d'assurance.

Cette provision est le résultat de la multiplication de trois facteurs : les droits acquis par les salariés (fonction de l'ancienneté de leur carrière et du salaire de référence), la probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à la date de versement des droits (fonction de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel) et le taux d'actualisation.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique "provisions pour risques et charges". Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé de l'accord du 1^{er} octobre 1993 prorogé le 28 juin 1995 et de l'accord du 1^{er} juillet 1997 prorogé le 25 novembre 1999. Ces accords permettent au personnel du groupe Crédit Agricole S.A. âgé de 54 ans et plus de bénéficier d'une dispense d'activité.

2.1.14 - Plans de retraite

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et, par conséquent, les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Celles-ci figurent au passif du bilan en "provisions pour risques et charges".

2.1.15 - Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. Par un accord en date du 28 juin 1999, un intéressement a été mis en place.

La participation et l'intéressement figurent dans les "frais de personnel".

Dans les comptes consolidés, il est tenu compte du crédit d'impôt résultant du droit pour les sociétés de déduire la charge correspondante l'année suivante.

2.1.16 - Charges et produits exceptionnels

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.1.17 - Impôt

Crédit Agricole S.A. a mis en place depuis 1990 un dispositif d'intégration fiscale. Au 30 juin 2002, 158 filiales ont signé une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole S.A. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

La prise en compte d'impôts différés dans les

comptes individuels, dans un souci de prudence, porte exclusivement sur les GIE. L'évaluation de ces impôts différés a été réalisée, dans les comptes individuels des sociétés membres en tenant compte de la date probable de paiement de l'impôt.

Compte tenu des dispositions fiscales votées au 30 juin 2002, les impôts différés ont été calculés en prenant en compte, au titre des exercices 2002 et suivants, les contributions additionnelles de 3 % et 3,33 % de l'impôt sur les sociétés.

2.1.18 - Engagements hors-bilan

Comme indiqué à la note 1 (Cadre juridique et financier), Crédit Agricole S.A. assure la fonction d'organe central du Crédit Agricole et, à ce titre, est soumise aux obligations prévues par la loi bancaire. Les engagements ainsi donnés figurent en hors-bilan. Il en est de même de ceux souscrits par les Caisses Régionales en application de la convention signée en 1988, par laquelle elles garantissent la solvabilité et la liquidité de l'organe central.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe.

Note 2.2 - Règles comptables propres aux comptes consolidés

Application de la réglementation relative aux règles de consolidation

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique le règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation Comptable relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière.

En application des dispositions de ce règlement, les principes suivants ont été retenus :

- L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement

par Crédit Agricole S.A. et relevant de secteurs d'activité se situant dans le prolongement des activités bancaires et financières ou d'activités connexes est consolidé par intégration globale. Il en est ainsi, notamment, des entreprises d'assurance, des sociétés de moyen et de promotion immobilière.

- La participation détenue par Crédit Agricole S.A. à hauteur de 25 % du capital des Caisses Régionales a fait l'objet d'une consolidation par mise en équivalence.

Cette mise en équivalence comprend également les filiales et participations détenues directement par les Caisses Régionales.

- Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée.

Cependant, il a été dérogé à cette règle dans les cas particuliers où sa stricte application aurait conduit à ne pas donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe Crédit Agricole S.A.

Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation du groupe Crédit Agricole S.A. En application des dispositions du règlement CRC n° 99-07, les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. Ainsi, l'activité d'assurance est intégrée dans les comptes consolidés selon les méthodes et principes comptables français définis par le Code des assurances, ainsi que par le règlement 2000-05 du Comité de la réglementation comptable, relatif aux règles de consolidation des entreprises d'assurance.

2.2.1 - Principes et méthodes de consolidation

2.2.1.1 - Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole S.A. et ceux de toutes les sociétés dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble.

En application des principes généraux définis par le règlement 99-07 du Comité de la réglementation comptable, le caractère significatif de cet impact peut être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Le caractère significatif d'une société est présumé lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes :

- le total du bilan est supérieur à 10 millions d'euros ou excède 1 % du total de bilan de la filiale consolidée qui détient ses titres ;

- Crédit Agricole S.A. détient, directement ou indirectement, au moins 20 % de ses droits de vote.

Les participations dans les sociétés industrielles dont les actions sont détenues dans le cadre d'opérations de financement ne sont pas comprises dans le périmètre de consolidation. Tel est le cas, notamment, des participations détenues dans la cadre d'opérations de capital risque ou de financements structurés.

Les titres représentatifs de participations dans des SCI qui n'atteignent pas les seuils de consolidation, ainsi que les dotations, prêts et avances qui leur ont été accordés, sont classés à l'actif du bilan consolidé dans les valeurs immobilisées.

Concernant les OPCVM dédiés, le groupe Crédit Agricole s'est placé dans la situation dérogatoire prévue par le règlement n°99-07 du Comité de la réglementation comptable, lui permettant de ne pas consolider ces entités.

Dans cet objectif, il n'a été procédé à aucun réinvestissement dans les OPCVM de ce type existant au 31 décembre 1999 et il a été pris un engagement de sortie ou de clôture de ces OPCVM, au plus tard à la clôture de l'exercice 2004.

De même, le groupe Crédit Agricole S.A., conformément au règlement 2000-05 du Comité de la réglementation comptable relatif à la consolidation des entreprises d'assurance, ne consolide pas les OPCVM sous contrôle exclusif détenus par les entreprises d'assurance, dans la mesure où ces

OPCVM figurent en représentation d'engagements vis à vis des assurés.

Le périmètre ainsi constitué répond aux dispositions de la réglementation bancaire.

2.2.1.2 - Méthode de consolidation

- Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger ses politiques financière et opérationnelle.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidés.

- Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

- Les entreprises contrôlées conjointement avec d'autres associés sont consolidées par intégration proportionnelle.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

Concernant plus particulièrement l'activité d'assurance, les principes comptables propres à cette activité ont été conservés et les principes de présentation suivants ont été retenus :

Pour le bilan

- la rubrique "placements des entreprises

d'assurance", comprend l'ensemble des postes "placements" figurant à l'actif des sociétés d'assurance consolidées, ainsi que les intérêts courus non échus, les décotes et surcotes amorties sur titres et les loyers acquis et non échus,

- la rubrique "autres actifs d'assurance" comprend les créances nées d'opérations d'assurance directes, les créances nées d'opérations de réassurance, les évaluations techniques de réassurance, les frais d'acquisition reportés, ainsi que les différences de conversion figurant à l'actif des sociétés d'assurance consolidées,

- la rubrique "part des réassureurs dans les provisions techniques" correspond au poste "parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques", figurant à l'actif des sociétés d'assurance consolidées,

- la rubrique "provisions techniques des entreprises d'assurance" comprend toutes les provisions techniques brutes figurant au passif des sociétés d'assurance consolidées,

- la rubrique "autres passifs d'assurance" comprend les dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques, les dettes nées d'opérations d'assurance directes, les dettes nées d'opérations de réassurance, les évaluations techniques de réassurance, le report de commissions reçues des réassureurs et les différences de conversion figurant au passif des sociétés d'assurance consolidées.

Les rubriques de bilan des sociétés d'assurance consolidées, autres que celles mentionnées ci-dessus, sont ajoutées aux postes regroupant des éléments de même nature à l'actif ou au passif du bilan du groupe Crédit Agricole S.A.

Pour le hors bilan

Au hors bilan, figure le montant des engagements reçus et donnés par les entreprises d'assurance consolidées, à l'exception des valeurs appartenant à des institutions de prévoyance ou détenues pour le compte de tiers. Ces engagements sont inscrits sur les lignes "engagements donnés de l'activité

d'assurance" et "engagements reçus de l'activité d'assurance".

Pour le compte de résultat

Le poste "marge brute des activités d'assurance" comprend les postes suivants du compte de résultat des sociétés d'assurance consolidées :

- primes ou cotisations acquises payées ou provisionnées,
- charges de prestations, nettes de cessions et de rétrocessions (y compris les variations des provisions et la participation des bénéficiaires de contrats aux résultats, hors frais de gestion),
- produits nets des placements alloués.

Pour les autres charges et produits, le classement bancaire par nature des charges et produits se substitue au classement par destination des entreprises d'assurance consolidées. Par exception, les dotations aux amortissements et mouvements de provisions concernant les placements d'assurance sont maintenus dans le calcul de la marge brute des activités d'assurance consolidées.

2.2.2 - Retraitements et éliminations

Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan, le hors bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées. Toutefois, les moins-values qui apparaissent justifiées sont maintenues et les plus-values résultant de cessions d'actifs à des prix de référence dont la détermination est externe au Groupe sont traitées comme des écarts de réévaluation. Elles sont reprises lors des cessions ultérieures au hors-groupe.

Les provisions réglementées sont, après application éventuelle de l'imposition différée, reprises aux comptes de réserves et de résultat.

Le Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) est maintenu par Crédit Agricole S.A. dans les comptes consolidés.

2.2.3 - Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros selon les méthodes suivantes :

- les postes de bilan, autres que ceux constituant la situation nette, sont convertis au cours de clôture de l'exercice.
- les postes de situation nette sont convertis au cours historique,
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen annuel.

Les différences entre le cours historique ou le cours moyen d'une part et le cours de clôture d'autre part, sont enregistrées en "réserves consolidées" sous la rubrique "écart de conversion".

2.2.4 - Écarts d'acquisition

Le solde des écarts constatés lors de l'acquisition de titres consolidés entre leur prix de revient et la quote-part de situation nette correspondante, pour la part non affectée à divers postes du bilan, est porté sous la rubrique "écarts d'acquisition" à l'actif du bilan consolidé.

Il n'est pas constaté de différence de première consolidation lors de la première consolidation de filiales créées par le groupe.

Les durées d'amortissement des écarts d'acquisition constatés sur les filiales du groupe Crédit Agricole S.A. sont déterminées en fonction de leur activité, de leur implantation géographique et des perspectives de retour sur investissement au moment de l'acquisition. Elles sont comprises entre cinq et vingt ans.

Les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés en provisions pour risques et charges.

2.2.5 - Impôt différé

2.2.5.1 - Principes généraux

Les différences temporaires résultant du décalage entre l'imposition (ou la déduction) d'une opération et l'exercice de rattachement comptable ont été dérogées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation.

Les flux de la période ont été enregistrés en compte

de résultat, selon la méthode du report variable. En application de la règle de prudence, les déficits reportables ne sont pas retenus dans le calcul de l'impôt différé, sauf circonstances permettant de déterminer une très forte probabilité d'imputation sur des bénéfices fiscaux futurs.

Le calcul de l'impôt différé du groupe Crédit Agricole S.A. a été effectué en prenant en compte, au titre des exercices 2002 et suivants, les contributions additionnelles de 3 % et 3,33 % de l'impôt sur les sociétés. L'évaluation des impôts différés a été réalisée en retenant la date probable de paiement de l'impôt.

Le cas échéant, il est tenu compte, dans la détermination de la situation fiscale des entités consolidées, de leur appartenance à un groupe d'intégration fiscale. C'est notamment le cas pour Crédit Agricole Indosuez et certaines de ses filiales de même que pour les entités entrant ou sortant du périmètre d'intégration fiscale.

Le crédit net d'impôt différé figure à l'actif du bilan en "comptes de tiers et divers".

2.2.5.2 - Principaux éléments

Les principaux éléments constitutifs de la fiscalité différée sont :

- en imposition, la plus-value latente sur le crédit-bail, les provisions réglementées, les coupons courus non échus sur les titres de placement, la neutralisation des économies sur les moins-values fiscales des parts d'OPCVM, les résultats et les subventions à amortir ;
- en déduction, les dotations aux amortissements et provisions déductibles ultérieurement, la provision pour "risques internes épargne-logement" enregistrée dans les comptes individuels de Crédit Agricole S.A., et les plus-values fiscales des parts d'OPCVM.

2.2.5.3 - Impôt de distribution

La charge d'impôt différé liée aux distributions de dividendes intra-groupe connues à la date d'arrêt bénéficie principalement du régime des sociétés mères et filiales et porte sur des montants non

significatifs. Elle n'est donc pas constatée.

Est néanmoins constaté l'impôt que supporteront les sociétés du Groupe lors de la distribution obligatoire des résultats des sociétés de statut SICOMI. Aucune provision n'est constituée dans les comptes consolidés pour les impôts dus sur la distribution des réserves des filiales et participations, celles-ci étant considérées comme investies de manière permanente.

De même, le complément d'impôt sur les réserves de plus-values à long terme ayant supporté l'impôt et qui devrait être payé si ces réserves étaient distribuées, n'a pas été provisionné, celles-ci n'étant pas, en principe, distribuées par les sociétés.

2.2.6 - Crédit-bail et opérations assimilées

Les encours, les revenus et les charges relatifs au crédit-bail et aux opérations assimilées sont isolés dans la présentation des comptes, et déterminées selon la comptabilité dite financière.

Les réserves latentes, constituées par l'excédent des amortissements comptables sur l'amortissement financier du capital investi, sont réincorporées à l'actif sous la rubrique "opérations de crédit-bail et assimilées".

Les variations desdites réserves sont, après application de la fiscalité différée, enregistrées en compte de résultat.

Les immobilisations acquises en crédit-bail avec option d'achat par les entités consolidées sont classées au bilan sous la rubrique "immobilisations".

2.2.7 - Autres éléments

2.2.7.1 - Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont intégralement amortis, avec incidence fiscale, dès la première année.

2.2.7.2 - Frais d'émission

Les frais d'émission d'emprunts obligataires sont intégralement amortis dès la première année, ce qui diffère de la méthode préférentielle préconisée par le règlement CRC n° 99-07. Néanmoins, l'impact de cette mesure n'est pas significatif.

2.2.7.3 - Amortissements

Les amortissements dégressifs sont éventuellement maintenus dans les comptes consolidés lorsqu'ils correspondent à une dépréciation économiquement justifiée.

2.2.7.4 - Écarts d'évaluation

Aucun impôt différé passif n'est constaté sur les écarts d'évaluation lorsqu'ils concernent des actifs n'ayant pas vocation à être cédés.

Note 2.3 - Périmètre de consolidation

2.3.1 - Évolution du périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2002, le périmètre de consolidation comprend 298 filiales et participations (contre 286 au 31 décembre 2001).

Les principales modifications qu'il enregistre sur le semestre sont les suivantes :

1. Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2002 :

Par création :

- Crédit Agricole Investor Services Bank (CA-IS Bank)
- Crédit Agricole Investor Services Corporate Trust (CA-IS CT)
- Crédit Agricole Alternative Investment Products Groupe Holding (CA-AIPG Holding)
- Crédit Agricole Alternative Investment Products Groupe SAS (CA-AIPG SAS)
- Crédit Agricole Alternative Investment Products Groupe INC. (CA-AIPG Inc)
- Sim Spa Selezione E Distributione
- CAI Preferred Funding II
- Crédit Agricole Asset Management Espana Holding

Sociétés entrées dans le périmètre du fait de l'acquisition ou d'un complément d'acquisition de leur titres :

- Defitech Dauphicom

Par franchissement du seuil de signification :

- Partinvest

Passage d'un palier à une consolidation en direct :

Les filiales précédemment consolidées sous le

palier CPR (Compagnie Parisienne de Réescompte) sont désormais consolidées individuellement :

- Banque CPR (BCPR)
- CPR Investissement (INVT)
- CPR
- CPR Holding (CPRH)
- CPR Gestion (CPRG)
- CPR Compensation (CPRC)
- Futures Advisers (SECU)
- Schelcher Prince Finance (SPF)
- CPRB (ETNB)
- CPRA (FIGE)
- Parfin
- CPRAAMi
- CPRA²M
- CPR USA Inc (INCO)
- Liberty View C. Management (LVCM)
- Liberty View Alternative (LVAA)
- CPR Billets
- CPR Online (ETRA)

2. Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2002 :

Cessions de sociétés au hors-groupe :

- Société Française du Chèque Voyage (SFCV)
- Filease
- Nepal Indosuez Bank

Application des seuils de signification ou cessation d'activité :

- Immotaine
- Carr Global Advisors Inc
- Compagnie Financière Midi Toulousain
- Midi Toulousain Immobilier
- Midi Toulousain Développement
- Toulouse Location Immobilière

Fusion ou absorption par une autre entité du Groupe :

- Fusion entre les Caisses Régionales de Vendée et de Loire Atlantique (Caisse Atlantique Vendée)
- COPAGEFI SA fusionne avec Crédit Agricole Indosuez France
- CPR fusionne avec Crédit Agricole Indosuez France

Déconsolidation :

Groupe Banco Bisel : le 17 mai 2002, la Banque Centrale d'Argentine a suspendu sa licence bancaire et confié les activités bancaires à Banco Nacion. Dans ces conditions, Crédit Agricole S.A. a pris la décision de déconsolider le groupe Banco Bisel à compter du 1^{er} janvier 2002, faute de données comptables plus récentes. Les titres ayant été totalement provisionnés, la date de sortie du périmètre n'a pas d'effet sur le résultat, sachant que la déconsolidation entraîne par ailleurs le passage en résultat d'écarts de conversion déjà actés en situation nette.

3. Changement de dénomination sociale

- CPR Production devient CPR-AM
- Beneficial Bank devient CREDITPLUS
- Menafinance devient CREALFI
- Indocam Securities Bermuda (ISB) devient Crédit Agricole Alternative Investment
- Products Group Ltd (CA AIPG Ltd)
- Indocam Investment Services (IIS) devient Crédit Agricole Alternative Investment
- Products Services Inc (CA AIPS Inc)
- Amacam devient SOPAR
- Rue Impériale de Lyon devient Rue Impériale.

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A.

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	31/12/01	% de contrôle 30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	% d'intérêt 31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
Établissements bancaires et financiers										
Crédit Agricole S.A.	France	Mère	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agos Itafinco (Ex-Agos)	Italie	Globale	70,0	70,0	70,0	70,0	74,4	74,5	54,2	74,2
Al Bk Al Saudi Al Fransi - BSF	Arab. Saoudite	Equivalence	31,1	31,1	31,1	31,1	31,1	31,1	31,1	31,1
Alsolia	France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	33,9	33,9	17,0	33,9
Altra Banque (Ex-UI Banque)	France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Banco Acac	Uruguay	Globale	64,4	64,4	30,0	30,0	49,6	49,6	30,0	30,0
Banco Bisel	S Argentine	Globale		69,9	69,9	69,9		69,9	69,9	69,9
Banco Del Desarrollo	Chili	Equivalence	23,4	23,4			23,4	23,4		
Bankoa	Espagne	Equivalence	30,0	30,0		30,0	28,5	28,1		28,1
Banque Chalus	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Banque CPR (BCPR)	1 France	Globale	100,0				100,0			
Banque Française de L'Orient	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,3	99,3	99,3	99,3
Banque Libano-Française SAL	Liban	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0	51,0	51,0	51,0	51,0
BES (Banco Espirito Santo)	Portugal	Equivalence	8,8	8,8	9,2	9,2	22,5	22,3	22,3	22,3
BFC Antilles Guyane	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,6	99,6	99,6	99,6
BFT (Banque de Financement et de Trésorerie)	France	Globale	96,2	95,8	67,7	95,8	96,2	95,8	67,7	95,8
BFT Gestion	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	96,2	95,8	67,7	95,8
BGP Indosuez	France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
CA Alternative Investment Products Group Holding	E France	Globale	100,0				100,0			
CA Alternative Investment Products Group Inc	E Etats-Unis	Globale	100,0				100,0			
CA Alternative Investment Products Group Sas	E France	Globale	100,0				100,0			
CA Alternative Investment Products Group Ltd (Ex-ISB)	Bermudes	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
CA Asset Management Espana Holding	E Espagne	Globale	100,0				100,0			
CA Asset Management Hong Kong Ltd	Chine	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
CA Asset Management Italia Spa	Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	81,2	99,9
CA Asset Management Japan Ltd	Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
CA Asset Management Ltd (Ex-Premium)	Roy.-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
CA Asset Management Singapore Ltd	Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
CA Asset Management U.S. Advisory Services (ex IIIS)	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	100,0
CA Investor Services Bank	E France	Globale	100,0				100,0			
CA Investor Services Corporate Trust	E France	Globale	100,0				100,0			
CA do Brasil	Brésil	Globale			100,0	100,0			100,0	100,0
CAI Australia Ltd	Australie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CAI Merchant Bank Asia Ltd	Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CAI Turk Bank As	Turquie	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9	100,0	100,0	99,9	99,9
Caisse Régionale Alpes Provence	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	% de contrôle		% d'intérêt		30/06/01 pro forma	
				31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/01	31/12/01		
Établissements bancaires et financiers									
Caisse Régionale Alsace Vosges	France	Equivalence	25,0	24,9		24,9	25,0	24,9	24,9
Caisse Régionale Aquitaine	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Atlantique Vendée	France	Equivalence	25,1	25,0		25,0	25,1	25,0	25,0
Caisse Régionale Brie	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Calvados	France	Equivalence	24,3	25,0		25,0	24,3	25,0	25,0
Caisse Régionale Cantal	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Est	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre France	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Loire	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Ouest	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Champagne Bourgogne	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente Maritime									
- Deux Sèvres	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente-Périgord	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Côte D'Or	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Côtes d'Armor	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale de L'Anjou et du Maine	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale des Savoie	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Finistère	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Franche Comte	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Gard	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Guadeloupe	France	Equivalence	27,5	27,5		27,5	27,5	27,5	27,5
Caisse Régionale Ille et Vilaine	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Loire - Haute Loire	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	29,2	29,2	29,2
Caisse Régionale Lorraine	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Martinique	France	Equivalence	28,1	28,1		28,1	28,1	28,1	28,1
Caisse Régionale Midi	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Morbihan	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord-Est	France	Equivalence	24,1	24,4		24,4	24,1	24,4	24,4
Caisse Régionale Normand	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Normandie Seine	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Oise	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Paris et Ile de France	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Pas de Calais	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Provence - Côte d'Azur	France	Equivalence	24,6	24,6		24,6	24,6	24,6	24,6
Caisse Régionale Pyrénées Gascogne	France	Equivalence	25,0	24,7		24,7	25,0	24,7	24,7
Caisse Régionale Quercy Rouergue	France	Equivalence	25,0	23,9		23,9	25,0	23,9	23,9
Caisse Régionale Réunion	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Somme	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Sud Alliance	France	Equivalence	25,0	25,1		25,1	25,0	25,1	25,1
Caisse Régionale Sud Méditerranée	France	Equivalence	25,2	25,2		25,2	25,2	25,2	25,2
Caisse Régionale Sud Rhône Alpes	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Toulouse									
Midi Toulousain	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	% de contrôle			% d'intérêt			
				31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
Établissements bancaires et financiers										
Caisse Régionale Touraine Poitou	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caisse Régionale Val de France	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caisse Régionale Vendée	S(e) France	Equivalence		25,0		25,0		25,0		25,0
Cal FP (Holding)	Roy.-Uni	Globale	50,0	50,0	50,0	50,0	75,0	75,0	75,0	75,0
Cal FP Bank	Roy.-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0	75,0
Cal FP US	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0	75,0
Castofi	France	Proportion.			49,0	49,0			24,5	48,9
CL Départ Martinique	France	Globale			86,1	86,1			86,1	86,1
CL Développement Basse Terre	France	Globale			97,7	97,7			97,7	98,3
CL Développement de l'Yonne	France	Globale			93,4	93,4			93,4	93,4
CL Développement de la Corse	France	Globale	99,8	99,7	99,7	99,7	99,8	99,7	99,7	99,7
CL Développement Grande Terre	France	Globale			97,9	97,9			97,9	98,4
Cofam	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	29,2	29,2		29,2
Cogenec	Monaco	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Copagefi (Cie Parisienne de Gestion Financière)	S(e) France	Globale		100,0	100,0	100,0		99,5	99,5	99,5
Cotentin Portefeuille	France	Globale			100,0	100,0			90,0	100,0
CPR (groupe)	1 France	Globale		95,0	89,9	89,9		95,0	89,9	89,9
CPRA²M	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPRAM (Ex-CPR Production)	1 France	Globale	100,0	100,0			100,0	98,5		
CPR Billets	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPR Online	1 France	Globale	100,0				100,0			
Crealfi (Ex-Menafinance)	France	Proportion.	50,0	50,0	50,0	50,0	49,9	49,9	25,0	49,9
Credibom	Portugal	Equivalence	40,0	40,0	40,0	40,0	39,9	39,9	20,0	39,9
Credigen	Hongrie	Globale			100,0	100,0			49,9	99,8
Credigen Bank	Hongrie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Crédit Agricole Asset Management (ex-Indocam)	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
Crédit Agricole Epargne Salariale	France	Globale	100,0	99,9	99,9	99,9	99,9	99,6	62,4	100,0
Crédit Agricole Financement	Suisse	Equivalence	45,0	45,0	20,0	45,0	40,0	40,0	20,0	40,0
Crédit Agricole Indosuez	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Indosuez (Egypt) SAE	Egypte	Globale	75,0	75,0			75,0	75,0		
Crédit Agricole Indosuez (Suisse) SA	Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Indosuez Luxembourg	Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Indosuez Mer Rouge	Djibouti	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole S.A. Securities	Jersey	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Foncier de Monaco	Monaco	Globale	77,1	77,1	77,1	77,1	75,9	75,9	75,9	75,9
Crédit Foncier de Monaco France	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	87,3	87,3	87,2	87,2
Crédit Français International CFI	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	96,2	95,8	67,7	95,8
Créditplus (Ex-Beneficial Bank)	Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
E.P.E.M	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
Financière Lapérouse	France	Globale	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2
Finanziaria Indosuez										
International Ltd	Gibraltar	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	% de contrôle			% d'intérêt			
				31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
Établissements bancaires et financiers										
Finconsum ESC SA	Espagne	Equivalence	45,0	45,0	45,0	45,0	44,9	44,9	22,5	44,9
Foncaris	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Fransabank France	France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
GFER (Groupement de Financement des Ent.Régionales)	France	Globale	99,9	99,9	99,9	100,0	99,9	99,9	99,9	100,0
GPF (Groupement des Provinces de France)	France	Globale	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0
Gestion Privée Indosuez (GPI)	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	100,0	99,9	99,9
Indosuez Indonesia Bank	Indonésie	Globale	99,2	99,2	99,0	99,0	99,2	99,2	99,0	99,0
IntesaBci	Italie	Equivalence	16,8	16,8	16,1	16,1	15,2	15,2	14,1	14,1
Lukas Bank	Pologne	Globale	95,7	95,0			78,8	78,5		
Lukas SA	Pologne	Globale	80,7	86,1			80,7	80,7		
Népal Indosuez Bank	S(c) Népal	Globale		50,0	50,1	50,1		50,0	50,1	50,1
Radian	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,6	50,0	99,6
Ribank	Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Sacam Consommation 1	France	Globale	100,0	100,0	50,0	100,0	100,0	100,0	50,0	100,0
Sacam Consommation 2	France	Globale	100,0	100,0	50,0	100,0	100,0	100,0	50,0	100,0
Sacam Consommation 3	France	Globale	100,0	100,0	50,0	100,0	100,0	100,0	50,0	100,0
Schelcher Prince										
Finance (SPF)	1 France	Globale	59,3				59,3			
Sedef	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Segespar	France	Globale	100,0	100,0	50,0	100,0	100,0	99,6	50,0	99,6
SFCV (Société Française du Chèque de Voyage)	S(c) France	Equivalence		21,0	21,0	21,0		21,0	21,0	21,0
Sim Spa Selezione										
E Distributione	E Italie	Globale	100,0				100,0			
Sircam	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	29,2	29,2		29,2
Sofinco	France	Globale	99,8	99,8	99,9	99,9	99,8	99,8	49,9	99,8
Sofipaca	France	Equivalence	28,3	29,3		29,3	27,3	28,1		28,1
Transfact	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unicefi 33	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Wafasalaf	Maroc	Equivalence	33,7	33,6	33,9	33,9	33,6	33,6	16,9	33,8
Sociétés de Bourse										
Altura	Espagne	Proportion.	50,0	50,0			50,0	50,0		
CAI Cheuvreux	France	Globale	100,0	100,0	65,0	100,0	100,0	99,9	60,0	99,9
CAI Cheuvreux Espana										
SA (Ex-ICSESA)	Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	60,0	99,9
CAI Securities Inc.	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CAIC Deutschland GmbH	Allemagne	Globale	97,5	97,5	97,5	97,5	97,5	97,4	58,5	97,5
CAIC International UK	Roy.-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	60,0	99,9
CAIC Italia Sim Spa	Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	60,0	99,9
CAIC Nordic AB	Suede	Globale	100,0	90,7	90,7	90,7	100,0	90,6	54,4	90,6
Carr Futures Chicago Inc	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Carr Futures Singapore Pte	Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Carr Futures Snc	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode	30/06/02	31/12/01	% de contrôle 30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	% d'intérêt 31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
Carr Global Advisors Inc	S(d)	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0		100,0	100,0	100,0
Carr Indosuez Asia		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Groupe Cholet Dupont		France	Equivalence	38,6	33,4		38,6	33,4		
HLD Cholet Dupont Gestion		France	Globale			33,4	33,4		20,0	33,4
Assurance										
ARCA		France	Equivalence				25,0			29,2
Assurances du CA										
Nord-Pas de Calais		France	Equivalence	27,5	27,5		27,5	26,2	26,0	26,0
Eda		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9
Pacifica		France	Globale	100,0	100,0	22,0	60,0	100,0	90,0	32,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	48,7	97,5	100,0	100,0	48,7
SOPAR (ex AMACAM)		France	Globale	100,0	75,0	25,0	25,0	100,0	75,0	25,0
Tranquilidade		Portugal	Equivalence	33,3	33,3		33,3	33,3	33,0	32,5
Tranquilidade Vida		Portugal	Equivalence	29,7	30,2			29,7	31,5	
Sociétés d'investissement										
Agrinova		France	Globale			62,4	62,4			62,4
Bercy Investissements		France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Bercy Participations		France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
Bespar		Portugal	Equivalence	32,6	32,1	31,2	31,2	32,6	32,1	31,2
BFC Holding		France	Globale	99,6	99,6	99,6	99,6	99,3	99,3	99,3
CA Centre France Développement		France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	20,8	20,8	20,8
CA Deurope BV		Pays-Bas	Globale	57,2	87,8			57,2	87,8	
CAI Italia Holding Spa (ex-Finanziaria)										
Indosuez Sim Spa)		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CAL FP Frankfurt		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0
CAL Maurice		Ile Maurice	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0
Calic		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0
Camnord Investissement		France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	14,0	14,8	14,8
Ceparfim		France	Globale			100,0	100,0			100,0
Cofinep		France	Equivalence	24,1	24,4		24,4	24,1	24,4	24,4
Compagnie Financière										
Midi Toulousain	S(d)	France	Equivalence		25,0		25,0		25,0	25,0
Compagnie Française										
de l'Asie (CFA)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Bourse		France	Globale	100,0	100,0		100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Doumer Euterpe		France	Globale			100,0	100,0			100,0
Doumer Finance SAS		France	Globale	100,0	100,0			100,0	100,0	
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	98,3	98,3	98,3	98,3	98,3
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
IPFO		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Icauna Finance		France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	24,4	24,4	24,4
Icauna SARL		France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0	25,0
ICF Holdings		Roy.-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	% de contrôle			% d'intérêt			
				31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
IDIA Participations	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Immarex	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Indosuez Air Finance SA	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Indosuez Holding UK Ltd	Roy.-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Indosuez North America Holding	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ligérienne Mobilière de Placement	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Mescas	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Partran	Portugal	Equivalence	33,3	33,3		33,3	33,3	33,3		32,5
Prestimmo	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Rue Impériale	France	Equivalence	17,0	20,5			23,6	30,9		
Safec	Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sepi	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Socadif	France	Equivalence	36,2	36,2		36,2	31,2	31,2		31,2
Transimmo	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
UI (Union d'Etudes et d'Investissements)	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Vauban Finance	France	Equivalence	33,3	32,3		33,3	30,8	30,8		30,8
Sociétés de crédit bail et de location										
Auxifip	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CE Bail	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Climauto	France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,8	99,8	74,9	99,8
EFL	Pologne	Globale	96,0	50,5			54,9	44,3		
Ergifrance	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Etica	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Etica Bail	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Filease	S(c) Hongrie	Globale		70,0	70,0	70,0		69,9	34,9	69,9
Financière Immobilière Indosuez	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Immobanque	France	Globale			65,0	65,0			52,2	52,2
Leicer	Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Locam	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	29,2	29,2		29,2
Réunibail	France	Globale	52,0	52,0	52,0	52,0	51,9	51,9	26,0	51,9
Réuniroute	France	Globale	97,5	97,5	97,5	97,5	52,0	52,0	26,0	52,1
Soferbail	France	Globale			100,0	100,0			100,0	100,0
Sofincar	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Sofinroute	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Ucabail	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucabail Immobilier	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucalease	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	75,0	100,0
Unicomi	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unifergie	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimat	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	31/12/01	% de contrôle 30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	% d'intérêt 31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
Développement touristique et promotion immobilière										
SIS (Société Immobilière										
de la Seine)	France	Globale	72,9	72,9	54,6	72,9	79,6	79,6	63,5	79,6
Unifica	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimo	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers										
Alli Domes	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
AMT GIE	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,8	25,1		25,1
Ariane Crédit	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Bersol	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Bois Sauvage Nederland	Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Ca Investor Services Fund Adm. (ex Fastnet France SA)	France	Globale	77,6	61,6	45,0	45,0	77,6	61,4	28,1	45,0
CA Participations	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caapimmo 1	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caapimmo 2	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caapimmo 3	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caapimmo 4	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caapimmo 5	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Caapimmo 6	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
CAI Cheuvreux Gestion	France	Globale	100,0	100,0	82,0	100,0	100,0	99,9	54,4	99,9
CAI Conseil Sa	Luxembourg	Globale	100,0	100,0			100,0	100,0		
CAI Preferred Funding	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CAI Preferred Funding II	E Etats-Unis	Globale	100,0				100,0			
CAL Asia Pte Ltd	Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0	75,0
CAMISCEFI	France	Equivalence				25,0				25,0
Cedicam	France	Globale	50,0	50,0	50,0	50,0	62,5	62,4	50,0	62,4
Centre France Location Immobilière (ex Avenue Rapp)	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Cirse	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	23,1		23,1
CPR Compensation (CPRC)	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPR Gestion (CPRG)	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPR Holding (CPRH)	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPR Investissement (INVT)	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPR Usa Inc (INCO)	1 Etats-Unis	Globale	100,0				100,0			
CPRA (FIGE)	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPRAAMI	1 France	Globale	100,0				100,0			
CPRB (ETNB)	1 France	Globale	100,0				100,0			
Creagrisere	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	22,8	22,8		22,8
Crédit Agricole Alternative Invest. Products Serv. Inc (ex IIS)	Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,7	62,5	99,7
Defitech	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	27,8	29,2		29,2
Defitech Dauphicom	E France	Equivalence	25,0				27,8			
Defitech Routage et Communication	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	27,8	29,2		29,2
Europimmo	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	% de contrôle			% d'intérêt			
				31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
Fastnet	Luxembourg	Globale	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0
Finasic	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,6	50,0	99,6
Gestimocam	France	Equivalence	24,6	24,6		24,6	24,6	24,6		24,6
Ical	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
IIF BV (Indosuez International Finance BV)	Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Icare	Etats-Unis	Globale			100,0	100,0			100,0	100,0
Immotaïne	S(d) France	Equivalence		25,0		25,0		25,0		25,0
Indosuez Holding SCA I	Luxembourg	Globale			100,0	100,0			100,0	100,0
Indosuez Holding SCA II	Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Indosuez Management Luxembourg I	Luxembourg	Globale			100,0	100,0			100,0	100,0
Indosuez Management Luxembourg II	Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Inforsud FM	France	Equivalence	25,0	24,5		24,5	23,3	22,8		22,8
Inforsud Gestion	France	Equivalence	25,0	24,4		24,4	22,0	21,5		21,5
Inter Atlantico SA (IASA)	Brésil	Proportion.			50,0	50,0			61,1	61,1
Liberty View Alternative (LVAA)	1 Etats-Unis	Globale	100,0				100,0			
Liberty View C. Management (LVCM)	1 Etats-Unis	Globale	100,0				100,0			
Logitaïne	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Madison SA	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	29,2	29,1		29,1
Mat Alli Domes	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Midi Toulousain Immobilier	S(d) France	Equivalence		25,0		25,0		25,0		25,0
Midi Toulousain Developpement	S(d) France	Equivalence		25,0		25,0		25,0		25,0
Parfin	1 France	Globale	100,0				100,0			
Partinvest	E Luxembourg	Globale	100,0				100,0			
Patrimocam	France	Equivalence	24,6	24,6		24,6	24,6	24,6		24,6
Patrimocam 2	France	Equivalence	24,6	24,6		24,6	24,6	24,6		24,6
Percinvest	Iles Vierges	Globale			100,0	100,0			100,0	100,0
Progica	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Réunifinance	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Routage Express Service	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	27,8	29,2		29,2
SARL Prospective Informatique	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
SCI Capimo	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
SCI Capucines	France	Equivalence	25,0	23,9		23,9	25,0	23,9		23,9
SCI du Bois Sauvage	France	Globale			100,0	100,0			49,9	99,8
SCI du Petit Bois	France	Globale			100,0	100,0			49,9	99,8
SCI du Rond-Point	France	Globale			100,0	100,0			49,9	99,8
SCI du Vivarais	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
SCI Grande Verrière	France	Globale			100,0	100,0			49,9	99,8
SCI Groupe Sofinco	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
SCI Hautes Faventines	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	24,9	24,9		24,9
SCI La Baume	France	Globale	100,0	100,0			99,9	99,9		
SCI Les Fauvins	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
SCI Les Palmiers du Petit Pérou	France	Equivalence	27,5	27,5		27,5	27,5	27,5		27,5
SCI Max Hymans	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Pasteur 3	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Paysagère	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0

Note 2.3.2 - Périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. (suite)

	Implantation	Méthode 30/06/02	30/06/02	% de contrôle			% d'intérêt			
				31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/01	30/06/02	31/12/01	30/06/01	30/06/01 pro forma
SCI Quentyvel	France	Globale	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7
SCI Quercy	France	Equivalence	25,0	23,9		23,9	24,8	23,7		23,7
SCI Raspail	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Scica HL	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	28,8	28,8		28,8
Scicam 13	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Segespar Informatique Technique										
Services (SITS) (ex-IITS)	France	Globale	94,0	99,0	99,0	99,0	92,9	98,7	63,4	99,0
SNC Doumer	France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Sofinco Participations	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	49,9	99,8
Sofinrec	France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8	99,6	99,6	49,8	99,6
SPI SNC	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Sté Immobilière de Picardie	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Sté Immobilière Suisse	Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sté Picarde de Développement	France	Equivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	25,0		25,0
Toulouse Location Immobilière	S(d)	France	Equivalence	25,0		25,0		25,0		25,0
UI Vavin 1	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Editions	France	Equivalence	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Valris	France	Globale	100,0	99,9	99,9	99,9	99,8	99,8	49,9	99,8

(a) Entrées (E) et sorties (S) du périmètre

(b) Entité consolidée en raison du contrôle effectif exercé par Crédit Agricole S.A. via la société Bespar

(c) Société cédée au hors-groupe

(d) Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

(e) Entité fusionnée avec une autre entité consolidée

(*) Changement de méthode de consolidation

(1) Entité constituant le palier Groupe CPR en N-1 et consolidée individuellement en N.

> Note 3 - Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	Créances rattachées	Total	31/12/01	30/06/01
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans				pro forma	
Établissements de crédit									
Comptes et prêts									
- À vue	19 540				19 540	13	19 553	19 130	18 292
- À terme	11 343	6 856	3 572	1 179	22 950	352	23 302	28 338	29 142
Valeurs reçues en pension	13				13	1	14	7	46
Titres reçus en pension livrée	23 469	1 789		1	25 259	46	25 305	14 842	22 502
Prêts subordonnés	9		591	1 281	1 881	45	1 926	1 915	1 919
Total	54 374	8 645	4 163	2 461	69 643	457	70 100	64 232	71 901
Provisions							(174)	(139)	(155)
Valeurs nettes au bilan							69 926	64 093	71 746
Opérations internes au Crédit Agricole									
Comptes ordinaires	3 772				3 772	3	3 775	2 209	5 444
Comptes et avances à terme	20 504	33 986	45 344	42 480	142 314	88	142 402	139 224	138 396
Prêts subordonnés		27	204	15	246		246	270	334
Total	24 276	34 013	45 548	42 495	146 332	91	146 423	141 703	144 174
Provisions							(79)	(73)	(94)
Valeurs nettes au bilan							146 344	141 630	144 080

Note 3.1 - Créances sur les établissements de crédit - Analyse par zone géographique

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	
France (y compris DOM-TOM)	32 018	41	27	25 696	43	29	27 944
Autres pays de l'Espace Economique Européen (EEE)	23 057			25 306			26 271
Autres pays d'Europe	2 092	14		1 360	56	46	1 941
Amérique du Nord	3 322	14	34	5 110		8	4 184
Amériques Centrale et du Sud	398	114	87	529	2	0	843
Afrique et Moyen-Orient	1 826	31	1	1 251	14	14	874
Asie et Océanie (hors Japon)	1 168	7	2	1 477	2	2	2 868
Japon	5 762		4	2 927			6 212
Total en principal	69 643	221	155	63 656	117	99	71 137
Créances rattachées	457	20	19	576	41	40	764
Provisions							(155)
Valeurs nettes au bilan	70 100	241	174	64 232	158	139	71 746

La ventilation par zone géographique des encours douteux et des provisions sur les créances aux établissements de crédit n'est pas disponible pour le 30 juin 2001 pro forma.

> Note 4 - Opérations avec la clientèle et crédit-bail - Analyse par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	Créances rattachées	Total	31/12/01	30/06/01
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans				pro forma	
Opérations avec la clientèle									
Créances commerciales	479	64	141	2	686	17	703	1 084	1 749
Autres concours à la clientèle	20 527	11 302	15 703	8 101	55 633	880	56 513	60 380	59 735
Titres reçus en pension livrée	7 464	36			7 500		7 500	6 917	3 752
Comptes ordinaires débiteurs	2 868				2 868	22	2 890	4 244	5 007
Total	31 338	11 402	15 844	8 103	66 687	919	67 606	72 625	70 243
Provisions							(2 501)	(2 860)	(3 160)
Valeurs nettes au bilan							65 105	69 765	67 083
Opérations de crédit-bail									
Crédit-bail immobilier	204	230	910	1 154	2 498	31	2 529	2 401	2 776
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	456	714	2 586	381	4 137	89	4 226	4 273	3 741
Total	660	944	3 496	1 535	6 635	120	6 755	6 674	6 517
Provisions							(197)	(189)	(168)
Valeurs nettes au bilan							6 558	6 485	6 349
Total							71 663	76 250	73 432

Note 4.1 - Opérations avec la clientèle et crédit-bail - Analyse par zone géographique ⁽¹⁾

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01
			pro forma
France (y compris DOM-TOM)	33 052	29 402	29 005
Autres pays de l'Espace Economique Européen (EEE)	12 313	12 777	12 451
Autres pays d'Europe	4 210	4 825	3 546
Amérique du Nord	3 579	4 671	5 362
Amériques Centrale et du Sud	4 041	7 409	8 685
Afrique et Moyen-Orient	5 180	5 839	6 673
Asie et Océanie (hors Japon)	5 644	6 118	6 410
Japon	6 342	8 258	3 380
Total en principal	74 361	79 299	75 512
Créances rattachées			1 248
Provisions	(2 698)	(3 049)	(3 328)
Valeurs nettes au bilan	71 663	76 250	73 432

(1) Sans réallocation par zone géographique des garanties ou assurances crédit déplaçant le risque pour le Groupe.

Les créances rattachées ont été affectées à chaque zone géographique à partir du 31 décembre 2001.

Note 4.2 - Opérations avec la clientèle et crédit-bail - Encours douteux et provisions par zone géographique ⁽¹⁾

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma		
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Encours bruts	Encours douteux	Provisions
France (y compris DOM-TOM)	33 052	1 553	1 079	29 402	1 159	804	29 005	972	895
Autres pays de l'Espace Economique Européen (EEE)	12 313	375	170	12 777	276	154	12 451	215	131
Autres pays d'Europe	4 210	607	505	4 825	665	556	3 546	585	462
Amérique du Nord	3 579	449	218	4 671	563	290	5 362	560	142
Amériques Centrale et du Sud	4 041	248	109	7 409	607	369	8 685	768	550
Afrique et Moyen-Orient	5 180	530	365	5 839	789	539	6 673	621	355
Asie et Océanie (hors Japon)	5 644	554	252	6 118	583	337	6 410	662	317
Japon	6 342			8 258	8	0	3 380		
Créances rattachées							1 248	489	476
Valeurs au bilan	74 361	4 316	2 698	79 299	4 650	3 049	76 760	4 872	3 328

(1) Sans réallocation par zone géographique des garanties ou assurances crédit déplaçant le risque pour le Groupe.

Les créances rattachées ont été affectées à chaque zone géographique à partir du 31 décembre 2001.

Note 4.3 - Opérations avec la clientèle et crédit-bail - Analyse par agents économiques

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma		
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Encours bruts	Encours douteux	Provisions
Particuliers	12 932	785	507	13 000	1 095	718	13 206	1 139	843
Agriculteurs	23	9	3	706	53	48	824	43	25
Autres professionnels	303	61	36	577	48	34	1 226	26	33
Société financières	9 309	405	365	8 811	534	442	8 756	488	447
Entreprises et autres agents économiques	37 397	2 740	1 566	38 105	2 597	1 587	38 441	2 398	1 315
Collectivités publiques	7 642	91	24	11 426	88	31	6 635	102	21
Crédit-bail	6 755	225	197	6 674	235	189	6 424	187	168
Créances rattachées							1 248	489	476
Valeurs au bilan	74 361	4 316	2 698	79 299	4 650	3 049	76 760	4 872	3 328

Les créances rattachées ont été affectées à chaque catégorie d'agents économiques à partir du 31 décembre 2001.

Note 4.4 - Opérations de crédit-bail - Réserves latentes par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	31/12/01	30/06/01 pro forma
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans			
Crédit-bail immobilier	2	3	13	19	37	36	72
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	27	61	204	40	332	284	289
Total	29	64	217	59	369	320	361

> Note 5 - Titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et d'investissement

(En millions d'euros)	Transaction	30/06/02 Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	31/12/01	30/06/01 pro forma
Effets publics et valeurs assimilées	16 866	9 149		8 253	34 268	24 860	30 329
- dont surcote restant à amortir		7		91	98	98	92
- dont décote restant à amortir		24		19	43	68	36
Créances rattachées		102		163	265	263	218
Provisions		(4)			(4)	(2)	(1)
Valeurs nettes au bilan	16 866	9 247		8 416	34 529	25 121	30 546
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Émis par organismes publics	1 958	2 134		1 783	5 875	8 684	6 970
Autres émetteurs	10 193	10 016		9 588	29 797	27 564	28 460
- dont surcote restant à amortir		2		18	20	66	95
- dont décote restant à amortir		3		54	57	396	88
Créances rattachées		160		218	378	346	382
Provisions		(145)		(40)	(185)	(245)	(263)
Valeurs nettes au bilan	12 151	12 165		11 549	35 865	36 349	35 549
Actions et autres titres à revenu variable	15 702	5 358	1 879		22 939	22 502	24 622
Créances rattachées			16		16	15	21
Provisions		(85)	(168)		(253)	(237)	(224)
Valeurs nettes au bilan	15 702	5 273	1 727		22 702	22 280	24 419
Valeurs estimatives	44 719	27 032	2 354	20 392	94 497	85 473	92 830

Il n'y a pas eu de transfert des titres d'investissement vers les titres de placement au cours du premier semestre, ce transfert s'élevait à 212 millions d'euros au 31 décembre 2001.

Le montant des titres de transaction transférés pendant l'exercice en titres de placement s'élève à 32 millions d'euros contre aucun transfert au 31 décembre 2001.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance au cours de l'exercice s'est élevé à 20 millions d'euros contre 35 millions d'euros au 31 décembre 2001, dégagant un résultat négatif de 1,8 million d'euros contre un résultat négatif de 0,3 million d'euros au 31 décembre 2001.

Note 5.1 - Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En millions d'euros)	30/06/02			Total
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	
Titres cotés	31 218	28 860	17 632	77 710
Titres non cotés	4 454	5 408	5 307	15 169
Créances rattachées	378	265	16	659
Provisions	(185)	(4)	(253)	(442)
Valeurs nettes au bilan	35 865	34 529	22 702	93 096

(En millions d'euros)	31/12/01			Total
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	
Titres cotés	30 460	19 722	16 780	66 962
Titres non cotés	5 788	5 138	5 722	16 648
Créances rattachées	346	263	15	624
Provisions	(245)	(2)	(237)	(484)
Valeurs nettes au bilan	36 349	25 121	22 280	83 750

(En millions d'euros)	30/06/01 pro forma			Total
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	
Titres cotés	32 674	25 478	19 462	77 614
Titres non cotés	2 756	4 851	5 160	12 767
Créances rattachées	382	218	21	621
Provisions	(263)	(1)	(224)	(488)
Valeurs nettes au bilan	35 549	30 546	24 419	90 514

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/02		31/12/01		30/06/01 pro forma	
	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires	1 551	1 586	1 527	1 604	1 800	1 919
OPCVM obligataires	468	479	300	322	430	441
OPCVM actions	1 201	1 219	986	1 079	447	487
OPCVM autres	2 125	2 208	2 494	2 587	3 015	3 300
Total	5 345	5 492	5 307	5 592	5 692	6 147
dont OPCVM sous contrôle exclusif	2 010	2 066	1 809	1 944	2 491	2 750

La répartition de l'ensemble des OPCVM est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/02 Valeur d'inventaire	31/12/01 Valeur d'inventaire	30/06/01 pro forma Valeur d'inventaire
OPCVM de capitalisation	2 686	2 376	4 998
- dont France	2 142	2 276	4 822
- dont étranger	544	100	176
OPCVM autres	2 659	2 931	694
Total	5 345	5 307	5 692

Note 5.2 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	Créances rattachées	Total	31/12/01	30/06/01 pro forma
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans					
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 136	6 409	14 158	5 969	35 672	378	36 050	36 594	35 812
Effets publics et valeurs assimilés	6 813	16 139	8 914	2 402	34 268	265	34 533	25 123	30 547
Provisions							(189)	(247)	(264)
Valeurs nettes au bilan							70 394	61 470	66 095

Cette ventilation inclut les titres de transaction dont la durée restant à courir n'est pas pertinente.

Note 5.3 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par zone géographique

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma
	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	Encours bruts	Encours douteux	Provisions	
France (y compris DOM-TOM)	28 390	12	47	26 335	12	69	25 959
Autres pays de l'Espace Économique Européen (EEE)	23 141	8	16	16 289	9	12	20 583
Autres pays d'Europe	688			649			1 088
Amérique du Nord	5 583	3	33	5 133	6	31	5 693
Amériques Centrale et du Sud	1 890	2	10	2 386	22	26	2 541
Afrique et Moyen-Orient	1 321	19	19	1 315		3	651
Asie et Océanie (hors Japon)	2 974	67	64	3 371	112	106	4 376
Japon	5 953			5 630		0	4 868
Total en principal	69 940	111	189	61 108	161	247	65 759
Créances rattachées	643	15		609	23		600
Provisions							(264)
Valeurs nettes au bilan	70 583	126	189	61 717	184	247	66 095

La ventilation par zone géographique des encours douteux et des provisions sur les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe n'est pas disponible au 30 juin 2001 pro forma.

> Note 6 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme non consolidés

Sont détaillées ci-après les participations non consolidées d'une valeur brute supérieure à 50 millions d'euros :

	Valeur brute comptable (En millions d'euros)			% de capital détenu par des sociétés du groupe		
	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Banco Bisel ⁽⁴⁾	131			69,9		
Banque Commerciale de Grèce	331	276	276	9,0	6,7	6,7
Bradesco	165	302	276	1,6	3,2	3,3
Crédit International d'Egypte			52			75,0
Crédit Logement	127	111	99	16,5	16,5	16,5
Crédit Lyonnais	1 040	1 037	987	10,6	10,3	10,3
Doumer Euterpe ⁽¹⁾	100	100		100,0	100,0	
Gercasa ⁽²⁾		93	93		100,0	100,0
Lukas ⁽³⁾			210			52,1
Rue Impériale ⁽³⁾			591			30,6
SEFA ⁽¹⁾	67	67	81	100,0	100,0	100,0
Wafabank	52	52	48	14,8	14,8	14,0
Daiwa Trust and Banking	86			5,0		
Avances en comptes courants d'associés	448	474	284			
Autres titres	1 304	1 490	1 573			
Valeur brute ⁽⁵⁾	3 851	4 002	4 570			
Provisions	(569)	(437)	(371)			
Créances rattachées	20	27	24			
Valeurs nettes au bilan	3 302	3 592	4 223			

(1) Titres non consolidés en application des règlements CRC 99-02 et 99-07 (apport non significatif).

(2) Sociétés ayant cessé leurs activités.

(3) Société consolidée au 31/12/2001.

(4) Société déconsolidée au 01/01/2002 et reprise pour sa valeur à la date de déconsolidation ; les titres sont provisionnés à 100 %.

(5) dont établissements de crédit : 2 194 M€ au 30 juin 2002 contre 1 990 M€ au 31 décembre 2001.

Note 6.1 - Valeur estimative des titres de participation

(En millions d'euros)	30/06/02		31/12/01		30/06/01 pro forma	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Titres de participation et parts dans les entreprises liés non consolidés						
- Titres non cotés	1 699	1 361	1 765	1 360	1 807	1 673
- Titres cotés	1 659	1 990	1 719	2 019	2 441	2 950
- Avances en comptes courants d'associés	447	439	472	465	284	276
- Provisions	(552)		(418)		(354)	
Sous-total titres de participation	3 253	3 790	3 538	3 844	4 178	4 899
Autres titres détenus à long terme						
- Titres non cotés	42	28	36	20	30	17
- Titres cotés	3	3	9	9	8	7
- Avances en comptes courants d'associés	1	1	1	1		
- Provisions	(17)		(19)		(17)	
Sous-total autres titres détenus à long terme	29	31	27	29	21	24
Créances rattachées	20	20	27	27	24	24
Total	3 302	3 841	3 592	3 900	4 223	4 947

La valeur estimative des titres est déterminée par référence à la valeur d'utilité de ces derniers (cf § 2.1.3.5 et § 2.1.3.6).

> Note 7 - Participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence

Sont détaillées ci-après les quotes-parts d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros :

Quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Sociétés financières	10 777	10 498	9 961
Al Bank Al Saudi Al Fransi	348	393	378
Banco Espirito Santo	403	271	259
Caisses Régionales et filiales	6 904	6 620	6 298
IntesaBci	3 071	3 160	2 965
Autres	51	54	61
Sociétés non financières	304	325	(75)
Partran - Tranquilidade - Tranquilidade Vida	(70)	(38)	(134)
Rue Impériale	345	330	
Autres	29	(5)	59
Total sociétés mises en équivalence	11 081	10 823	9 886

> Note 8 - Immobilisations corporelles et incorporelles

(En millions d'euros)	30/06/02		Valeurs nettes	31/12/01	30/06/01 pro forma
	Valeurs brutes	Amortissements		Valeurs nettes	Valeurs nettes
Immobilisations corporelles					
- d'exploitation	1 810	(838)	972	1 118	1 492
- données en location simple	614	(290)	324	426	260
Immobilisations incorporelles	411	(287)	124	133	125
Créances rattachées ⁽¹⁾	1		1	10	3
Total	2 836	(1 415)	1 421	1 687	1 880

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

> Note 9 - Variation de l'actif immobilisé

(En millions d'euros)	30/06/01 pro forma	31/12/01	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéances)	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/02
Titres de participation et parts dans les entreprises liés non consolidés								
Valeur brute	4 249	3 484	(99)	570	(606)	(8)	17	3 358
Avances en comptes courants d'associés	284	472		40	(61)	(4)		447
Provisions	(355)	(418)	(301)	(141)	333	1	(26)	(552)
Autres titres détenus à long terme								
Valeur brute	38	45		2	(1)		(1)	45
Avances en comptes courants d'associés		1						1
Provisions	(17)	(19)		(1)	3			(17)
Créances rattachées	24	27					(7)	20
Valeurs nettes au bilan	4 223	3 592	(400)	470	(332)	(11)	(17)	3 302
Immobilisations incorporelles	125	133	(4)	1	(1)	(4)	(1)	124
Immobilisations corporelles	1 752	1 544	(213)	(27)	(14)	(23)	29	1 296
Créances rattachées ⁽¹⁾	3	10					(9)	1
Valeurs nettes au bilan	1 880	1 687	(217)	(26)	(15)	(27)	19	1 421

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

> Note 10 - Autres actifs et comptes de régularisation

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Autres actifs ⁽¹⁾	18 434	16 755	15 693
Instruments conditionnels achetés	5 851	4 937	3 695
Gestion collective des titres CODEVI	2 782	2 717	2 427
Débiteurs divers	6 575	6 878	6 032
Comptes de règlements	3 224	2 221	3 534
Capital souscrit non versé	2	2	5
Comptes de régularisation	10 682	10 909	10 902
Impôts différés	237	262	355
Comptes d'encaissement et de transfert	1 234	844	544
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	650	1 548	1 363
Produits à recevoir	5 629	5 425	5 318
Charges constatées d'avance	1 302	1 034	925
Gains latents et pertes à étaler sur instruments financiers à terme	526	636	748
Primes d'émission et de remboursement des emprunts obligataires	365	374	391
Autres comptes de régularisation	739	786	1 258
Valeurs nettes au bilan	29 116	27 664	26 595

(1) Les montants indiqués sont nets de provisions et incluent les créances rattachées.

> Note 11 - Provisions inscrites en déduction de l'actif

(En millions d'euros)	30/06/01 pro forma	31/12/01	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/02
Sur interbancaire	249	212		127	(74)	(12)		253
Sur créances clientèle	3 160	2 860	(257)	435	(333)	(190)	(14)	2 501
Sur opérations de crédit-bail	168	189		47	(37)	(2)	0	197
Sur portefeuilles titres (placement, TAP et investissement)	488	484		90	(107)	(24)	(1)	442
Sur participations et autres titres détenus à long terme	372	437	301	142	(336)	(1)	26	569
Autres	96	82	(16)	2	(16)	(1)	1	52
Total	4 533	4 264	28	843	(903)	(230)	12	4 014

> Note 12 - Écarts d'acquisition

Sont détaillés ci-après les écarts d'acquisition d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros :

(En millions d'euros)	30/06/02		Valeurs nettes	31/12/01	30/06/01 pro forma
	Valeurs brutes	Amortissements		Valeurs nettes	Valeurs nettes
Durée d'amortissement de 1 à 5 ans inclus					
Banco Bisel			0	0	13
CPR Online ⁽¹⁾	83	(44)	39	61	
IntesaBci	101	(90)	11	20	30
Durée d'amortissement de 5 à 10 ans inclus					
CAI (Suisse) SA	62	(12)	50	53	57
EFL	133	(9)	124	101	
Filiales de Banco Bisel			0	46	80
Lukas	283	(36)	247	265	
Sofinco	990	(391)	599	662	723
CPR AM ⁽¹⁾	126	(66)	60	65	
Autres filiales de CPR ⁽¹⁾	27	(6)	21	23	183
Durée d'amortissement de 10 à 15 ans inclus					
Banco Esperito Santo	62	(13)	49	52	57
BESPAR	40	(3)	37	10	6
Durée d'amortissement de 15 à 20 ans inclus					
Caisse Régionale de Paris Ile-de-France	76	(2)	74	76	78
IntesaBci	52	(7)	45	47	113
Rue Impériale	253	(32)	221	247	
Autres sociétés	269	(85)	184	167	193
Total	2 557	(796)	1 761	1 895	1 520

(1) À partir de 2002, les filiales de CPR sont consolidées de manière individuelle, CPR ayant fusionné avec CAI. Au 31 décembre 2001, elles figuraient en cumul dans la durée d'amortissement de 5 à 10 ans pour un total net de 88 millions d'euros. L'information concernant l'éclatement du palier CPR n'est pas disponible au 30 juin 2001 pro forma.

> Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	Dettes rattachées	Total	31/12/01	30/06/01 pro forma
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans				Total	
Établissements de crédit									
Comptes et emprunts									
- À vue	15 972				15 972	6	15 978	12 238	15 971
- À terme	26 939	5 504	3 456	1 277	37 176	498	37 674	43 264	46 146
Valeurs données en pension	44	107	231	4 485	4 867	43	4 910	5 199	5 072
Titres donnés en pension livrée	22 230	668			22 898	46	22 944	9 583	15 078
Total	65 185	6 279	3 687	5 762	80 913	593	81 506	70 284	82 267
Valeurs nettes au bilan									
Opérations internes au Crédit Agricole									
Comptes ordinaires créditeurs	6 851				6 851		6 851	10 744	8 989
Comptes et avances à terme	2 368	3 112	6 478	1 069	13 027	262	13 289	13 309	13 348
Total	9 219	3 112	6 478	1 069	19 878	262	20 140	24 053	22 337
Valeurs nettes au bilan									
							20 140	24 053	22 337

> Note 14 - Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	Dettes rattachées	Total	31/12/01	30/06/01 pro forma
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans					
Comptes ordinaires créditeurs	11 634				11 634	10	11 644	12 362	11 771
Comptes d'épargne à régime spécial									
- À vue	51 398				51 398	731	52 129	50 577	47 940
- À terme	10 208	10 781	55 692	8 620	85 301	1 625	86 926	87 645	87 977
Autres dettes envers la clientèle	26 262	4 313	5 240	1 048	36 863	875	37 738	41 945	41 668
Titres donnés en pension livrée	11 020	305			11 325	23	11 348	8 152	12 301
Total	110 522	15 399	60 932	9 668	196 521	3 264	199 785	200 681	201 657
Valeurs au bilan							199 785	200 681	201 657

Note 14.1 - Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par zone géographique

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
France (y compris DOM-TOM)	163 148	158 445	153 589
Autres pays de l'Espace Economique Européen (EEE)	13 765	14 742	15 381
Autres pays d'Europe	4 328	4 471	2 915
Amérique du Nord	3 571	4 279	3 367
Amériques Centrale et du Sud	1 341	3 985	5 693
Afrique et Moyen-Orient	8 775	8 742	10 724
Asie et Océanie (hors Japon)	4 290	5 034	5 218
Japon	567	983	1 203
Total en principal	199 785	200 681	198 090
Dettes rattachées			3 567
Valeurs au bilan	199 785	200 681	201 657

Les dettes rattachées ont été affectées à chaque zone géographique à partir du 31 décembre 2001.

Note 14.2 - Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par agents économiques

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Particuliers	159 078	159 724	156 228
Agriculteurs	12	91	174
Autres professionnels	464	509	701
Sociétés financières	18 853	16 870	18 557
Entreprises et autres agents économiques	20 813	21 525	19 465
Collectivités publiques	565	1 962	2 965
Total en principal	199 785	200 681	198 090
Dettes rattachées			3 567
Valeurs au bilan	199 785	200 681	201 657

Les dettes rattachées ont été affectées à chaque catégorie d'agents économiques à partir du 31 décembre 2001.

> Note 15 - Dettes représentées par un titre - Analyse par durée résiduelle

(En millions d'euros)	30/06/02				Total en principal	Dettes rattachées	Total	31/12/01	30/06/01 pro forma
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans					
Bons de caisse	16	9	31		56		56	77	74
Titres du marché interbancaire	1 309	5 395	510		7 214	230	7 444	4 772	6 095
Titres de créances négociables									
- Émis en France	10 448	2 128	2 264	592	15 432		15 432	10 786	10 729
- Émis à l'étranger	10 453	9 092	491	19	20 055		20 055	18 400	19 202
Emprunts obligataires (note 15.1)	309	2 573	7 616	11 168	21 666	548	22 214	23 339	22 587
Autres dettes	102	24	25		151		151	188	268
Valeurs au bilan					64 574	778	65 352	57 562	58 955

Note 15.1 - Emprunts obligataires (en monnaie d'émission)

(En millions d'euros)	Echéancier de l'encours au 30 juin 2002 ⁽¹⁾			Encours au 30/06/02	Encours au 31/12/01	Encours au 30/06/01 pro forma
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans			
Euro	2 548	7 497	10 577	20 622	21 674	20 821
- Taux fixe	1 329	5 291	7 999	14 619	16 318	16 053
- Taux variable	1 219	2 206	2 578	6 003	5 356	4 768
Autres devises de l'UE	0	0	0	0	0	0
- Taux fixe				0	0	
- Taux variable				0	0	
Dollar	334	119	25	478	439	738
- Taux fixe			5	5	324	102
- Taux variable	334	119	20	473	115	636
Yen	0	0	566	566	537	487
- Taux fixe			13	13	12	54
- Taux variable			553	553	525	433
Autres devises	0	0	0	0	0	0
- Taux fixe				0	0	0
- Taux variable				0	0	0
Total en principal	2 882	7 616	11 168	21 666	22 650	22 046
- Taux fixe	1 329	5 291	8 017	14 637	16 654	16 209
- Taux variable	1 553	2 325	3 151	7 029	5 996	5 837
Dettes rattachées				548	689	541
Valeurs au bilan				22 214	23 339	22 587

(1) Avant prise en compte de toute opération de couverture pouvant modifier les caractéristiques des emprunts.

> Note 16 - Autres passifs et comptes de régularisation

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Autres passifs ⁽¹⁾	18 345	21 508	21 305
Opérations de contrepartie (titres de transaction)	2 340	5 272	6 718
Dettes représentatives de titres empruntés	2 934	3 742	4 264
Instruments conditionnels vendus	4 355	3 808	3 020
Créditeurs divers	6 846	6 373	5 539
Comptes de règlements	1 804	2 281	1 716
Versements restant à effectuer	57	19	30
Autres	9	13	18
Comptes de régularisation	15 941	12 657	11 547
Comptes d'encaissement et de transfert	2 442	874	1 347
Comptes d'ajustement et d'écarts	2 079	875	987
Produits constatés d'avance	2 856	2 201	2 306
Charges à payer	6 961	7 706	6 037
Pertes latentes et gains à étaler sur instruments financiers	401	251	417
Autres comptes de régularisation	1 202	750	453
Valeurs au bilan	34 286	34 165	32 852

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

> Note 17 - Provisions pour risques et charges

(En millions d'euros)	30/06/01 pro forma	31/12/01	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/02
Risques pays	581	599	(11)	92	(242)	(22)	0	416
Risques d'exécution des engagements par signature	218	206	(3)	43	(39)	(6)	(1)	200
Retraites et assimilées	176	170	2	11	(19)	(1)		163
Instruments financiers	91	96	4	9	(26)	(1)		82
Autres risques et charges ⁽¹⁾	2 987	2 192	(179)	317	(506)	(44)	(31)	1 749
Valeurs au bilan	4 053	3 263	(187)	472	(832)	(74)	(32)	2 610

(1) Principales provisions pour autres risques et charges

	30/06/01 pro forma	31/12/01	30/06/02
- le provisionnement des surcoûts anticipés au titre du passage à la monnaie unique	52	7	0
- les provisions pour risques sectoriels et autres risques de crédit	593	553	439
- les provisions pour situation nette négative des participations	177	265	145
- les provisions pour retraite et congés de fin de carrière	100	95	103
- les provisions pour litiges divers	562	638	429
- la provision couvrant le risque de perte lié aux mécanismes financiers internes de l'épargne - logement	522	145	126
- la provision pour charges à payer suite à l'anticipation de la décentralisation complémentaire (passage du coefficient de décentralisation de 33,33 % à 50 %)	382		
- les écarts d'acquisition passif	203	199	174

> Note 18 - Fonds pour risques bancaires généraux

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Épargne logement ⁽¹⁾	886	936	901
Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité ⁽²⁾	610	610	457
CODEVI	17	17	17
Autres	151	153	153
Valeurs au bilan	1 664	1 716	1 528

(1) En 2001 seule la part de provision épargne logement couvrant un risque économique ou de taux global relevant de l'activité bancaire sur l'épargne logement est maintenue en FRBG.
(2) Ce fonds de garantie a été mis en place dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A.

> Note 19 - Dettes subordonnées - Analyse par durée résiduelle (en monnaie d'émission)

(En millions d'euros)	30/06/02				Dettes rattachées	Total	31/12/01	30/06/01 pro forma
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans				
Dettes subordonnées à terme	227	224	1 466	7 703	181	9 801	8 063	9 156
- Euro	226	215	1 378	7 549	178	9 546	7 742	8 649
- Autres devises de l'UE						0	0	0
- Dollar			66	154	2	222	285	496
- Yen	1	9				10	10	11
- Autres devises			22		1	23	26	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée				1 469	33	1 502	1 503	601
- Euro				1 359	33	1 392	1 400	488
- Autres devises de l'UE						0	0	0
- Dollar				25		25	17	18
- Yen				85		85	86	95
- Autres devises						0	0	0
Titres et emprunts participatifs				4	10	14	8	5
Total en principal	227	224	1 466	9 176	224	11 317	9 574	9 762
Dettes rattachées								184
Valeurs au bilan						11 317	9 574	9 946

Les dettes rattachées ont été affectées à chaque catégorie d'opérations à partir du 31 décembre 2001.

> Note 20 - Variation des capitaux propres hors FRBG

	Capitaux propres hors FRBG (part du groupe)				Total	Total des intérêts minoritaires	Total des capitaux propres hors FRBG
	Capital	Primes et réserves	Subvention	Écart de conversion			
(En millions d'euros)							
Solde au 31 décembre 1999	1 999	7 734	90	102	9 925	1 125	11 050
Solde au 31 décembre 1999 retraité	1 999	7 734	90	102	9 925	2 489	12 414
Dividendes versés en 2000		(366)			(366)	(150)	(516)
Variation de capital	242				242		242
Variation des primes d'émission		942			942		942
Variation de l'écart de conversion				77	77	23	100
Variation des réserves de réestimation		(5)			(5)		(5)
Résultat de l'exercice 2000		972			972	334	1 306
Effet lié au changement de méthode de consolidation du groupe Sofinco ⁽¹⁾					0	708	708
Acquisition des minoritaires de CPR						(329)	(329)
Effet lié à l'application du règlement CRC 99-07 ⁽²⁾		(32)			(32)	(2)	(34)
Autres variations		(4)	(6)		(10)	127	117
Solde au 31 décembre 2000	2 241	9 241	84	179	11 745	3 200	14 945
Dividendes versés en 2001		(411)			(411)	(225)	(636)
Variation de capital	676				676		676
Élimination de titres d'auto-contrôle ⁽³⁾	(6)	(28)			(34)		(34)
Variation des primes d'émission due aux augmentations de capital et apports de titres ⁽⁴⁾		2 221			2 221		2 221
Variation des subventions			28		28		28
Variation de l'écart de conversion				32	32	(37)	(5)
Variation des réserves de réestimation		(4)			(4)		(4)
Résultat de l'exercice 2001		1 067			1 067	286	1 353
Changement de méthode relatif au FRBG épargne logement ⁽⁵⁾		(328)			(328)		(328)
Autres variations ⁽⁶⁾		2			2	(2 534)	(2 532)
Solde au 31 décembre 2001	2 911	11 760	112	211	14 994	690	15 684

(1) Le groupe Sofinco, dont Crédit Agricole S.A. a pris au début de l'exercice 2000 la totalité du contrôle, a été consolidé dès cette date par intégration globale, alors qu'il l'était par intégration proportionnelle auparavant ; les intérêts minoritaires qui apparaissent à cette occasion représentent les intérêts des Caisses Régionales dans le groupe Sofinco.

(2) La mise en oeuvre du règlement de consolidation CRC 99-07 a entraîné d'une part des changements de méthodes de consolidation ; d'autre part des modifications de calcul d'impôts différés dont l'effet calculé à l'ouverture de l'exercice a été imputé aux réserves de consolidation.

(3) 2 009 482 actions de Crédit Agricole S.A. détenues par elle-même ou par d'autres sociétés du groupe, ne répondant pas aux conditions réglementaires de maintien au bilan consolidé (cf règlement CRC 2000-02).

(4) dont 2 304 millions d'euros correspondant à la valeur d'acquisition par voie d'apports par Crédit Agricole S.A. des participations que les Caisses Régionales détenaient dans les 7 filiales spécialisées.

(5) Suite à une demande de justification formulée par la C.O.B., Crédit Agricole S.A. ne constate plus d'impôt différé relatif à la provision épargne logement ; l'effet calculé à l'ouverture de l'exercice est imputé aux réserves de consolidation.

(6) La forte réduction des intérêts minoritaires provient de l'apport fait à Crédit Agricole S.A. par les Caisses Régionales des titres qu'elles détenaient dans les 7 filiales spécialisées, dont Crédit Agricole S.A. détient à fin 2001 la quasi totalité des intérêts.

Crédit Agricole S.A.

(En millions d'euros)	Capital	Capitaux propres hors Primes et réserves	Subvention	FRBG (part du groupe) Écart de conversion	Total	Total des intérêts minoritaires	Total des capitaux propres hors FRBG
Solde au 31 décembre 2001	2 911	11 760	112	211	14 994	690	15 684
Dividendes versés en 2002		(535)			(535)	(35)	(570)
Dividendes reçus par les Caisses Régionales en 2002		89			89		89
Variation de capital					0		0
Élimination de titres d'auto-contrôle ⁽¹⁾	(7)	(35)			(42)		(42)
Variation des subventions			9		9		9
Variation de l'écart de conversion				(114)	(114)	(26)	(140)
Variation des réserves de réestimation		(2)			(2)		(2)
Résultat au 30 juin 2002		576			576	10	586
Effet lié à l'application du règlement CRC 2000-06		4			4		4
Autres variations		3			3	(181)	(178)
Solde au 30 juin 2002	2 904	11 860	121	97	14 982	458	15 440

(1) 4 334 482 actions de Crédit Agricole S.A. détenues par elle-même ou par d'autres sociétés du groupe, ne répondant pas aux conditions réglementaires de maintien au bilan consolidé (cf règlement CRC 2000-02).

Répartition de la variation du capital selon ses origines

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	31/12/00
Paiement du dividende en actions		77	80
Augmentation du capital en numéraire		51	162
Augmentation du capital par apport		548	
Total	0	676	242

Répartition de la variation des primes selon leurs origines

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	31/12/00
Paiement du dividende en actions		331	285
Augmentation du capital en numéraire		134	657
Augmentation du capital par apport		1 756	
Total	0	2 221	942

Note 20.1 - Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission (En millions de dollars)	30/06/02	31/12/01	30/06/2001 pro forma
			(En millions d'euros)	(En millions d'euros)	(En millions d'euros)
Indosuez Holding SCA 1	déc-91	150	0	0	177
Total		150	0	0	177

Cette société n'est plus consolidée depuis le 31 décembre 2001.

> Note 21 - Composition des fonds propres

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Capitaux propres hors FRBG	15 440	15 684	13 546
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664	1 716	1 528
Dettes subordonnées	11 317	9 574	9 946
Autres fonds propres	12 981	11 290	11 474
Total des fonds propres	28 421	26 974	25 020

> Note 22 - Contributions par devise au bilan consolidé

(En milliards d'euros)	Actif			Passif		
	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma	30/06/02	31/12/01	30/06/01 pro forma
Euro	427,5	400,6	402,5	410,9	390,4	389,3
Autres devises de l'Union Européenne	8,2	7,0	8,8	16,3	14,5	14,3
Dollar	43,3	52,5	58,4	67,9	71,1	78,8
Yen	20,5	19,5	16,4	6,5	5,6	8,1
Autres devises	14,4	15,4	17,7	12,3	13,4	13,3
Total	513,9	495,0	503,8	513,9	495,0	503,8

> Note 23 - Opérations de change et emprunts en devises non dénoués

(En millions d'euros)	30/06/02		31/12/01		30/06/01 pro forma	
	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
Opérations de change au comptant	43 538	43 801	14 699	14 759	91 941	90 407
Devises	36 096	31 975	10 901	10 417	63 367	58 316
Francs	7 442	11 826	3 798	4 342	28 574	32 091
Opérations de change à terme	551 784	553 445	472 691	473 147	493 183	492 285
Devises	452 757	440 890	380 277	372 952	374 409	363 411
Francs	99 027	112 555	92 414	100 195	118 774	128 874
Prêts et emprunts en devises	4 387	959	2 529	400	3 429	2 744
Total	599 709	598 205	489 919	488 306	588 553	585 436

> Note 24 - Opérations sur instruments financiers à terme

(En millions d'euros)	Opérations de couverture	30/06/02		31/12/01	30/06/01
		Opérations autres que de couverture	Total	Total	pro forma Total
Opérations fermes	62 972	2 442 128	2 505 100	2 228 934	1 830 775
Opérations sur marchés organisés ⁽¹⁾	260	220 562	220 822	388 300	279 512
Contrats à terme de taux d'intérêt	260	203 869	204 129	169 014	267 500
Contrats à terme de change		4 901	4 901	157	1 614
Instruments à terme sur actions et indices boursiers		11 792	11 792	219 129	10 389
Autres contrats à terme			0	0	9
Opérations de gré à gré ⁽¹⁾	62 712	2 221 566	2 284 278	1 840 634	1 551 263
Swaps de taux	58 800	1 605 305	1 664 105	1 482 540	1 262 548
FRA	449	440 296	440 745	212 987	163 270
Instruments à terme sur actions et indices boursiers	1	8 781	8 782	8 461	8 165
Autres contrats à terme	3 462	167 184	170 646	136 646	117 280
Opérations conditionnelles	12 764	364 807	377 571	264 237	254 058
Opérations sur marchés organisés	1 167	23 736	24 903	25 779	11 833
Instruments de taux d'intérêt à terme					
Achetés		5 305	5 305	9 100	2 328
Vendus		7 501	7 501	8 151	3 547
Instruments sur actions et indices boursiers					
Achetés	41	4 930	4 971	3 390	2 510
Vendus	50	5 554	5 604	4 607	2 299
Instruments de taux de change à terme					
Achetés	546	212	758	342	558
Vendus	530	234	764	189	591
Opérations de gré à gré	11 597	341 071	352 668	238 458	242 225
Option de swaps de taux					
Achetés	56	22 763	22 819	12 237	15 747
Vendus	277	25 061	25 338	13 737	18 655
Instruments de taux d'intérêt à terme					
Achetés	853	63 198	64 051	67 244	67 019
Vendus	1 450	60 991	62 441	62 039	66 052
Instruments sur actions et indices boursiers					
Achetés	240	8 091	8 331	7 448	6 272
Vendus	128	31 650	31 778	18 435	15 524
Instruments de taux de change à terme					
Achetés	62	61 357	61 419	23 517	26 595
Vendus	60	60 443	60 503	23 331	26 359
Autres instruments à terme					
Achetés			0	69	1
Vendus			0	270	1
Dérivés de crédits					
Achetés	8 447	3 314	11 761	10 062	0
Vendus	24	4 203	4 227	69	0
Total	75 736	2 806 935	2 882 671	2 493 171	2 084 833

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Note 24.1 - Opérations sur instruments financiers à terme - Analyse par durée résiduelle

Encours notionnels (En millions d'euros)	Opérations de gré à gré			Opérations sur marchés organisés			30/06/02	31/12/01	30/06/01
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total	Total	pro forma Total
Instruments de taux d'intérêt	1 141 940	708 828	428 730	188 641	28 294	0	2 496 433	2 037 048	1 866 665
- Futures				177 835	26 294		204 129	169 014	267 499
- FRA	365 636	75 108					440 744	212 985	163 269
- Swaps de taux d'intérêts	729 823	535 465	398 817				1 664 105	1 482 539	1 262 549
- Options de taux	19 414	21 970	6 773				48 157	25 975	34 402
- Caps-floors-collars	26 299	75 411	22 870				124 580	121 258	116 891
- Autres instruments conditionnels	768	874	270	10 806	2 000		14 718	25 277	22 055
Instruments de devises et or :	183 018	76 620	32 931	5 848	545	31	298 993	184 181	172 997
- Opérations fermes de change	67 509	70 313	32 825	4 901			175 548	136 802	118 894
- Options de change	115 509	6 307	106	947	545	31	123 445	47 379	54 103
Autres instruments	26 747	34 716	3 416	22 354	12	0	87 245	271 942	45 171
- Dérivés sur actions et indices boursiers	24 525	21 626	2 550	22 354	12		71 067	261 664	45 066
- Dérivés sur métaux précieux	190						190	147	96
- Dérivés sur produits de base							0	0	9
- Dérivés de crédits	2 032	13 090	866				15 988	10 131	0
Sous-total	1 351 705	820 164	465 077	216 843	28 851	31	2 882 671	2 493 171	2 084 833
- Opérations de change à terme	1 081 549	23 127	553				1 105 229	945 838	985 468
Total général	2 433 254	843 291	465 630	216 843	28 851	31	3 987 900	3 439 009	3 070 301

> Note 25 - Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 024	8 201	4 406
Sur opérations internes au Crédit Agricole	3 238	6 794	3 166
Sur opérations avec la clientèle	2 255	5 909	3 063
Sur opérations de crédit-bail et de location	350	648	314
Sur obligations et autres titres à revenu fixe (note 26)	1 206	2 551	1 271
Autres intérêts et produits assimilés	23	49	23
Intérêts et produits assimilés	11 096	24 152	12 243
Sur opérations avec les établissements de crédit	(4 768)	(10 146)	(5 386)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(560)	(1 635)	(631)
Sur opérations avec la clientèle	(3 288)	(7 457)	(3 843)
Sur opérations de crédit-bail et de location	(122)	(229)	(112)
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(1 523)	(3 622)	(1 947)
Autres intérêts et charges assimilées	(86)	(21)	(16)
Intérêts et charges assimilées	(10 347)	(23 110)	(11 935)
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	749	1 042	308

> Note 26 - Revenus des titres

(En millions d'euros)	30/06/02	Titres à revenu fixe		Titres à revenu variable		
		31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme				92	150	102
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	380	669	292	31	65	85
Codevi	76	149	76			
Titres d'investissement	621	1 427	755			
Opérations diverses sur titres	129	306	148			
Revenus des titres	1 206	2 551	1 271	123	215	187

> Note 27 - Produits nets des commissions

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01 pro forma			30/06/01 pro forma		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	57	(35)	22	116	(48)	68	47	(17)	30
Sur opérations internes au Crédit Agricole	36	(487)	(451)	63	(1 069)	(1 006)	30	(540)	(510)
Sur opérations avec la clientèle	287	(72)	215	645	(123)	522	320	(52)	268
Sur opérations sur titres	210	(66)	144	337	(68)	269	188	(44)	144
Sur opérations de change	21	(8)	13	47	(3)	44	22	(3)	19
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	44	(42)	2	72	(49)	23	36	(34)	2
Prestations de services bancaires et financiers (Note 28)	802	(738)	64	1 653	(1 177)	476	875	(640)	235
Produits nets des commissions	1 457	(1 448)	9	2 933	(2 537)	396	1 518	(1 330)	188

> Note 28 - Prestations de services bancaires et financiers

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	395	819	406
Produits nets sur moyens de paiement	28	(13)	2
Assurance-vie	(239)	(439)	(200)
Autres produits (charges) nets de services financiers	(120)	109	27
Prestations de services bancaires et financiers	64	476	235

> Note 29 - Solde des opérations sur portefeuilles de négociation

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Solde des opérations sur titres de transaction et sur instruments financiers à terme	619	2 114	1 265
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	298	330	43
Produits nets sur portefeuilles de négociation	917	2 444	1 308

> Note 30 - Solde des opérations sur titres de placement et de l'activité de portefeuille

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Titres de placement			
Dotations aux provisions	(46)	(114)	(71)
Reprises de provisions	53	94	39
Dotation ou reprise nette aux provisions	7	(20)	(32)
Plus-values de cession réalisées	220	751	376
Moins-values de cession réalisées	(79)	(286)	(53)
Solde des plus et moins-values de cession	141	465	323
Solde des opérations sur titres de placement	148	445	291
Titres de l'activité de portefeuille			
Dotations aux provisions	(19)	(67)	(27)
Reprises de provisions	23	34	14
Dotation ou reprise nette aux provisions	4	(33)	(13)
Plus-values de cession réalisées	136	408	234
Moins-values de cession réalisées	(25)	(8)	
Solde des plus et moins-values de cession	111	400	234
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	115	367	221
Solde des opérations sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	263	812	512

> Note 31 - Charges générales d'exploitation

Note 31.1 - Frais de personnel

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Salaires et traitements	(751)	(1 636)	(794)
Charges sociales	(244)	(490)	(242)
Intéressement	(12)	(31)	(17)
Participation	(18)	(40)	(21)
Impôts et taxes sur rémunérations	(43)	(81)	(44)
Frais de personnel	(1 068)	(2 278)	(1 118)

Au titre du 1^{er} semestre 2002, la rémunération des organes d'administration et de direction du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à 9 millions d'euros.

Note 31.2- Effectif moyen ⁽¹⁾

Catégorie de personnel	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Cadres	10 175	9 386	8 610
Agents de maîtrise	5 753	6 005	5 353
Employés	6 906	13 362	11 887
Total	22 834	28 753	25 850
dont : France	12 940	12 633	12 329
Étranger	9 894	16 120	13 521

(1) La diminution des effectifs s'explique notamment par la déconsolidation du groupe Bisel (6043 personnes).

Note 31.3- Autres frais administratifs

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Impôts et taxes	(72)	(202)	(96)
Services extérieurs	(764)	(1 669)	(739)
Autres frais administratifs	55	107	(16)
Total	(781)	(1 764)	(851)

> Note 32 - Coût du risque

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Dotations aux provisions	(862)	(1 964)	(806)
Provisions sur créances douteuses	(536)	(1 060)	(300)
Autres provisions	(326)	(904)	(506)
Reprises de provisions	1 015	2 267	1 026
Reprises de provisions sur créances douteuses	367	1 185	505
Autres reprises de provisions	648	1 082	521
Variation des provisions	153	303	220
Créances irrécouvrables non provisionnées	(25)	(85)	(53)
Créances irrécouvrables provisionnées	(276)	(697)	(361)
Récupérations sur créances amorties	33	108	31
Coût du risque	(115)	(371)	(163)

> Note 33 - Résultat net sur actifs immobilisés

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Immobilisations financières			
Dotations aux provisions			
Sur titres d'investissement	(1)	(11)	(5)
Sur participations et autres titres détenus à long terme	(143)	(120)	(12)
Reprises de provisions			
Sur titres d'investissement	1	9	
Sur participations et autres titres détenus à long terme	143	241	25
Dotation ou reprise nette aux provisions	0	119	8
Sur titres d'investissement	0	(2)	(5)
Sur participations et autres titres détenus à long terme	0	121	13
Plus-values de cession réalisées			
Sur titres d'investissement		2	4
Sur participations et autres titres détenus à long terme	106	165	99
Moins-values de cession réalisées			
Sur titres d'investissement	(2)	(9)	(1)
Sur participations et autres titres détenus à long terme	(206)	(264)	(85)
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	(102)	(106)	17
Sur titres d'investissement	(2)	(7)	3
Sur participations et autres titres détenus à long terme	(100)	(99)	14
Solde (en perte) ou en bénéfice	(102)	13	25
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Plus-values de cession	6	42	14
Moins-values de cession		(24)	(1)
Solde (en perte) ou en bénéfice	6	18	13
Résultat net sur immobilisations	(96)	31	38

> Note 34 - Impôt sur les bénéfices

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Impôt courant de l'exercice	(102)	(591)	(275)
(Charge) ou produit d'impôt différé de l'exercice	(12)	(170)	(253)
Total	(114)	(761)	(528)

Taux effectif d'impôt au 30 juin 2002

(En millions d'euros et en taux)

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	640	35,43%	(227)
Effet des différences permanentes		-0,47%	3
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		-3,28%	21
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-5,16%	33
Effet de l'imposition à 19%		-6,56%	42
Effet des autres éléments		-2,19%	14
Taux et charge effectif d'impôt		17,81%	(114)

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable s'élève à 31 millions d'euros au 30 juin 2002

La charge fiscale du premier semestre 2002 se ventile de la façon suivante :

- sur résultat courant: charge d'impôt de 134 millions d'euros
- sur résultat exceptionnel : produit d'impôt de 20 millions d'euros

> Note 35 - Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Sociétés non financières	(26)	(24)	(25)
Sociétés financières	236	728	472
Total	210	704	447

> Note 36 - Résultat exceptionnel

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Pré-retraite et congés de fin de carrière	(5)	(2)	(1)
Euro	2	42	8
Systèmes d'informations et charges de restructuration	(52)	(12)	
Litiges	2	(28)	
Indemnisations des avoirs juifs			(8)
Cotisations au Fonds de garantie - dépôts et titres	(2)	(9)	(4)
Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité		152	
Décentralisation du compartiment épargne avance (cf §1.2)		(382)	(383)
Diminution du "taux de perte interne" (cf § 2.1.6)		760	383
Provision sur risque Argentine		(98)	
Divers (dont écart de conversion négatif sur la déconsolidation de Banco Bisel)	(47)	(90)	(11)
Total	(102)	333	(16)

> Note 37 - Informations relatives aux résultats des activités bancaires

Note 37.1 - Produit net bancaire par secteur d'activité et zone géographique ⁽¹⁾

	30/06/02					Ensemble des métiers	31/12/01	30/06/01
	Banque de proximité France	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de grande clientèle	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre & Divers		pro forma Ensemble des métiers	pro forma Ensemble des métiers
(En millions d'euros)								
France (y compris DOM-TOM)	400	569	604	0	151	1 724	3 576	1 849
Autres pays de l'Espace Economique								
Européen (EEE)	0	84	283	141	0	508	1 021	476
Autres pays d'Europe	0	71	35	109	0	215	310	103
Amérique du Nord	0	7	167	0	0	174	323	213
Amériques Centrale et du Sud	0	6	0	17	0	23	584	278
Afrique et Moyen-Orient	0	0	82	0	0	82	180	66
Asie et Océanie (hors Japon)	0	2	107	0	0	109	250	90
Japon	0	2	44	0	0	46	70	20
Produit net bancaire	400	741	1 322	267	151	2 881	6 314	3 095

(1) La décomposition du produit net bancaire par secteur d'activité et zone géographique est pour partie issue d'informations de gestion.

Note 37.2 - Résultat net par secteur d'activité au 30 juin 2002 ^{(1) (3)}

	Banque de proximité France	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de grande clientèle	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre & Divers	Ensemble des métiers
(En millions d'euros)						
Produit net bancaire	400	741	1 322	267	151	2 881
Charges de fonctionnement	(232)	(413)	(941)	(172)	(221)	(1 979)
Résultat brut d'exploitation	168	328	381	95	(70)	902
Coût du risque	(49)	(25)	(105)	(81)	145	(115)
Résultat d'exploitation	119	303	276	14	75	787
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ⁽²⁾	193	2	25	12	(22)	210
Résultat net sur actifs immobilisés			16	(33)	(79)	(96)
Résultat courant avant impôt	312	305	317	(7)	(26)	901
Résultat exceptionnel	4	(5)	(7)	(45)	(49)	(102)
Impôt	(48)	(75)	(86)	(2)	97	(114)
Résultat avant FRBG et écart d'acquisition	268	225	224	(54)	22	685
Solde dotations / reprises provisions FRBG		1			50	51
Amortissement des écarts d'acquisition	(62)	(16)	(23)	(41)	(8)	(150)
Résultat net	206	210	201	(95)	64	586

Note 37.2 - Résultat net par secteur d'activité au 31 décembre 2001 pro forma ^{(1) (3)}

	Banque de proximité France	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de grande clientèle	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre et divers	Ensemble des métiers
(En millions d'euros)						
Produit net bancaire	760	1 520	2 712	866	456	6 314
Charges de fonctionnement	(448)	(804)	(2 012)	(632)	(455)	(4 351)
Résultat brut d'exploitation	312	716	700	234	1	1 963
Coût du risque	(100)	(1)	(161)	(272)	163	(371)
Résultat d'exploitation	212	715	539	(38)	164	1 592
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ⁽²⁾	348	3	56	229	68	704
Résultat net sur actifs immobilisés					31	31
Résultat courant avant impôt	560	718	595	191	263	2 327
Résultat exceptionnel	6	3	(34)	(137)	495	333
Impôt	(78)	(218)	(132)	26	(359)	(761)
Résultat avant FRBG et écart d'acquisition	488	503	429	80	399	1 899
Solde dotations / reprises provisions FRBG	(2)	(8)			(34)	(44)
Amortissement des écarts d'acquisition	(124)	(12)	(59)	(56)	(46)	(297)
Résultat net	362	483	370	24	319	1 558

Note 37.2 - Résultat net par secteur d'activité au 30 juin 2001 pro forma ^{(1) (3)}

	Banque de proximité France	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de grande clientèle	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre et divers	Ensemble des métiers
(En millions d'euros)						
Produit net bancaire	366	690	1 405	388	246	3 095
Charges de fonctionnement	(215)	(359)	(1 016)	(291)	(223)	(2 104)
Résultat brut d'exploitation	151	331	389	97	23	991
Coût du risque	(49)	(14)	(91)	(101)	92	(163)
Résultat d'exploitation	102	317	298	(4)	115	828
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ⁽²⁾	144	1	31	219	52	447
Résultat net sur actifs immobilisés					38	38
Résultat courant avant impôt	246	318	329	215	205	1 313
Résultat exceptionnel	3	1	1	(2)	(19)	(16)
Impôt	(38)	(66)	(96)	(9)	(319)	(528)
Résultat avant FRBG et écart d'acquisition	211	253	234	204	(133)	769
Solde dotations / reprises provisions FRBG		5			146	151
Amortissement des écarts d'acquisition	(62)	(7)	(18)	(24)	(9)	(120)
Résultat net	149	251	216	180	4	800

(1) La décomposition du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

(2) L'activité et la contribution des Caisses Régionales et de leurs filiales au pôle Banque de proximité en France sont détaillées note 37.2.1

(3) L'activité Moyens de la Banque est affectée au pôle Gestion pour compte propre et divers alors qu'elle était répartie sur chacun des pôles concernés les exercices précédents. Les données pro forma tiennent compte de cette nouvelle répartition.

Note 37.2.1 - Banque de proximité en France - Activité et contribution des Caisses Régionales et de leurs filiales

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01 pro forma	30/06/01 pro forma
Produit net bancaire ⁽¹⁾	5 212	9 842	5 021
Charges de fonctionnement	(3 118)	(6 136)	(3 049)
Résultat brut d'exploitation	2 094	3 706	1 972
Coût du risque	(343)	(674)	(314)
Résultat d'exploitation	1 751	3 032	1 658
Résultat net sur actifs immobilisés	5	1 753	(4)
Résultat courant avant impôt	1 756	4 785	1 654
Résultat exceptionnel	(53)	(539)	(165)
Impôt	(462)	(1 138)	(409)
Dotations au FRBG	(102)	(1 150)	(54)
Résultat net social cumulé des Caisses Régionales consolidées ⁽²⁾	1 139	1 958	1 026
Résultat net social cumulé des filiales de Caisses Régionales consolidées	24	31	14
Retraitements et éliminations de consolidation ⁽³⁾	(82)	(97)	(16)
Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (100 %)	1 081	1 892	1 024
Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (25 %)	270	473	256
Retraitements et éliminations de consolidation	(89)	(126)	(112)
Profit d'augmentation dans la quote-part des réserves des Caisses régionales ⁽⁴⁾	11		
Quote-part de résultat des mises en équivalence	192	347	144

(1) Les données pro forma 2001 n'intègrent pas certains éléments, notamment le produit net du remplacement des liquidités supplémentaires (6,01 Mds€) induites par les augmentations de capital consécutives à la prise de participation de Crédit Agricole S.A. dans le capital des Caisses Régionales par voie de CCA, ni l'incidence pour les Caisses Régionales du passage de 66 2/3 % à 50 % du taux de décentralisation.

(2) Au 31.12.2001, le résultat net social cumulé des Caisses Régionales consolidées est présenté avant élimination, pour l'élaboration des données pro forma, des plus-values (nettes des frais et des impôts) dégagées lors de la cession des actions de Crédit Agricole S.A. (1,3 Md€) et des charges exceptionnelles connexes à l'opération d'introduction en bourse (1,1 Md€).

(3) Dont -165 Mio€, au 31.12.2001, au titre des éliminations, pour l'élaboration des données pro forma, des plus-values (nettes des frais et des impôts) dégagées lors de la cession des actions de Crédit Agricole S.A. et des charges exceptionnelles connexes à l'opération d'introduction en bourse.

(4) Les données pro forma n'intègrent pas, sur la période reconstituée, d'hypothèses de distributions par les Caisses Régionales de dividendes à Crédit Agricole S.A., ni d'hypothèse d'effets liés aux variations de capital des Caisses Régionales; à ce titre, aucune variation de quote-part du résultat mis en réserves n'est présentée pour cette période reconstituée pro forma. Les premiers effets des distributions apparaissent au 1er semestre 2002; leur détermination prend en compte, pour cette période, la date de jouissance effective des titres (CCI et CCA) détenus par Crédit Agricole S.A. aux dates des distributions retenues par les différentes Caisses Régionales.

Note 37.3 - Résultat courant avant impôt par zone géographique ⁽¹⁾

	30/06/02							31/12/01	30/06/01	
	PNB	Charges de fonction.	Résultat brut d'exploit.	Coût du risque	Résultat d'exploit.	Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt	Résultat courant avant impôt	
(En millions d'euros)										
France (y compris DOM-TOM)	1 724	(1 157)	567	4	571	194	(102)	663	1 929	1 018
Autres pays de l'Espace										
Economique Européen (E E E)	508	(376)	132	(39)	93	(19)	0	74	442	388
Autres pays d'Europe	215	(126)	89	(21)	68	0	6	74	103	35
Amérique du Nord	174	(113)	61	(60)	1	0	0	1	(165)	(71)
Amériques Centrale et du Sud	23	(18)	5	(6)	(1)	1	0	0	(63)	(131)
Afrique et Moyen-Orient	82	(62)	20	(12)	8	34	0	42	82	42
Asie et Océanie (hors Japon)	109	(103)	6	18	24	0	0	24	(24)	29
Japon	46	(24)	22	1	23	0	0	23	23	3
Totaux	2 881	(1 979)	902	(115)	787	210	(96)	901	2 327	1 313

(1) La décomposition du résultat courant avant impôt par zone géographique est pour partie issue d'informations de gestion.

> Note 38 - Notes spécifiques à l'activité d'assurance

Les méthodes et règles d'évaluation des postes spécifiques à l'activité d'assurance sont celles prévues par le Code des assurances, conformément à la réglementation française.

Note 38.1 - Ventilation des placements des entreprises d'assurance

	30/06/02			31/12/01			30/06/01		
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation
(En millions d'euros)									
1-Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	2 293	2 282	2 414	2 076	2 066	2 154	1 787	1 776	1 731
2-Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM	2 857	2 856	2 899	2 717	2 716	3 342	2 783	2 760	3 767
3-Parts d'OPCVM autres que celles visées en 4	4 962	4 962	4 645	4 182	4 182	4 551	3 680	3 680	4 569
4-Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	6 851	6 851	8 079	6 425	6 425	7 605	6 387	6 388	7 458
5-Obligations et autres titres à revenu fixe	61 040	60 408	62 839	58 796	58 164	60 947	56 365	55 779	57 903
6-Prêts hypothécaires	6	6	6	6	6	6	6	6	6
7-Autres prêts et effets assimilés	133	133	133	131	131	131	128	128	128
8-Dépôts auprès des entreprises cédantes									
9-Dépôts autres que ceux visés au 8, cautionnements en espèces et autres placements	201	201	201	596	593	608	656	655	659
10-Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	6 561	6 561	6 561	6 762	6 762	6 762	7 002	7 002	7 002
Total	84 904	84 260	87 777	81 691	81 045	86 106	78 794	78 174	83 223
Retraitements de consolidation		(1 652)			(1 655)			(1 762)	
Valeur nette au bilan		82 608			79 390			76 412	

Note 38.2 - Ventilation des autres actifs d'assurance

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Créances nées d'opérations d'assurance directe	150	144	294	263	124	387	126	113	239
Créances nées d'opérations de réassurance	1	80	81	0	121	121	0	61	61
Frais d'acquisition reportés		26	26		22	22		23	23
Evaluations techniques de réassurance			0			0			0
Différence de conversion-actif	2		2	2	0	2	3	0	3
Autres actifs			0			0			0
Total	153	250	403	265	267	532	129	197	326
Retraitements de consolidation									
Valeur nette au bilan			403			532			326

Note 38.3 - Ventilation des provisions techniques d'assurance

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Provisions pour primes non acquises		248	248		204	204		217	217
Provisions d'assurance vie	71 585		71 585	67 845		67 845	64 879		64 879
Provisions pour sinistres	903	368	1 271	818	336	1 154	817	289	1 106
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	1 314	25	1 339	1 326	49	1 375	1 326	18	1 344
Provisions pour égalisation	23	6	29	22	4	26	21	9	30
Autres provisions techniques	2	378	380	2	311	313	1	305	306
Total des provisions techniques brutes (hors contrats en unités de compte)	73 827	1 025	74 852	70 013	904	70 917	67 044	838	67 882
Provisions techniques des contrats en unités de compte	6 581		6 581	6 770		6 770	7 021		7 021
Total des provisions techniques d'assurance brutes	80 408	1 025	81 433	76 783	904	77 687	74 065	838	74 903
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	(62)	(45)	(107)	(65)	(36)	(101)	(63)	(34)	(97)
Total des provisions techniques nettes	80 346	980	81 326	76 718	868	77 586	74 002	804	74 806

Note 38.4 - Ventilation des autres passifs d'assurance

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01			30/06/01 pro forma		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques									
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	121	33	154	184	33	217	108	17	125
Dettes nées d'opérations de réassurance	8	139	147	4	155	159	1	99	100
Evaluations techniques de réassurance			0			0			0
Report de commissions reçues des réassureurs			0			0			0
Différence de conversion-passif	1		1	1		1	1		1
Total	130	172	302	189	188	377	110	116	226
Retraitements de consolidation									
Total			302			377			226

Note 38.5 - Ventilation de la marge brute des activités d'assurance

(En millions d'euros)	30/06/02			31/12/01 pro forma			30/06/01 pro forma		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Primes	5 073	424	5 497	9 275	677	9 952	5 104	352	5 456
Part réassurée des primes	(1)	(22)	(23)	(11)	(34)	(45)	(11)	(13)	(24)
Primes nettes	5 072	402	5 474	9 264	643	9 907	5 093	339	5 432
Produits des placements	2 504	27	2 531	4 217	48	4 265	2 036	23	2 059
Ajustement ACAV (plus values)	4		4	11		11	10		10
Autres produits techniques			0			0			0
Total des produits techniques et financiers des produits d'assurance	7 580	429	8 009	13 492	691	14 183	7 139	362	7 501
Sinistres - remboursements	(2 377)	(194)	(2 571)	(4 254)	(366)	(4 620)	(1 992)	(191)	(2 183)
Part réassurée des sinistres		5	5	6	22	28	3	15	18
Sinistres - remboursements nets	(2 377)	(189)	(2 566)	(4 248)	(344)	(4 592)	(1 989)	(176)	(2 165)
Charges des provisions d'assurance et autres provisions techniques	(1 632)	(96)	(1 728)	(3 578)	(118)	(3 696)	(2 405)	(77)	(2 482)
Part réassurée des charges des provisions d'assurance et autres provisions techniques			0	4	(10)	(6)	7	(10)	(3)
Charges nettes des provisions techniques	(1 632)	(96)	(1 728)	(3 574)	(128)	(3 702)	(2 398)	(87)	(2 485)
Participation aux résultats	(1 809)	(24)	(1 833)	(3 284)	(49)	(3 333)	(1 690)	(19)	(1 709)
Charges des placements	(431)	(5)	(436)	(547)	(9)	(556)	(233)	(5)	(238)
Ajustements ACAV (moins values)	(817)		(817)	(919)		(919)	(424)		(424)
Autres charges techniques			0			0			0
Total des charges techniques et financières des activités d'assurance	(7 066)	(314)	(7 380)	(12 572)	(530)	(13 102)	(6 734)	(287)	(7 021)
Marge brute des activités d'assurance	514	115	629	920	161	1 081	405	75	480
Retraitements de consolidation			12			115			38
Marge brute des activités d'assurance			641			1 196			518

Les sociétés d'assurance du Groupe Crédit Agricole détiennent dans leurs portefeuilles de placement des titres émis par d'autres sociétés du Groupe ; ces titres et leurs revenus sont éliminés des états financiers consolidés. Pour donner une vision économique réaliste de l'activité d'assurance dans le compte de résultat consolidé, les revenus (29,6 Mio€) de ces titres ont été ensuite réintégrés dans la marge brute d'assurance, en contrepartie des produits d'intérêts.

I Comptes individuels

Sommaire

Bilan de Crédit Agricole S.A.	136
Hors bilan de Crédit Agricole S.A.	136
Comptes de résultat de Crédit Agricole S.A.	138
Tableau de variation des capitaux propres.....	139
Tableau des titres de participations et filiales.....	140

Les données figurant ci-après sont extraites des comptes individuels de Crédit Agricole S.A.

Bilan de Crédit Agricole S.A.

(aux 30 juin 2002 et 31 décembre 2001)

Actif (En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	49 926	56 727
Caisse, Banques Centrales, CCP	359	633
Effets publics et valeurs assimilées	7 905	5 566
Créances sur les établissements de crédit	41 662	50 528
Opérations internes au Crédit Agricole	146 424	141 697
Créances sur la clientèle	2 522	2 888
Autres concours à la clientèle	1 728	2 519
Comptes ordinaires débiteurs	794	369
Opérations sur titres	13 055	14 702
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 952	8 094
Actions et autres titres à revenu variable	5 103	6 608
Valeurs immobilisées	22 624	22 006
Participations et autres titres détenus à long terme	12 553	12 646
Parts dans les entreprises liées	9 856	9 136
Immobilisations corporelles et incorporelles	215	224
Comptes de tiers et divers	15 676	14 918
Autres actifs	6 429	5 772
Comptes de régularisation	9 247	9 146
Total actif	250 227	252 938

Hors bilan de Crédit Agricole S.A.

(aux 30 juin 2002 et 31 décembre 2001)

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01
Engagements donnés	33 774	36 398
Engagements de financement	9 089	9 658
Engagements en faveur d'établissements de crédit	7 565	7 869
Engagements en faveur du Crédit Agricole	1 211	1 537
Engagements en faveur de la clientèle	313	252
Engagements de garantie	24 671	26 649
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	20 115	22 191
Engagements d'ordre du Crédit Agricole	4 133	4 409
Engagements d'ordre de la clientèle	423	49
Comptes de régularisation	9 247	9 146
Engagements sur titres	14	91

Passif (En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	23 725	24 658
Banques centrales et CCP	1	5
Dettes envers les établissements de crédit	23 724	24 653
Opérations internes au Crédit Agricole	20 140	24 056
Comptes créditeurs de la clientèle	148 929	147 489
Comptes d'épargne à régime spécial	137 677	136 033
Autres dettes	11 252	11 456
Dettes représentées par un titre	22 832	22 466
Comptes de tiers et divers	12 036	13 562
Autres passifs	1 753	2 856
Comptes de régularisation	10 283	10 706
Provisions et dettes subordonnées	8 979	7 373
Provisions pour risques et charges	1 485	1 731
Dettes subordonnées et titres participatifs	7 494	5 642
Fonds pour risques bancaires généraux	1 513	1 563
Capitaux propres	12 073	11 771
Capital souscrit	2 917	2 917
Primes d'émission	5 954	5 954
Provisions réglementées et subventions d'investissement	4	4
Réserves	2 361	1 851
Résultat de l'exercice	837	1 045
Total passif	250 227	252 938

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01
Engagements reçus	3 426	3 439
Engagements de financement	3 201	3 137
Engagements reçus d'établissements de crédit	234	112
Engagements reçus du Crédit Agricole	2 967	3 025
Engagements de garantie	197	297
Engagements reçus d'établissements de crédit	140	243
Engagements reçus du Crédit Agricole	6	6
Engagements reçus d'autres organismes	51	48
Engagements sur titres	28	5

Comptes de résultat de Crédit Agricole S.A.

(aux 30 juin 2002 et 31 décembre 2001)

(En millions d'euros)	30/06/02	31/12/01	30/06/01
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	377	821	323
Revenus des titres à revenu variable	822	689	622
Produits nets des commissions	(439)	(918)	(476)
Produits nets sur opérations financières	158	514	366
Autres produits nets d'exploitation bancaire	1	4	(30)
Produit net bancaire	919	1 110	805
Charges générales de fonctionnement	(173)	(333)	(160)
Frais de personnel	(80)	(158)	(78)
Autres frais administratifs	(82)	(152)	(71)
Dotations aux amortissements	(11)	(23)	(11)
Résultat brut d'exploitation	746	777	645
Coût du risque	92	(28)	109
Résultat d'exploitation	838	749	754
Résultat net sur actifs immobilisés	(179)	(218)	(17)
Résultat courant avant impôt	659	531	737
Résultat net exceptionnel	(7)	567	5
Impôt sur les bénéfices	134	(16)	(9)
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	51	(37)	152
Résultat net de l'exercice	837	1 045	885

Variation des capitaux propres

(En millions d'euros)	Capital	Primes et Réserves	Provisions réglementées Subventions d'investissement	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 1999	1 999	5 470	16	7 485
Dividendes versés au titre de 1999		(367)		(367)
Variation de capital ⁽¹⁾	242			242
Variation des primes d'émission ⁽²⁾		942		942
Résultat de l'exercice 2000		512		512
Autres variations			(13)	(13)
Solde au 31 décembre 2000	2 241	6 557	3	8 801
Dividendes versés au titre de 2000		(409)		(409)
Variation de capital ⁽¹⁾	676			676
Variation des primes d'émission ⁽²⁾		1 657		1 657
Résultat de l'exercice 2001		1 045		1 045
Autres variations			1	1
Solde au 31 décembre 2001	2 917	8 850	4	11 771
Dividendes versés au titre de 2001		(535)		(535)
Variation de capital ⁽¹⁾				-
Variation des primes d'émission ⁽²⁾				-
Résultat au 30 juin 2002		837		837
Autres variations				-
Solde au 30 juin 2002	2 917	9 152	4	12 073

(1) Répartition de la variation du capital selon ses origines

	31/12/00	31/12/01	30/06/2002
Paiement du dividende en actions	80	77	-
Augmentation du capital en numéraire	162	51	-
Augmentation du capital par apport		548	-

(2) Répartition de la variation des primes selon leurs origines

	31/12/00	31/12/01	30/06/2002
Paiement du dividende en actions	285	331	-
Augmentation du capital en numéraire	657	134	-
Augmentation du capital par apport		1 192	-

Titres de participations et filiales

Sociétés et adresses	Devise	(En millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalet euros)	
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus	
		30/06/2002	30/06/2002	30/06/2002	Valeur brute	Valeur nette
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Crédit Agricole S.A.						
1) Parts dans les entreprises liées établissements de crédit (plus de 50 % du capital)						
					4 546	4 241
BANCO BISEL Bartolome Mire 602 2000 Rosario SANTA FE (Argentine)	Pesos	307	(22)	69,9	227	0
CL DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE avenue Napoléon III 20193 AJACCIO	Euros	99	(79)	99,8	99	21
FONCARIS 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	225	105	100,0	320	320
IDIA PARTICIPATIONS 100, boulevard du Montparnasse 75014 PARIS	Euros	144	95	78,2	185	185
LUKAS SA pl. Orlat Lwowskich 1 53 605 WROCLAW (Pologne)	Zlotis	1	130	80,7	307	307
CRÉDIT AGRICOLE INDOSUEZ 9, quai Paul Doumer 92400 COURBEVOIE	Euros	965	2 351	96,5	3 032	3 032
SEGESPAR 90, boulevard Pasteur 75015 Paris	Euros	7	333	92,7	197	197
TRANSFACT 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	7	15	100,0	36	36
UCABAIL 128, boulevard Raspail 75006 PARIS	Euros	55	217	100,0	143	143
					10 671	10 620
2) Participations dans les établissements de crédit (10 à 50 % du capital)						
CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHECAIRE 35, rue la Boétie 75008 Paris	Euros	N.C.	3	37,7	29	29
INTESABCI Piazza Paolo Ferrari, 10 20121 MILANO (Italie)	Euros	3 489	9 646	14,9	2 934	2 883

| Titres de participations et filiales (suite)

Sociétés et adresses	Devise	(En millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalet euros)	
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus	
		30/06/2002	30/06/2002	30/06/2002	Valeur brute	Valeur nette
CRÉDIT LYONNAIS 18, rue de la République 69000 LYON	Euros	1 808	6 165	10,5	1 040	1 040
CRÉDIT LOGEMENT 50, boulevard Sébastopol 75003 PARIS	Euros	N.C.	51	16,5	127	127
CR ALPES-PROVENCE esplanade des Lices 13642 ARLES	Euros	163	590	25,0	210	210
CR ALSACE VOSGES 1, place de la Gare BP 440 67008 STRASBOURG CEDEX	Euros	108	440	25,0	131	131
CR ANJOU ET MAINE 40, rue Prémartine 72000 LE MANS	Euros	251	862	25,0	234	234
CR AQUITAINE 304, boulevard du Président Wilson 33076 BORDEAUX CEDEX	Euros	120	1 200	25,0	311	311
CR ATLANTIQUE VENDÉE route d'Aizenay 85012 LA ROCHE SUR YON	Euros	127	748	25,0	196	196
CR BRIE 24, avenue du Maréchal Foch 77101 MEAUX	Euros	77	380	25,0	107	107
CR CALVADOS 15, esplanade Brillaud de Laujardière 14050 CAEN CEDEX	Euros	67	161	24,3	53	53
CR CANTAL 1, rue Alexandre Pinard 15000 AURILLAC	Euros	15	270	25,0	65	65
CR CENTRE FRANCE 3, avenue de la Libération 63045 CLERMONT FERRAND CEDEX 9	Euros	124	869	25,0	253	253
CR CENTRE LOIRE 8, allée des Colléges 18920 BOURGES CEDEX	Euros	162	697	25,0	182	182
CR CENTRE OUEST 29, boulevard de Vanteaux BP 509 87044 LIMOGES CEDEX	Euros	54	352	25,0	89	89
CR CENTRE EST 1, rue Pierre de Truchis de Lays 69541 CHAMPAGNE-AU-MONT-D'OR	Euros	158	1 278	25,0	323	323
CR CHAMPAGNE BOURGOGNE 269, faubourg Croncels 10000 TROYES	Euros	156	244	25,0	67	67
CR CHARENTE PERIGORD rue d' Epagnac BP21 16800 SOYAUX	Euros	113	232	25,0	77	77

Titres de participations et filiales (suite)

Sociétés et adresses	Devise	(En millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalet euros)	
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus	
		30/06/2002	30/06/2002	30/06/2002	Valeur brute	Valeur nette
CR CHARENTE MARITIME - DEUX SÈVRES 12, boulevard Guillet-Maillet 17100 SAINTES	Euros	132	498	25,0	130	130
CR COTE D'OR 18, rue Davout 21000 DIJON	Euros	64	151	25,0	47	47
CR COTE D'ARMOR La Croix Tual 22440 PLOUFRAGAN	Euros	98	390	25,0	118	118
CR DES SAVOIE PAE Les Glaisins 4, av du Pré Félin 74985 ANNECY CEDEX 09	Euros	195	412	25,0	152	152
CR FINISTÈRE 7, route du Loch 29555 QUIMPER CEDEX 9	Euros	132	474	25,0	135	135
CR FRANCHE COMTÉ 11, avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX 9	Euros	159	334	25,0	109	109
CR GARD 408, chemin du Mas de Cheylon 30000 NIMES	Euros	96	221	25,0	77	77
CR ILLE ET VILAINE 19,rue du Pré Perché BP 2025X 35040 RENNES CEDEX	Euros	95	421	25,0	122	122
CR LOIRE HAUTE-LOIRE 94, rue Bergson 42000 SAINT-ETIENNE	Euros	87	532	25,0	131	131
CR LORRAINE 56, 58 av André Malraux 54017 METZ CEDEX	Euros	53	380	25,0	115	115
CR MIDI avenue du Montpelleret - Maurin 34977 LATTES CEDEX	Euros	105	595	25,0	162	162
CR MORBIHAN avenue de Kéranguen 56956 VANNES CEDEX 9	Euros	78	319	25,0	92	92
CR NORD 10, avenue Foch 59020 LILLE	Euros	71	603	25,0	164	164
CR NORD-EST 25, rue Libergier 51100 REIMS	Euros	172	946	24,1	252	252
CR NORMAND avenue de Paris 50000 SAINT-LO	Euros	85	590	25,0	152	152

| Titres de participations et filiales (suite)

Sociétés et adresses	Devise	(En millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalet euros)	
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus	
		30/06/2002	30/06/2002	30/06/2002	Valeur brute	Valeur nette
CR NORMANDIE SEINE Cité de l'agriculture BP 800 76230 BOIS GUILLAUME CEDEX	Euros	92	573	25,0	162	162
CR OISE 18, rue d'Allonne 60000 BEAUVAIS	Euros	114	417	25,0	178	178
CR PARIS ET ILE-DE-FRANCE 26, quai de la Rapée 75012 PARIS	Euros	59	1 313	25,0	488	488
CR PAS-DE-CALAIS 27 à 33 , Grand' Place 62009 ARRAS CEDEX	Euros	76	634	25,0	213	213
CR PROVENCE-COTE D'AZUR avenue Paul Arène les Négadis 83002 DRAGUIGNAN	Euros	86	633	24,6	166	166
CR PYRÉNÉES-GASCOGNE 11 bd Pt Kennedy BP 329 65003 TARBES CEDEX	Euros	87	443	25,0	139	139
CR QUERCY ROUERGUE 53 rue Gustave Larroumet BP 29 46021 CAHORS CEDEX	Euros	74	351	25,0	101	101
CR RÉUNION Parc Jean de Cambiaire 97462 SAINT-DENIS CEDEX	Euros	47	250	25,0	73	73
CR SOMME 500, rue Saint-Fuscien 80095 AMIENS CEDEX 3	Euros	105	283	25,0	106	106
CR SUD ALLIANCE 219, avenue François Verdier 81000 ALBI CEDEX	Euros	78	270	25,0	80	80
CR SUD MÉDITERRANÉE 30, rue Pierre Bretonneau 66000 PERPIGNAN	Euros	26	251	25,2	66	66
CR SUD RHONE-ALPES 15-17, rue Paul Claudel BP 67 38041 GRENOBLE CEDEX 09	Euros	103	533	25,0	138	138
CR TOULOUSE ET MIDI TOULOUSAIN 6-7, place Jeanne d'Arc 31000 TOULOUSE	Euros	124	374	25,0	110	110
CR TOURAINE ET POITOU 18, rue Salvador Allende 86000 POITIERS	Euros	137	544	25,0	168	168
CR VAL DE FRANCE rue I.J. Philippe 41913 BLOIS CEDEX 9	Euros	72	391	25,0	97	97

Titres de participations et filiales (suite)

Sociétés et adresses	Devise	(En millions de devises d'origine)			(en millions de contrevalet euros)	
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus	
		30/06/2002	30/06/2002	30/06/2002	Valeur brute	Valeur nette
3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50 % du capital)					5 007	4 852
CA DO BRAZIL Praia de Botafogo 228-1405 RIO DE JANEIRO (Brésil)	Réal	44	(44)	100,0	34	-
CA BOURSE 48 rue la Boétie 75008 Paris	Euros	21	74	100,0	74	74
CA DEVEUROPE BV Herengracht 386, 1016 CJ AMSTERDAM (Pays-Bas)	Euros	4	393	57,2	223	223
DELFINANCES 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	151	25	100,0	171	171
FINANCIÈRE LAPÉROUSE 46, rue de Bassano 75008 PARIS	Euros	592	9	77,2	457	457
FIRE CA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	-	-	100,0	78	78
PACIFICA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	105	5	60,0	67	67
PREDICA 50, rue de la Procession 75015 PARIS	Euros	315	1 365	100,0	1 395	1 395
SACAM (SACAM I, 2, 3, SOFINCO) 48, rue de la Boétie, 75008 PARIS	Euros	1 580	424	100,0	1 471	1 471
SEFA 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	67	1	99,9	67	67
SOPAR 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	43	12	100,0	75	75
U.I. 100, boulevard du Montparnasse 75014 PARIS	Euros	408	208	100,0	724	724
UNIFICA 117,quai du Prés. Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	Euros	40	10	100,0	171	50

| Titres de participations et filiales (suite)

Sociétés et adresses	Devise	(En millions de devises d'origine)			(en millions de contrevaieur euros)	
		Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital en %	Valeur comptable des titres détenus	
		30/06/2002	30/06/2002	30/06/2002	Valeur brute	Valeur nette
4) Autres participations (10 à 50 % du capital)					929	910
BESPAR Rua Saô Bernardo 62, 1200 LISBONNE (Portugal)	Euros	683	268	22,9	272	255
RUE IMPÉRIALE 49, rue de la République 69002 LYON	Euros	N.C.	N.C.	23,6	591	591
SCI SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA SEINE 91/93, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Euros	129	-	45,5	66	64
Autres participations					1 117	981
Parts dans les entreprises liées établissements de crédit					289	270
Participations dans des établissements de crédit					589	514
Autres parts dans les entreprises liées					121	92
Autres participations					118	106
Total filiales et participations					22 270	21 604
Avances consolidables et créances rattachées					808	805
Valeurs au bilan					23 078	22 409

Table de concordance

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement de la Commission des Opérations de Bourse 98-01 et aux pages du document de référence R.02-098 que ce présent document actualise.

Sections	Rubriques	Pages du présent document	Pages du Doc. de référence R.02-098
Responsable du document de référence et responsables du contrôle des comptes			
1.1.	Responsables du document	03	
1.2.	Attestation des responsables	03	
1.3.	Responsables du contrôle des comptes	03	
1.4.	Responsable de l'information financière	06	
Renseignements concernant l'activité de l'émetteur			
4.7.2.	Faits exceptionnels et litiges	08	248
Patrimoine – Situation financière et résultats			
5.1.6.	Comptes consolidés au 30 juin 2002 de Crédit Agricole S.A. et éléments les plus significatifs des comptes individuels semestriels	71	131
Organes d'administration, de direction et de surveillance			
6.1.	Composition des organes d'administration et de direction	07	48
Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir			
7.1.	Rapport de gestion sur les comptes au 30 juin 2002	09	69
	Évolutions récentes	32	106
	Suivi et contrôle des risques : principales évolutions depuis le 31/12/2001	34	109
	Présentation des résultats aux analystes financiers	38	



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris
Relations investisseurs : Tél. (33) 1 43 23 04 31 - Fax (33) 1 43 23 55 02
Internet <http://www.credit-agricole-sa.fr>